

SILENCE

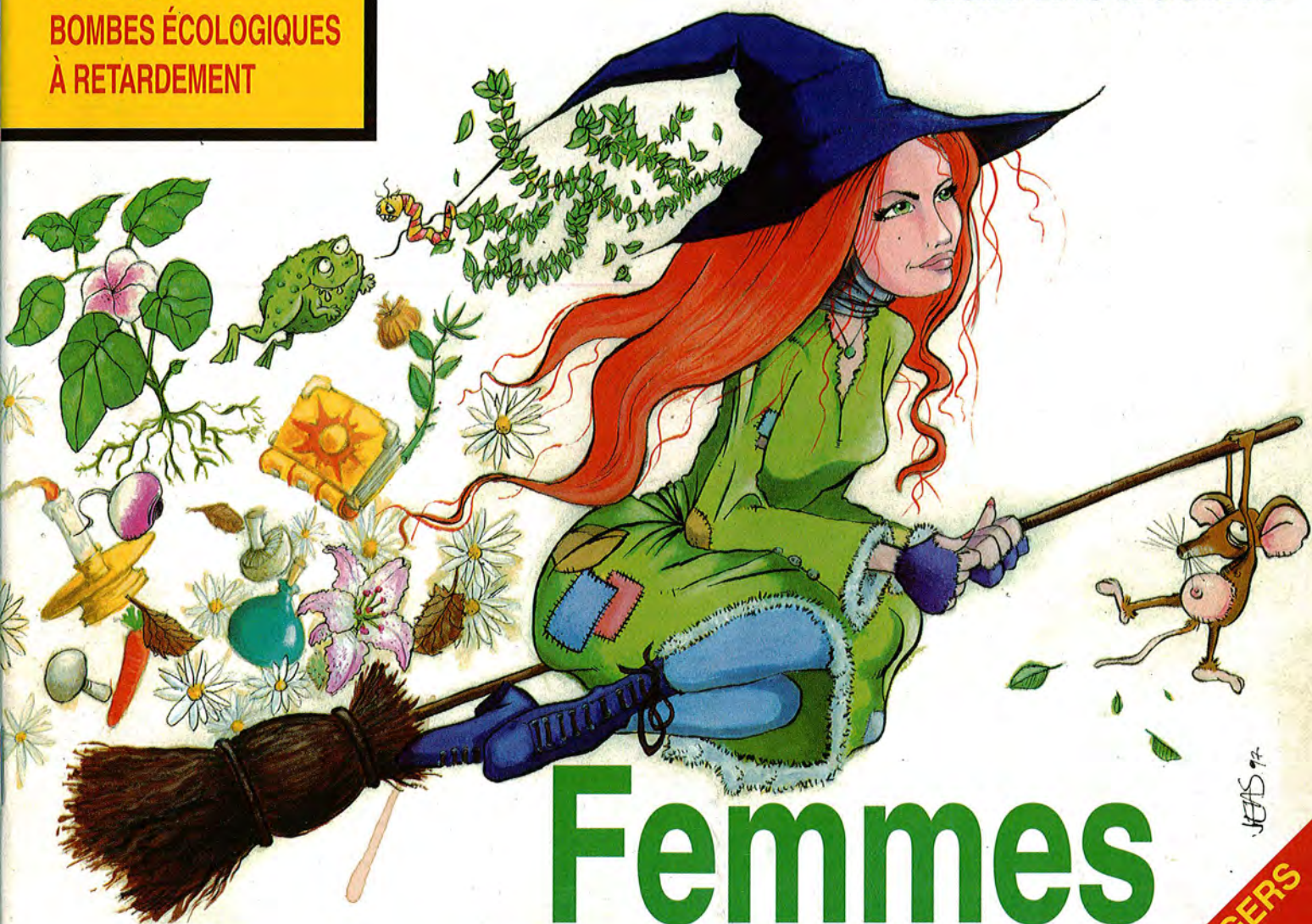
ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N°216
AVRIL 97

25 FF - 150 FB - 6 FS

Des sorcières aux médecins

NORD-SUD :
BOMBES ÉCOLOGIQUES
À RETARDEMENT



Femmes et santé

SEL : ENTRE ÉCONOMIE
DE MARCHÉ ET
ÉCONOMIE DE DON

ACCUEIL DES ÉTRANGERS
DÉSŒBEISSANCE
CIVILE ?

Sommaire

Femmes et santé

- **Des sorcières au médecins**
de *Françoise Desailly* page 4
- **Les femmes et le féminisme**
de *Françoise Desailly* page 8

Femmes page 10
 • La ménopause
 • Réseau Hommes

Energies page 11
 • EDF au chevet du chauffage électrique

Nucléaire page 12
 • Superphénix : plus d'existence légale
 • Le Carnet : chaîne humaine le 1er juin
 • Charpak
 • Enquêtes publiques pour l'enfouissement des déchets

Société page 14
 • La fin du travail

Cinéma :

Les mots et le silence
de *René Hamm* page 15

Environnement page 16
 • Pour un réseau de véloroutes

Nord-Sud page 17
 • Emma Bonino
 • Centrafrique : la France contrôle

Nord-sud :

Bombes écologiques à retardement
de *René Hamm* page 18

Politique page 20
 • Claude Allègre : l'anti-écologiste
 • Pourquoi ils sont pour l'Etat
 • Démographie et écologie
 • Schizophrénie ?

Accueil des étrangers : désobéissance civile ?
de *Michel Bernard* page 22

Paix page 25
 Annonces page 25

Alternatives page 26
 • Fourmi Verte
 • Ile-de-France : les bistrot de philo.

SEL : Entre économie de marché et économie de don
de *François Plassard* .. page 28

Santé page 33
 • Hépatite B
 • Arrivée du maïs transgénique

Livres page 36
 Courrier page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 7 mars 1997.

CAMPAGNE "DECouvrez SILENCE"

Retour de carnets : En février, nous avons reçu un bon millier d'adresses, soit autant qu'en janvier. Le rythme est assez régulier, ce qui laisserait entrevoir un "score" de l'ordre de 5000 adresses d'ici juin... ce qui est un peu plus que ce que nous avions fait lors d'une opération précédente, mais nous sommes loin de l'objectif initial (25 000 tickets imprimés). Et si on forçait un peu la dose ? Il reste trois mois pour remplir votre carnet (jusqu'au 10 juin).

Beaucoup de nouveaux. Le taux de nouvelles adresses est en augmentation ; plus de 80 % d'adresses nouvelles ce qui traduit un véritable travail de recherche de votre part... et montre combien la marge est grande pour trouver de nouveaux lecteurs !

Délai pour recevoir un numéro : Vous êtes souvent inquiets du délai entre la vente d'un billet et le moment où les personnes reçoivent un numéro spécimen. Il faut savoir que le dé-

lai peut atteindre deux mois si votre carnet arrive au lendemain d'une clôture d'un numéro. Donc quand vous vendez vos tickets avertissez l'éventuel nouvel abonné que le délai peut être un peu long.

Deuxième carnet : Nous avons au départ envoyé 2000 carnets aux 2000 abonnés et nous en avons gardé 500 pour ceux qui veulent vendre plus d'un carnet. Sur les 200 premiers carnets revenus, 80 ont pris un deuxième carnet... et quelques uns commencent leur troisième carnet.

Nombre d'abonnés : nous travaillons avec un décalage certain : nous avons envoyé environ 300 exemplaires sur le numéro de février et 1000 sur le numéro de mars... Et au moment où nous mettons sous presse, les gens viennent juste de recevoir le numéro de mars. Il est donc encore trop tôt pour savoir si cette prospection va nous faire gagner des abonnés.

12 AVRIL : A. G. DE SILENCE

L'assemblée générale de Silence se tiendra dans nos locaux. Comme chaque année, cette réunion est ouverte à nos lecteurs, mais seuls les adhérents de l'association (et non les abonnés) peuvent voter. A l'ordre du jour : le matin (à partir de 10h30) bilans financier, moral et d'activité ;

après un repas rapide, l'après-midi sera consacré aux perspectives avec la présentation d'un projet de colloque sur l'**écologie** en préparation pour fin 1998, le lancement de **hors-séries régionaux** (voir ci-dessous), le développement du rayon **librairie**, et toutes les questions diverses qui apparaîtront durant les débats.

DES ALTERNATIVES EN ALSACE

Comme nous l'expliquons régulièrement, nous sommes extrêmement frustrés du manque de place dont nous disposons dans Silence... mais on n'a pas de financement autre que celui des abonnements et on fait donc avec. Pour pouvoir promouvoir un peu plus de "positif", nous avons discuté lors de l'assemblée générale précédente de la mise en place de "hors-série régionaux". Un premier est en route qui sortira en Alsace pour la foire de Rouffach (8 mai). Il sera ensuite placé en kiosque dans cette région pendant trois mois. Ce numéro sera envoyé aux abonnés (mais pas aux points de vente hors Alsace) et il vous parviendra vers la mi-mai. Il contiendra une dizaine d'articles couvrant les différents domaines habituels de la revue et ceux-ci seront complétés par des listes d'adresses par sujet. Si le résultat est probant, nous renouvellerons cette expérience dans d'autres régions. Conséquence de cet essai : une expédition supplémentaire qui se tiendra le mercredi 30 avril à partir de 18 h (veille du 1er mai).

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
 9 rue Dumenge, F - 69004 LYON
 Tel: 04 78 39 55 33
 CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique

Brabant-Ecologie
 Route de Renipont 33,
 B - 1380 CHAIN, Belgique
 CCP 000-15 19 365-54

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tel : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins compris)

N° de Commission paritaire: 64946
 N° ISSN 0756-2640
 Date de parution : 2ème trimestre 1997
 Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
 Trésorière : Myriam Cognard
 Administrateurs : Jacques Caclin-Mpouma
 Michèle Dussault-Delorme

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
 Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
 Michel Jarru
 Publicité : Michel Jarru
 Relations commerciales : Eve Malafosse
 Rédaction : Patrice Bouveret
 René Hamm

Michèle Dussault-Delorme
 Sylviane Poulencard
 Francis Vergier
 Roger Bernard
 Richard Grantham
 Jacques Grinevald
 Henri Persal
 Henri Pezerat
 André Picot
 Alho
 Cynil
 Lassepe
 Mulio
 Xavier Veas
 Déborah Gaudin
 Loïc Gaudin

Iconographie : Madeleine Nulchev
 Xavier Sérédine
 Myriam Travostino
 Chantal Grosollard
 Raymond Vignal
 Hubert Plisson

Conception maquette : Christiane Chapon
 Expédition : Claude Crolet
 Elise Dumont
 Christian Hubuls
 Maloin
 Vincent Marlin
 Olivier Montmagnon
 Bernard Farez
 Christian Rony
 Suzanne Vignal
 Georges David
 Alain Claude-Gallié
 José Oria
 Mireille Oria
 Pertine
 Jean-Luc Thillery
 Françoise Desailly
 François Plassard

Conseillers scientifiques :
 Dessinateurs :
 Correcteurs :
 Conception maquette :
 Expédition :

Correspondants :

Et pour ce numéro :

Et pour ce numéro :

Venez nous voir !

N°217 - Mai
 Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 29 mars à 14 h

(Clôture des brèves : vendredi 4 avril à 12 h)
Expédition
vendredi 18 avril à 18 h

N°218 - Alsace
 Expédition
mercredi 30 avril à 18 h

N°219 - Juin
 Comité de rédaction (clôture des articles)
samedi 26 avril à 14 h

(Clôture des brèves : vendredi 2 mai à 12 h)
Expédition
vendredi 16 mai à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci sont suivies d'un repas à 21h30 offert par Silence.

Egalité !

Elle a réussi sa vie professionnelle, mais elle n'a rien (ah non vraiment !) d'une "suffragette". Elle-même nie toute ressemblance avec ces "hystériques". En effet, les hommes ont réussi à nous cacher, voire à nous faire rougir de ces héroïnes qui ont mené une lutte courageuse pour l'acquisition de droits qui nous paraissent aujourd'hui évidents. L'ensemble de la société profite de ces droits acquis et si les jeunes portent sur ce passé discriminatoire un jugement sévère, la plupart des jeunes filles éprouvent des réticences à se déclarer féministes comme s'il n'y avait plus rien à faire...

Au niveau mondial lors de la conférence de Pékin, il a été réaffirmé que *"les droits fondamentaux des femmes et des fillettes sont partie inaliénable, intégrante et indivisible de tous les droits de la personne humaine et libertés fondamentales"*.

En matière de droits, l'égalité est reconnue en France. Pourtant, les stéréotypes sociaux continuent à investir les écoles, les entreprises, les médias, le milieu politique, les maisons. Le droit à disposer de son corps, le droit à l'avortement, à la contraception sont remis en cause dans les faits à travers la montée de l'ordre moral et les restrictions des dépenses de santé.

Face aux discriminations, les organisations de femmes se sont multipliées un peu partout dans le monde.

En France, comme partout dans le monde, le chemin est encore long jusqu'à la réelle égalité des droits entre les femmes et les hommes. En période de crise, de guerre, les droits des femmes sont les premiers bafoués.

Sylviane POULENARD



A NOTRE SANTÉ LES FEMMES !

Joli programme ! Force est de constater après 20 années d'exercice que tout ne contribue pas franchement à la réalisation de ce vaste projet. Quand on est à la fois femme, mère et infirmière, la santé nous concerne de manière très spécifique.

J'ai patiemment tenté de faire des liens entre ces 3 rôles importants au regard de la santé, dans ma vie de femme. Puis j'ai observé autour de moi dans mon environnement professionnel, j'ai participé à l'aventure passionnante de l'association Croix-Roussienne "La Chrysalide" sur la santé des femmes, pour atterrir à Réseau Santé dans une des plus anciennes associations d'usagers de la santé en France.

Les articles qui vont suivre sont extraits d'une recherche que j'ai eu le bonheur de réaliser au Collège Coopératif Rhône Alpes, "l'Université des travailleurs" comme il me plaisait de le présenter.

Cette recherche visait plusieurs objectifs. Il devenait impératif de fixer sur du papier le concret, le vécu des femmes au regard de la santé. Il était aussi urgent d'objectiver nos difficultés, nos manques mais aussi les réussites personnelles ou collectives. Enfin, il devenait indispensable de proposer des actions pour parvenir (ou tenter de le faire) à "prendre en main notre santé". Tant il est vrai qu'au fil du temps, j'ai acquis la conviction profonde que prendre en main sa santé c'est prendre en main sa vie. Il faut bien sûr pour ce faire, accepter que notre santé soit le reflet de notre adaptation ou de notre non adaptation à notre vie.

Les témoignages de toutes les femmes qui viennent illustrer ce travail sont tellement forts et sincères qu'il ne pouvait être question qu'il demeure sur l'étagère poussiéreuse d'une bibliothèque universitaire. Il fallait les rendre à la vie. Le premier pas est franchi avec ce premier article. Un second le sera dans le courant de l'année avec sa parution aux Editions "La chronique sociale." Puisse-nous nous emparer de ces expériences pour apporter notre pierre à la construction d'une santé moins médicalisée. FD.

FEMMES ET SANTÉ

DES SORCIERES AUX MÉDECINS

Au moyen-âge, les hommes se sont appropriés progressivement le domaine de la santé, rejetant les savoirs des femmes dans le domaine du surnaturel.

A travers mon expérience j'ai pu observer à quel point notre santé nous échappait. De plus en plus souvent nous nous en remettons à des spécialistes. La santé est devenue une affaire médicale. Mes expériences professionnelles qu'elles soient hospitalière, en centre de soins à domicile, en

Centre de planification, ou même actuellement au sein d'une association d'usagers, ne font que me le confirmer.

A en croire les médias et les spécialistes il n'existe qu'une voie de guérison possible : la médecine classique. Pourtant, depuis ces vingt dernières années, tout un éventail de médecines dites

"alternatives" ont fleuri de toute part. Loin de penser qu'elles sont irréprochables, elles ont le mérite de nous ouvrir des horizons.

Malgré tout, la médecine scientifique reste la seule référence officielle et le rôle des femmes souvent bafoué ou ignoré.

Comment en sommes-nous arrivées là ?

Pour Marie-Françoise Collière, il nous faut remonter au Moyen-Age. A cette époque, l'éducation des filles et des garçons passe de manière quasi intégrale par les mères, la santé des femmes est entièrement prise en charge par des femmes : les "sage-femmes" et les fameuses sorcières. C'est une médecine empirique et traditionnelle. Elles utilisent beau-

coup les plantes. Ce sont les femmes, matrones ou sage-femmes, qui pratiquent les accouchements.

La religion catholique les a fait brûler parce qu'elle voyait en elles des "suppôts de Satan." La pratique des sorcières ou des sages-femmes était moins le fait d'une revendication que la définition d'une tâche, et par extension la définition d'un rôle attribué à la nature même de la femme : "Les femmes étaient sensées être habiles dans le traitement des maladies, dans la préparation des drogues et des remèdes." (1)

Les connaissances étaient surtout transmises oralement, de mère à fille, ou de femme à femme au sein du village, puisque la vie à l'époque était essentiellement rurale. Ainsi le rôle des femmes était défini au sein de la famille, mais aussi de fait, au sein de la commune.

Mais si les sorcières furent brûlées à cause de leurs accointances avec le diable, cette raison, affichée de manière délibérée, en cachait d'autres moins avouables sans doute, car elles étaient d'ordre politique et sociale.

"Les sorcières ne furent pas persécutées uniquement pour exercice illégal de la médecine : enracinées dans le monde paysan, supports des *Jacqueries*, elles représentaient un danger politique. En outre, elle ne faisaient pas que soigner, elles se rendaient coupables du crime suprême en contrôlant le pouvoir de procréation des autres femmes et en pratiquant des avortements." (2)

Elles étaient détentrices d'un savoir, donc d'un pouvoir et faisaient de l'ombre à ces nouveaux hommes de pouvoir, les prêtres.

Cette médecine avait ses limites probablement mais la médecine était à l'époque inexistante ou ne s'adressait, en tous cas, qu'aux grands de ce monde.

La rupture dans la transmission des savoirs est intervenue à cette époque : "La fracture profonde est venue de l'inquisition" (3).

Une tradition orale

Nous l'avons dit, à cette époque la transmission de ces

savoirs est exclusivement orale. Les femmes n'ont pas accès à l'écriture et Robert Muchembled (4) démontre bien comment ceux qui détiennent l'écriture ont une peur de plus en plus grande de celles qui ne la détiennent pas.

Il fallait les supprimer: ce qui fut fait.

Par la suite, les femmes seront tenues éloignées de l'instruction, pour la majorité d'entre elles, jusqu'à la fin du XIX^e : "En 1850, la loi Falloux prescrit que les communes de 800 habitants et plus seront tenues d'ouvrir une école spéciale pour les filles" (5) et aux études de médecine en particulier :

"En 1865, le ministre de l'instruction publique autorise Mlle Réingguer de la Lime, brillante titulaire des deux baccalauréats, ès lettres et ès sciences, à s'inscrire à l'Ecole de médecine d'Alger, avec l'espoir de faire

pénétrer les bienfaits de la science médicale... sous la tente et dans le harem de l'arabe où nul docteur, ne sera jamais admis". (6)

Au seuil du XX^e siècle, la femme accède à nouveau aux Sciences Médicales.

En 1962, 10% des médecins étaient des femmes, 13% en 1968, 17,6% en 1979, 30% en 1990 (7).

Pratique masculine et santé des femmes

Quels impacts, sept siècles de pratique médicale masculine ont pu avoir sur la santé des femmes ?

Nous l'avons vu, au cours des siècles, la médecine s'est appropriée des champs d'action qui étaient propres aux femmes : l'éducation, la santé, l'accouchement. Avec la progression des découvertes, nous assistons main-



(1) Mary Chamberlain Histoire des guérisseuses Ed. du Rocher, 1983 p 65

(2) Josette Dall'ava-Santucci Des sorcières aux mandarines Ed. Calmann-Lévy, 1989 p 50.

(3) Marie-Françoise Collière, entretien du 4/05/93

(4) Robert Muchembled La sorcière au village Ed. Gallimard/Julliard, 1979.

(5) Jean Rabout Histoire des féminismes Ed. Stock, 1978, p 149

(6) Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet La femme et les médecins Ed. Hachette, 1983, p 193

(7) Yvonne Knibiehler et Catherine Fouquet La femme et les médecins op cit, p 256

tenant à deux phénomènes grandissants : la spécialisation qui entraîne un morcellement et une dépossession croissante de leur champs d'intervention, avec la venue de la gynécologie, de l'obstétrique, mais aussi de la pédiatrie, et de la dernière née, la sexologie, que la faculté n'a pu réserver à la seule médecine de par sa prédominance psychologique.

Si l'on ne peut nier le progrès que ce type d'intervention peut apporter à l'évolution de la société, on ne peut que constater l'accroissement grandissant et tentaculaire de la médecine dans le quotidien des femmes et surtout, avec de telles mesures, le peu de place qui leur est laissée. Désormais des professionnels vont dire aux femmes ce qu'il faut faire.

Il est important de dissocier désormais la médecine et les soins.

La capacité des femmes à soigner a été sérieusement éradiquée par l'Eglise puis par les médecins, il n'en reste pas moins qu'elle a existé jusqu'au début du XX^e siècle par l'intermédiaire des aïeules :

"Mon arrière-grand-mère, et d'autres comme elle, furent des visages familiers dans les milieux ouvriers jusqu'au début du siècle. Les femmes étaient l'unique recours dont disposaient les indigents et les pauvres" (8).

La révolution industrielle a fait émigrer les hommes et les femmes de la campagne vers la ville. Pour les femmes, ce changement a sans doute été très difficile. En quittant le milieu rural, elles quittaient en matière de santé en tous cas, toute possibilité de relation directe avec la nature et par là même les produits qu'elles y trouvaient pour se soigner et soigner leur entourage, les plantes ou "simples" comme elles les appelaient. Elles quittaient également un environnement culturel : la famille, le village qui avaient un rôle énorme dans la transmission du savoir : cet exode a ainsi représenté une rupture violente avec les références.

Le passage à la vie urbaine des femmes a contribué à leur isolement, à leur déracinement et a développé un nouveau problème, toujours très difficile à résoudre à l'heure actuelle : la garde des enfants et par voie de conséquence celui de leur nombre.

Tous ces changements ont fait apparaître une nouvelle structure familiale, la famille nucléaire : père, mère, enfants. Si cette structure a permis une plus grande solidarité à l'intérieur de la famille, elle a aussi développé un état d'esprit qui l'a isolée du reste de la société, "le chacun chez soi".

Est-ce cet isolement que ressentent les femmes "au foyer" qui dépriment ?



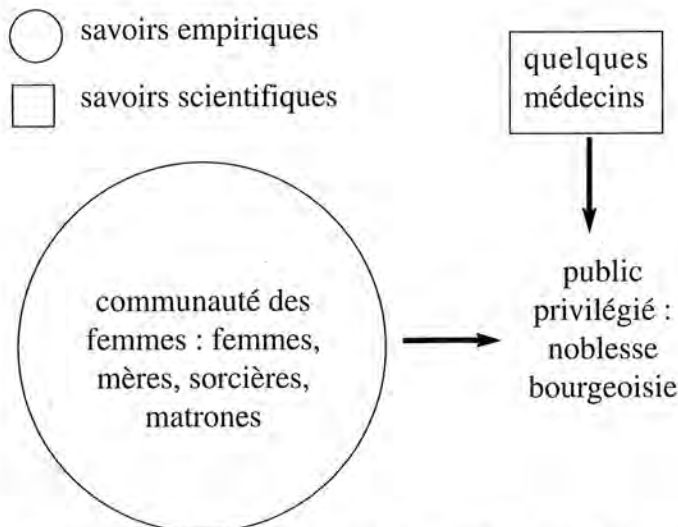
Des savoirs de plus en plus morcelés

Ainsi, La prise en charge de la santé s'est petit à petit morcelée, elle est devenue l'affaire de spécialistes et bien souvent de spécialistes masculins. Pourtant, paradoxalement les femmes continuent à prendre en charge la santé de leur entourage dans le secret de leurs foyers.

Pour les femmes, au cours des siècles, les rôles se sont succédés au rythme des conjonctures. Le travail des femmes, s'il est devenu un juste droit, n'en demeure pas moins une tâche qui se rajoute aux autres.

Au fil des âges, les femmes se sont vu attribuer des

(8) Mary Chamberlain
Histoire des guérisseuses op cit. p 13



1 - Les savoirs au sujet de la santé au Moyen-Age

QUELLE ECOLOGIE RADICALE ?

Débat entre
Murray Bookchin et Dave Foreman

Loin de l'environnementalisme qui cherche à accompagner la société actuelle, l'écologie radicale cherche à définir les modes de fonctionnement d'une autre société. Mais écologie sociale et écologie profonde sont-elles compatibles ?

164 pages
15 x 21 cm.

Bon de commande page 39.

"images" de valeurs philosophique ou religieuse en fonction de ce que la société attendait d'elle (faire des enfants, travailler...).

Par la diversification et la spécialisation des acteurs intervenants sur leur santé, par l'évolution de leur rôle et de leur statut social la prise en charge de la santé des femmes connaît aujourd'hui une évolution nouvelle dont il faut sans conteste, tenir compte.

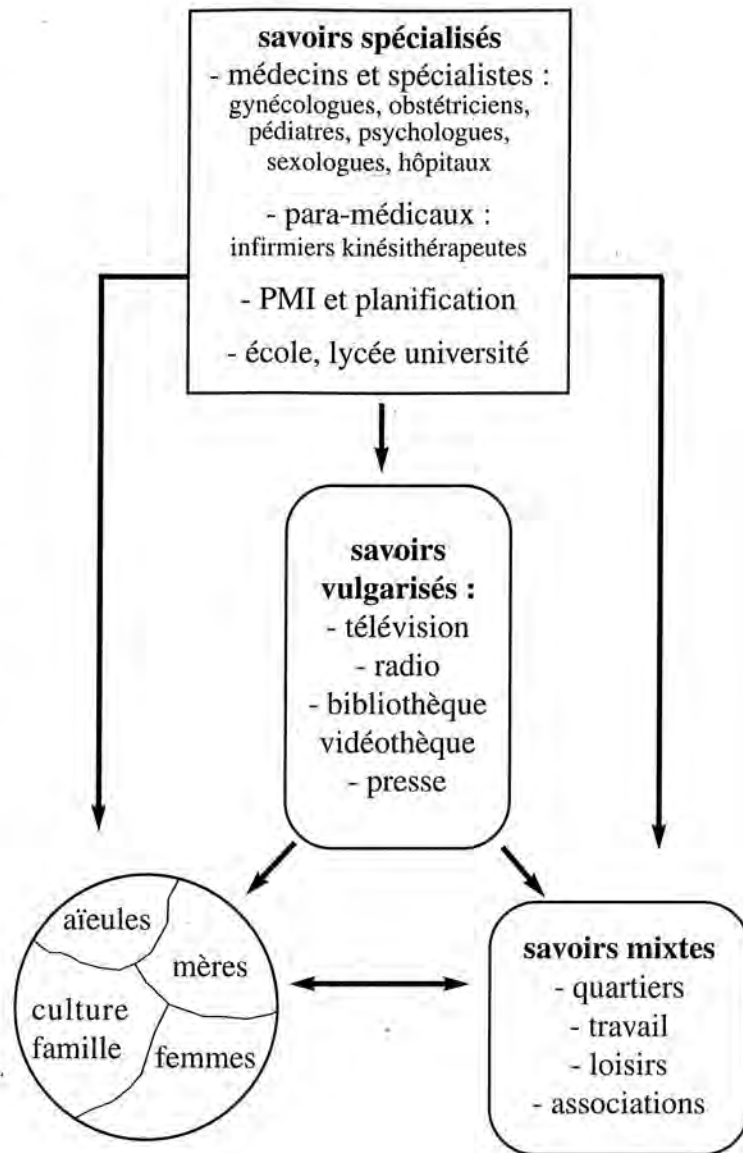
Si l'on s'en tient aux acteurs et non aux contenus, nous pouvons résumer cette évolution en deux schémas.

Dans le premier tableau, on voit qu'au Moyen-Age, les savoirs en matière de santé étaient essentiellement empiriques et essentiellement détenus par une communauté de femmes regroupant les femmes, les mères, les aïeules, les sorcières et les matrones. Quelques médecins détenaient des connaissances scientifiques très limitées et ne professaient que sur une partie très ciblée et très restreinte de la population.

Au XXème siècle, comme nous pouvons l'observer sur le schéma suivant, le paysage a sans conteste beaucoup changé. Les savoirs scientifiques se sont nettement développés, spécialisés, positionnés de manière différente dans la hiérarchie. Cette nouvelle donnée constitue un changement de taille : il existe désormais des savoirs supérieurs qui sont l'unique référence. Nous nous arrêterons plus précisément sur le fléchage qui est unilatéral, du haut vers le bas : il n'y a aucune référence instituée au savoir empirique. C'est un élément important dont il faudra se souvenir pour la suite de ces articles.

Nous avons noté également le développement de savoirs que nous qualifierons de "médiants" qui ont deux origines et donc recouvrent des savoirs différents.

Nous avons positionné les savoirs vulgarisés dans la hiérarchie, juste en dessous des savoirs scientifiques dont ils sont composés pour l'essentiel : il s'agit des savoirs vulgarisés et transmis par les médias.



2 - Les savoirs au sujet de la santé au XXème siècle

○ savoirs empiriques □ savoirs scientifiques

Dans le deuxième tableau, nous avons repéré une deuxième catégorie de savoirs médians constitués de manière plus informelle, ils se différencient des précédents par leurs origines binaires, d'une part des savoirs scientifiques et médiatiques, d'autre part des savoirs empiriques, indiqués sur le schéma par le fléchage bilatéral. Cette dernière donnée peut être intéressante et nous y serons très attentifs dans les chapitres suivants.

Les savoirs empiriques enfin, relégués en bout de chaîne,

diminués, dont la transmission s'est morcelée dans la communauté même des femmes qui n'est d'ailleurs plus qu'un vain mot.

Nous pouvons tout de même considérer de manière relativement positive le fléchage bilatéral en relation avec ce milieu informel que sont le travail, les loisirs, les quartiers, les loisirs, les associations.

Réel tissu social, ils sont présents dans la vie quotidienne. Il fallait le signaler.

Françoise DESAILLY

LES FEMMES ET LE FÉMINISME

Nous ne pouvons aborder ce thème, sans préciser la définition de ce mot "féminisme", souvent galvaudé ou employé avec des valeurs plus ou moins positives. "Le féminisme est la tendance à améliorer la situation de la femme dans la société, à étendre ses droits" (1).

- **Droit de vote** : depuis le 21 avril 1945, droit de vote et d'éligibilité des femmes.

- **Travail** : en 1924, l'Office International du Travail adopte le principe suivant : "aucune réglementation différente de celle des hommes ne doit être imposée aux femmes". Le 30 juillet 1946, interdiction de toute discrimination entre

les femmes, la différence demeure : les femmes gagnent entre 30 et 40% moins que les hommes pour un travail équivalent (4).

- la contraception est autorisée mais la publicité n'en est autorisée que dans les revues médicales (5).

- si l'avortement est autorisé, il est limité à la 10ème semaine de grossesse : quand on sait qu'il faut parfois un mois pour que les démarches aboutissent, il est très facile dans ces conditions d'être en "délai dépassé", situation malheureusement encore bien trop fréquente (6).

Le droit à la différence

Au delà de ces droits, le mouvement féministe a posé la question cruciale de l'identité de la femme, et du même coup, a mis à jour le problème de l'éducation et plus précisément la différence entre celle des garçons et celle des filles (7).

Il a permis de souligner le délicat "choix" des femmes et de parler de leur devenir : "Est-ce là vraiment ma vocation ?

"Je ne pouvais pas revenir chez moi vivre la vie de ma mère et des femmes de ma ville, ces femmes enchaînées à leurs foyers, à leurs bridges, aux achats, à leurs enfants, à leurs maris, aux œuvres de charité, à leurs toilettes. Mais maintenant que le moment était venu de décider de mon avenir, qu'il fallait me lancer, je ne savais plus du tout, soudain, ce que je voulais être." (8)

Betty Friedman fut une des premières à poser la question telle qu'elle se présentait à bien des femmes. La contraception et l'avortement ainsi que la possibilité de travailler ont mis les femmes devant un mur : **celui du choix**. Les doutes, les hésitations ne sont pas sans influence sur la santé des femmes : nous y reviendrons. Nous pouvons préciser qu'il ne s'agit pas forcément de trancher entre vie familiale, vie professionnelle mais plutôt de trouver comment les concilier.

Pour rompre avec le passé, Simone de Beauvoir a donné le ton des années à venir et son cri "on ne naît pas femme, on le devient" (9)

Tout n'est pas statique, loin s'en faut et les mentalités évoluent. Ce siècle finissant a nettement vu évoluer la situation des femmes...

Nous l'avons vu précédemment, la culture et plus particulièrement la culture religieuse, a imprimé au fil des siècles une image de la femme inférieure à l'homme. Il a fallu la ténacité de certaines d'entre elles pour en imposer deux autres : celle de l'égalité et celle de la différence et même si ces images n'ont pas encore actuellement atteint toutes les couches sociales, le féminisme a, du moins, permis que cela se dise ! Il n'en reste pas moins que le féminisme a permis de remporter des victoires de taille notamment en ce siècle qui s'achève. Pour la France :

- **Instruction** : en 1881-1882, Jules Ferry instaure l'enseignement primaire obligatoire, public et laïc, ouvert aux filles comme aux garçons.

salaires masculins et féminins. Le 11 février 1950 : loi sur les conventions collectives réaffirmant le principe : "à travail égal, salaire égal" (2).

- **Contraception** : depuis le 28 décembre 1967, la loi Neuwirth autorise la contraception. Depuis le 17 janvier 1975, la loi Veil autorise l'Interruption Volontaire de Grossesse (3).

Si ces lois sont des acquis pour les femmes, elles sont encore loin d'être appliquées de manière intégrale ou sont encore très restrictives :

- si les femmes ont le droit de vote, leur participation à la vie politique reste timide. S'agit-il d'une volonté délibérée ou d'une impossibilité ?

- si les lois tendent à égaliser les salaires entre les hommes et

(1) définition du Larousse
(2) Huguette Bouchardeau citée dans *Pas d'histoire les femmes* Ed. Syros, 1977, p217, 228, 229
(3) Code de Santé Publique p17 livre II
(4) INSEE *Droit des femmes* Ed. INSEE, 1995, p 153
(5) INSEE *Droit des femmes* op cit p 12
(6) c'était ma pratique au centre de planification du Mouvement Français pour le Planning Familial
(7) Bellofi Elena *Gianini Du côté des petites filles*
(8) Betty Friedman *La femme mystifiée* Ed. Gonthier, Genève, 1964, p 72-73
(9) Simone de Beauvoir *Le deuxième sexe* Ed. Gallimard, Préambule, 1949

restera historiquement célèbre. Cette affirmation coupait court à tous les fantasmes suggérés par la fameuse "nature féminine".

Régulièrement, cette recherche connaît des temps forts et fait l'objet de grands débats ; c'est le cas par exemple de la recherche conduite par Evelyne Sullerot où des chercheur(se)s de divers horizons scientifiques se sont retrouvés pour échanger sur le sujet : "Qu'est-ce qu'une femme ?" (10)

Nous pouvons donc dire que la question du choix, et des capacités des femmes sont des questions de fond qui reviennent souvent (11) en pratique.

L'impact des événements de 1968

Si les revendications de 1968 ont ouvert la voie du changement aux étudiants et aux enseignants, simultanément, elles ont donné le feu vert au grand questionnement au sujet de la santé et plus particulièrement de la médecine.

Ivan Illich, est allé jusqu'au bout des logiques de fonctionnements institutionnels qui selon lui "deviennent les principaux obstacles à la réalisation des objectifs qu'ils visent" (12). Il dénonce ce qu'il appelle la "iatrogénèse médicale" (13). Nous le reverrons plus tard.

Les années 70 ont vu se développer une démarche nouvelle de concertation entre médecins et usagers, des groupements d'usagers et des groupements de malades se sont constitués. Cette démarche s'attachait à réintégrer le malade et la maladie dans son environnement, à comprendre les causes, à se prendre en charge individuellement ou collectivement. Le mouvement "self-help" (14) pour les femmes est né dans cette mouvance.

Ce mouvement peut se résumer par le slogan des usagers de l'époque : "prendre sa santé à bras-le-corps", c'était une image pleine de sens. On pouvait en retirer deux revendications de taille : l'autonomie et la responsabilité. Dans la foulée, s'étaient ouverts les "Centres de Santé intégrés" comme à la Villeneuve à Grenoble.



Ce centre fut créé en 1973. Il avait plusieurs objectifs : favoriser une médecine de qualité par un travail en équipe pluri-disciplinaire, pratiquer une médecine à la fonction et non à l'acte (comme c'est le cas dans la pratique libérale), s'inscrire dans le cadre des luttes sanitaires et sociales, assurer une cogestion entre une équipe médicale et des usagers (15).

Née de cette dynamique, l'Association populaire de soins infirmiers (16) se proposait de pratiquer les soins infirmiers à domicile en concertation avec les autres partenaires sanitaires et sociaux dans un souci de prise en charge globale des usagers.

Des syndicats ouvriers, tels la CFDT, étaient allés loin en présentant dans un projet : "la santé c'est notre affaire : pour qu'une aspiration profonde devienne réalité" (17).

Ce grand mouvement n'est plus. Était-il trop utopiste ? Le peu de soutien que lui a apporté la gauche après 1981 a sans doute enlevé à ceux qui y croyaient encore, toute illusion.

Féminisme et événements de 68 ont fortement influencé la dynamique des femmes au regard de la santé. Deux mouvements en sont nés et ont tenté de changer leur rapport à la santé...

Comment les femmes s'en sortent-elles dans la prise en charge de leur santé aujourd'hui ? C'est ce que nous tenterons d'analyser dans les prochains articles auprès de deux mouvements : le *Mouvement Français pour le Planning Familial* et le *Self-help*. Qu'ont-ils mis en valeur ? Qu'ont-ils permis aux femmes ? Qu'ont-ils transformé ou tenter de le faire, pour les femmes ?

Françoise DESAILLY

SILENCE N° 216 - AVRIL 1997

- (10) Evelyne Sullerot *Le fait féminin*, 1978
- (11) Observation de ma pratique de soins tant à l'hôpital, qu'à domicile, ou en centre de planification et à la Chrysalide
- (12) Yvan Illich *Némésis médicale* Ed. Seuil, 1975
- (13) maladie engendrée par le médecin
- (14) littéralement : s'aider soi-même.
- (15) Olivier Bernard *A la recherche d'une nouvelle pratique médicale : le centre mutualiste de santé de la Villeneuve de Grenoble*, Liaisons Directes, 1975
- (16) où j'ai travaillé 5 ans
- (17) CFDT *Questions pour la santé : la CFDT propose* 1982



PETITES PHRASES

"Il y a encore peu, c'était la femme le continent noir de l'humanité et nul ne songeait à questionner l'homme. La masculinité paraissait aller de soi : lumineuse, naturelle et contraire à la féminité. Les trois dernières décennies ont fait voler en éclats ces évidences millénaires. Parce que les femmes ont entrepris de se redéfinir, elles ont contraint les hommes à en faire autant. XY reste la constante, mais l'identité masculine n'est plus ce qu'elle était"
Elisabeth Badinter, "XY, de l'identité masculine".

LA MENOPAUSE

Nos confrères de l'Impatient viennent de publier un excellent hors-série sur la ménopause. Au programme : les questions physiologiques, la prévention, les troubles possibles, les apports possibles des médecines alternatives, le recours aux hormones. 68 pages, 35 F, à commander à : L'Impatient, 9 rue Saulnier, 75009 Paris.



ZAIRE : FEMMES POUR LA JUSTICE ET LA PAIX

Le mouvement des Femmes pour la justice et la paix du Zaïre s'est élevé contre les actions de guerre menées actuellement par le gouvernement. Elles demandent d'"utiliser la palabre et la sagesse de nos ancêtres pour régler les problèmes internes" et s'adressant aux pays occidentaux fournisseurs d'armements : "mettez votre technologie au service de la paix et de la construction d'un monde plus humain". Elles demandent aux femmes européennes et nord-américaines : "luttez contre les systèmes politico-économiques de vos Etats qui menacent la vie partout où elle se trouve, en particulier dans notre continent". "Vous les victimes de la haine et de la violence, vous les victimes des manipulations politiques de nos Etats, vous les victimes du système néo-libéral qui gouverne le monde, avec vous, nous disons : non à la guerre sous toutes ses formes, non à l'armement sous toutes ses formes".
Contact : Mouvement des femmes pour la justice et la paix, BP 724, Limete, Kinshasa, Zaïre, (source : Non-Violence Actualité, fév. 1997)

YUGOSLAVIE : VESNA PESIC, LA PACIFISTE

Vesna Pesic est l'une des trois personnes à la tête du puissant mouvement de contestation qui s'est développé à Belgrade. Cette femme a une longue tradition de lutte et a su maintenir un discours antinationaliste pendant toute la durée de la guerre en Yougoslavie. Elle a commencé à militer en 1968, lorsque des émeutes étudiantes à Belgrade, contestèrent Tito. Jeune enseignante de l'Institut des études sociales, elle anima un groupe de dissi-

dents qui réclamèrent plus de justice sociale et de liberté de pensée jusqu'à la disparition de Tito. Lorsque Slobodan Milosevic prit le pouvoir, dans les années 80, elle fut l'une des rares intellectuelles à dénoncer son nationalisme. Elle écrit alors un livre "Le cuirassé du Kosovo", en collaboration avec Srda Popovic, fondateur de Vreme, seule revue antinationaliste pendant la guerre, et Natasa Kandic, aujourd'hui à la tête d'Humanitarian Fund, une ONG qui défend les droits de l'homme. Le livre dénonce l'intransigeance serbe face au mouvement autonomiste albanais. Lorsque la guerre éclate, elle joue un rôle clé dans le mouvement pacifiste, ce qui lui vaudra de recevoir en 1992 la "US international award for democracy". Elle est à la tête aujourd'hui de l'Alliance civile, une des trois composantes des listes "Ensemble".

ISRAËL : PRISONNIÈRES VOLONTAIRES

Selon les accords d'Oslo, les femmes prisonnières suites à l'intifada devaient être libérées. Le gouvernement israélien avait accepté de le faire, mais pour cela, il fallait que les accusateurs de ces

femmes accordent leur pardon. Ce qui a été le cas sauf pour un officier qui refuse le pardon à trois femmes. Ces trois seules femmes auraient donc dû rester en prison, ce qui a déclenché un mouvement de protestation des autres qui, toutes, ont refusé de sortir de la prison d'Hasharon. Une campagne a été lancée en novembre dernier pour obtenir la libération de toutes les femmes palestiniennes. Pour en savoir plus : WOFPP, PO Box 31811 Tel Aviv, Israël (source : Agr Ensemble pour les Droits de l'Homme).

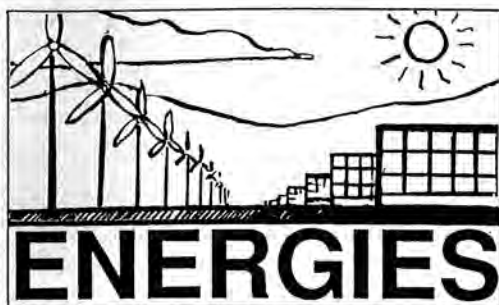
FRANCE : POUR LA PARITÉ AUX ÉLECTIONS

Jacques Chirac l'a dit : "Il faut se fixer des objectifs clairs en matière de représentation des femmes. Pour moi, ce ne peut être que la parité". Une commission avait été mise en place, conduite par Gisèle Halimi. Un rapport a été remis à Alain Juppé le 15 janvier dernier avec une proposition d'une très grande simplicité : qu'après réforme constitutionnelle, les circonscriptions électorales soient regroupées par deux et que, dans chaque nouvelle entité double, soient choisis deux élus : un homme et une femme. Il suffisait d'y penser. Chiche ?

RESEAU HOMMES

La remise en cause de la société patriarcale par les mouvements féministes a provoqué une évolution des mentalités. Cela a été le fruit d'intenses réflexions et échanges entre les femmes. Bizarrement, la plupart du temps, les hommes sont restés silencieux. Pourtant, eux aussi ont leur mot à dire lorsqu'il s'agit de remettre en cause les images traditionnelles de l'homme. Afin de s'exprimer sur leurs sensibilités, sur leurs difficultés à échanger entre eux et avec les femmes, des groupes d'hommes sont apparus depuis déjà plusieurs années au Québec. Les livres de Guy Corneau sur le sujet ont permis au mouvement de traverser l'Atlantique et aujourd'hui des groupes existent ou cherchent à se mettre en place en France. Et comme cela interpelle aussi les

femmes, le mouvement se développe maintenant également entre femmes.
Contacts hommes :
• Lyon : 04 72 77 96 66 (répondeur)
• Grenoble : 04 76 96 10 15 (Jean-Marie Blaise)
• Saint-Etienne : 04 77 33 05 06 (Jean-Marc Cave)
• Paris : 01 69 45 42 15 (Jean-Christophe Lerondeau)
• Marseille : 04 91 59 28 29 (Alain Marche)
• Montpellier : 04 67 81 71 05 (Olivier Fleury)
• Lille : 03 20 18 83 55 (Alain Guillard)
• La Roche-sur-Yon : 02 51 31 43 94 (Luc Trautmann)
• Orléans : 02 37 77 03 88 (François-Bernard David)
Contacts femmes :
• Grenoble : 04 76 62 37 (Laurence Kubler)
• Lyon : 04 72 71 85 00 (Geneviève Cheniaud).
Une revue existe : R.H. Infos, 41 rue Victor Hugo, 69002 Lyon.



LAMPES ECONOMES

En 1988, il s'est vendu un peu moins de 50 millions de lampes fluorescentes à basse consommation. Depuis, les ventes ont augmenté rapidement. En 1996, il se sera vendu plus de 250 millions d'unités. C'est en Europe que la croissance a été la plus rapide devant l'Amérique du Nord, ces pays ayant les moyens d'investir dans des lampes coûtant plus cher à l'achat et moins cher au fonctionnement. Du côté de la production, jusqu'en 1992, les États-Unis étaient les premiers fabricants, mais depuis, la Chine, qui a commencé sa production en 1990 seulement, est devenu le premier producteur de ces lampes avec 60 millions d'unités vendues en 1995. (source : IAEEL, 3e trimestre 1996)

UKRAINE : DÉVELOPPEMENT ÉOLIEN

Malgré les gesticulations des nucléocrates, l'Ukraine s'engage enfin dans les énergies renouvelables. Depuis 1993, des éoliennes sont installées le long de la mer Noire. Fin 1996, 60 aérogénérateurs de 250 kW étaient en fonctionnement (soit 15 MW au total). Depuis 1994, une taxe sur l'électricité (0,5 %) a été mise en place pour financer la construction des éoliennes. Le plan gouvernemental prévoit 2000 MW installés pour 2010, ce qui représentera au total 10 % des besoins électriques de l'Ukraine. Une étude a montré que le pays peut poursuivre au delà : disposant de 2700 km² d'eau peu profonde, à terme, l'Ukraine pourrait couvrir tous ses besoins électriques à partir des éoliennes. (source Tam-Tam, mars 1997).

SUISSE : PIEUX ENERGETIQUES

Tout le monde sait que dans une cave enterrée, la température reste à peu près constante tout au long de l'année. Ceci est dû au fait que la chaleur du sous-sol est constante. Pourquoi ne pas utiliser cette inertie thermique pour économiser l'énergie ? Une dizaine de sites situés dans les cantons de Saint-Gall et de Thurgouvier ont expérimenté avec succès le concept de "pieux énergétique". Au moment de faire les fondations d'un immeuble, on enfonce les piliers de base jusqu'à une dizaine de mètres et une canalisation interne permet d'y faire circuler de l'eau. Une pompe à chaleur récupère ainsi de l'eau entre 11 et 15°C toute l'année. Cette eau tiède permet, en hiver, soit en étant reliée à un système de chauffage de radiateur, soit à un chauffage par le sol, de diminuer les coûts de chauffage et, en été, de diminuer les coûts de climatisation. Ces installations sont particulièrement intéressantes pour les usines qui occupent plus de 500 m² au sol. Ainsi dans l'usine Photocolor de Kreuzlingen, 98 pieux de 12 m de longueur ont permis à l'usine d'économiser 25 % du chauffage en hiver et 50 % de la climatisation en été. Ce programme est soutenu par l'Office fédéral de l'énergie car il semble possible d'affiner encore le procédé. (source : La Recherche, février 1997)

EDF CONDAMNÉE POUR ABUS DE POSITION DOMINANTE

EDF fait tout pour maintenir son contrôle sur la production électrique. Mais parfois cela va trop loin. Ainsi, des petits producteurs indépendants disposant de cen-

trales hydrauliques près des frontières italiennes ont déposé plainte contre EDF qui les obligeait à lui vendre l'électricité à bas prix alors qu'ils auraient pu gagner plus en vendant directement en Italie. Le tribunal a reconnu la justesse de la plainte ; EDF a été condamnée, début février, à rembourser la différence de prix... soit la coquette somme de 30 millions de francs.

HUILERIE AGRICOLE

Toutes les études montrent que le diester — carburant proche du diesel issu de la culture du colza — n'apporte pas grand chose dans le domaine des économies d'énergie : ce que l'on gagne dans les moteurs des utilisateurs, on le perd dans le moteur des tracteurs qui cultivent le colza et dans le processus d'estérification. C'est pourquoi Lesieur a cherché à développer un autre procédé plus économique en énergie. Au lieu de passer par une raffinerie compliquée, les graines (tournesol, colza...) sont seulement pressées à froid et donnent d'un côté des tourteaux qui servent à l'alimentation des animaux et de l'autre une huile qui, une fois filtrée, est utilisée directement dans les moteurs diesel. Les unités actuellement construites correspondent à des capacités de traitement de 300 à 500 hectares d'oléagineux par an, occupent de 5 à 10 agriculteurs... et la première utilisation de l'huile sont les tracteurs des exploitations agricoles voisines. Une dizaine d'unités de "diesel naturel" ont ainsi déjà vu le jour. Les premiers calculs énergé-

tiques montrent que la fabrication de l'huile économise environ 10 % de l'énergie de l'estérification et que la petite taille des installations permet une économie sur les transports de carburant qui représente environ 5 % d'économie supplémentaire. Renseignements : Lesieur, Couly d'en Haut, 31310 Montbrun Bocage, tél : 05 61 98 10 66.

DUNKERQUE : NOUVELLE EOLIENNE

En 1991, la première éolienne de 300 kW voit le jour à Dunkerque. Fin 1996, 9 autres éoliennes de la même taille sont installées à proximité. Les technologies ayant évolué, un nouveau projet est en cours d'étude : l'implantation d'une éolienne de 1,5 MW (soit 5 fois plus grosse que les dix déjà existantes) avec des pales de 32 mètres, soit une hauteur totale de 67 mètres pour une emprise au sol de quelques m² seulement. Cette nouvelle éolienne coûtera 14 millions de francs dont 2 sont pris en charge par l'ADEME, l'agence gouvernementale pour la maîtrise de l'énergie, et 4,5 par le programme européen Thermie, le reste étant à la charge de la société d'économie mixte "Centrale éolienne de Dunkerque" dont le capital est partagé entre la région (53 %), la communauté urbaine de Dunkerque (4%), Charth (filiale d'EDF, 24 %), Windmaster (le concepteur des machines 14 %), Espace Eolien Développement (le bureau d'études, 4 %). Les pales seront françaises (Atout Vent), le rotor sera allemand (Tacke Windtechnik).

EDF AU CHEVET DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE

Malgré le matraquage publicitaire, entre 70 000 et 100 000 logements se détournent chaque année du chauffage électrique. EDF veut essayer d'inverser la tendance et a prévu un budget publicitaire de 2,5 milliards de francs pour la seule année 1997 sur ce sujet. Le CLER, comité de liaison énergies renouvelables a décidé d'intervenir auprès des élus, des pouvoirs publics, de l'assemblée nationale, pour demander que cesse cette propagande et que l'on s'engage plutôt sur la voie de la maîtrise de l'énergie. Pour en savoir plus : CLER, 28 rue de Bastroi, 75011 Paris, tél : 01 46 59 04 44.



BOYCOTT DE SIEMENS

La firme allemande Siemens produit de nombreux appareils électroménagers. A côté de cela, elle réalise environ 5 % de son chiffre d'affaires dans le nucléaire. Elle est actuellement particulièrement active pour essayer — en collaboration avec la firme française Framatome et avec le financement de la BERD, banque européenne de reconstruction et de déve-

loppement — de vendre des technologies nucléaires dans les pays de l'Est. Or dans ces pays, l'efficacité énergétique est très faible (appareils gaspillant beaucoup). Il serait donc beaucoup plus intelligent de faire la promotion des économies d'énergie, du développement de processus industriels économes, plutôt que d'endetter ces pays par le recours au nucléaire. C'est pourquoi, plus de 590 associations des pays de

l'Est, d'Autriche, d'Allemagne et d'ailleurs ont lancé une campagne de boycott des produits de Siemens lui demandant de fermer sa branche nucléaire.

A signaler que cette campagne est très peu reprise en France pour le moment : si des groupes veulent relayer, il faut prendre contact avec : *Paxus Calta at Global 2000, Flursch uetzstrasse 13, A-1120 Vienne, Autriche, tél : 00 43 1 812 5730.*

ALLEMAGNE : PROTESTATION DES POLICIERS

La deuxième livraison de déchets sur le site de Gorleben, entre le 3 et le 6 mars, a provoqué une nouvelle fois une véritable guérilla entre écologistes, agriculteurs et policiers. Il a fallu 30 000 policiers pour assurer

la protection du convoi. Près de 2000 tracteurs ont labouré et creusé les routes d'accès. Le convoi nucléaire s'est déplacé à la vitesse de 30 m à l'heure sur les derniers kilomètres. Coût annoncé : 500 millions de francs. Les antinucléaires allemands ont annoncé vouloir bloquer tous les transports de ce genre pour rendre le prix du nucléaire encore plus exorbitant. Au même moment, un sondage était publié : 62 % des Allemands soutiennent les écologistes et demandent l'arrêt du nucléaire.

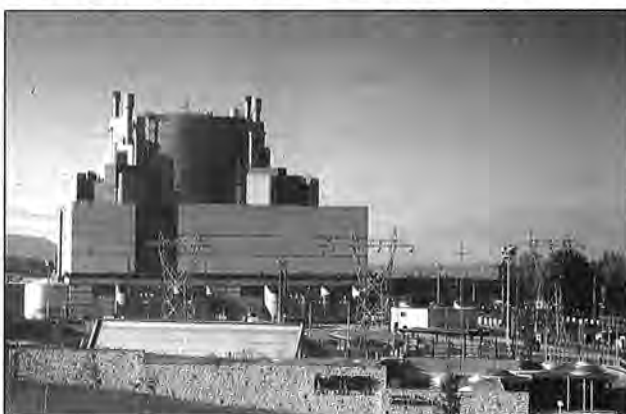
Cette ambiance a provoqué un malaise au sein de la police. Le syndicat GdP a dénoncé la politique du gouvernement qui oblige les policiers "à payer les pots cassés du nucléaire" et lui demande de trouver une solution politique à la question du nucléaire.

SUPERPHENIX : PLUS D'EXISTENCE LEGALE

Par arrêt du Conseil d'Etat du 28 février 1997, le gouvernement a reconnu la justesse des plaintes déposées par de nombreuses communes suisses, italiennes et françaises (dont la plus importante est Besançon), par le WWF international et par la FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature. Ces plaintes déposées en 1994 par l'avocate Corinne Lepage et reprises ensuite par un autre bureau d'avocats, portaient sur la disparité entre l'enquête publique de 1993 concernant le redémarrage de Superphénix en réacteur nucléaire, et le décret du gouvernement de 1994 faisant suite à cette enquête, autorisant la transformation de Superphénix en laboratoire de recherche pour l'incinération des déchets. L'enquête publique ne parlant ni de laboratoire, ni de sous-génération, ni d'incinération des déchets, le décret gouvernemental a été annulé.

Depuis cette date, le réacteur n'a donc plus d'existence légale.

C'est là que commence un imbroglio juridique car si le propriétaire, la NERSA, est autorisée à faire de la maintenance, elle ne peut en aucun cas faire des modifi-



cations dans le réacteur. Or depuis le début de l'année, le réacteur est à l'arrêt pour sa transformation en sous-générateur (modification de la configuration du cœur). La NERSA ne peut continuer ces travaux que si un nouveau décret est pris. Mais celui-ci peut-il être pris sans nouvelle enquête publique ? Et si une nouvelle enquête publique avait lieu, pourrait-elle se dérouler raisonnablement avant les échéances électorales de 1998 dans une région où plus des deux tiers de la population souhaitent la fermeture du réacteur ?

Pour résoudre cette épineuse question, le ministère de l'Industrie et EDF n'ont rien trouvé de mieux que de suggérer d'abandonner la transformation en laboratoire et

de publier un décret pour un fonctionnement conforme à l'enquête, c'est-à-dire en réacteur de production. Cette solution reviendrait à gommer toutes les critiques faites sur le gaspillage financier de Superphénix (récent rapport de la Cour des comptes) ainsi que les mises en garde sur les risques d'accident (différentes commissions depuis 1992).

Cela a provoqué la colère de Corinne Lepage qui dans l'édition du Monde du 5 mars donne une longue interview pour dénoncer les pressions du lobby nucléaire au sein du gouvernement, via le ministère de l'Industrie. Sans aller jusqu'à demander l'arrêt du réacteur, elle demande au moins qu'une enquête publique soit faite pour étudier ce que serait

ce laboratoire de recherche... ce qui repousserait le redémarrage de Superphénix de plusieurs mois. Dans le Figaro du 6 mars, elle a reçu le soutien du député UDF Claude Biraux, responsable de la commission d'expertise des choix technologiques de l'Assemblée nationale (et donc à l'origine des commissions sur la sûreté du réacteur). Lionel Jospin ainsi que de multiples autres députés socialistes (Julien Dray, Ségolène Royal...) sont intervenus dans les médias pour demander l'arrêt définitif de Superphénix.

Au moment où nous mettons sous presse, la situation n'est pas tranchée. Nous nous contenterons de signaler le communiqué hebdomadaire de la centrale qui le vendredi 7 mars indique sobrement "l'intérêt de la presse a été particulièrement important. Plus de 80 articles ont été écrits à propos de la centrale dans la presse nationale et internationale"... sans indiquer la raison de ces articles ! Le jour où sa pètera pour de bon, la centrale nous informera certainement d'un intérêt des médias !

Contact : *Les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.*

CHARPAK UN NOBEL AU SERVICE DU NUCLEAIRE

Georges Charpak, prix Nobel de physique 1992, a fait une tournée remarquée des médias pour présenter son livre dans lequel il affirme que le nucléaire est sans danger et où il accuse les écologistes de vouloir retourner au charbon, les énergies renouvelables étant — selon lui — condamnées à rester marginales. Au moment où l'Europe entière, sauf la France, se tourne précisément vers ces énergies renouvelables pour éviter la construction de nouveaux réacteurs, on peut s'interroger sur ce qui motive ce physicien dont le discours semble sortir tout droit d'un parti communiste dans lequel il a milité dans les années 50.

Pour bien comprendre le discours de ce médiatique personnage, il faut se pencher sur ses activités professionnelles.

A côté de ses recherches au CERN, près de la frontière suisse, Georges Charpak a en effet fondé en 1989 la société *Biospace instruments* dans le but de développer et commercialiser des appareils médicaux conçus à partir de détecteur de particules directement issus de ses découvertes. Cette société s'installe à Thoiry, dans l'Ain, non loin du CERN. En mai 1993, un autre savant du CERN rejoint cette entreprise : Nicolas Zagadanis. Charpak était membre du jury du soutien de sa thèse en 1987. A partir de 1995, la société *Biospace instruments* travaille en liaison avec le lobby militaro-nucléaire représenté par la Cogéma, filiale du CEA, commissariat à l'énergie atomique dépendant à la fois du ministère de l'industrie et de celui de la défense. La société de Charpak s'associe officiellement à la Cogéma au sein d'une société commune *Eurisys mesure* dont le capital est détenu à 55 % par la Cogéma et 45 % par *Biospace instruments*. Nicolas Zagadanis rappelle alors que les statuts du CERN interdisent aux chercheurs de travailler pour des débouchés militaires. Il crée une nouvelle société *Compact detector system* en 1995 dont le but est l'étude et le développement de matériels médicaux électroniques pour les hôpitaux. Georges Charpak réagit alors en attaquant le jeune chercheur en justice pour détournements de brevets. L'instruction est en cours devant les tribunaux de Bourg-en-Bresse.

En 1996, Georges Charpak a été nommé membre du conseil d'administration de la Cogéma. Ceci explique à l'évidence l'engagement du savant.

LE CARNET : CHAINE HUMAINE LE 31 MAI ET 1ER JUIN

Pour s'opposer au projet de réacteur nucléaire sur le site du Carnet, face à Saint-Nazaire, une manifestation est organisée pendant le week-end du 31 mai et du 1er juin. Au programme : le samedi après-midi, des forums, de la musique (Gilles Servat) et en soirée un fest-noz. Le dimanche, à 10h30, une chaîne humaine partira du Carnet pour traverser Saint-Nazaire et si possible atteindre Nantes.

L'après-midi, de nouveau la fête et des prises de parole. Pour que la chaîne dépasse Saint-Nazaire, il faut au moins 10 000 personnes et un appel est lancé au



niveau international pour demander aux groupes de venir en organisant des cars.

Plusieurs collectifs ont vu le jour représentant différentes tendances, mais organisant les actions ensemble.

Contacts :

- *Collectif Carnet, MAEL, maison des alternatifs et des écologistes locaux, 2 boulevard de Launay, 44100 Nantes, tél : 02 40 71 82 66.* (collectif proche des élus écologistes)
- *FAN 44, maison de l'écologie, 76 rue Jean Jaurès, 44600 Saint-Nazaire.* (plus antinucléaire)
- *Comité antinucléaire, Le Local, 16 rue Sanlecque, 44000 Nantes, tél : 02 40 48 49 56* (plus libériste)

SUISSE : QUEL SUITE AU MORATOIRE ?

Le 23 septembre 1990 entrera en vigueur pour dix ans un moratoire sur l'énergie nucléaire en Suisse. Celui-ci doit donc se terminer dans trois ans. C'est pourquoi la coordination antinucléaire suisse a décidé de lancer dès maintenant deux initiatives référendaires selon des axes légèrement différents. La première demande une reconduction du moratoire pour dix nouvelles années. La deuxième demande l'abandon définitif de l'énergie nucléaire. Pour que ces deux initiatives soient déposées à temps, il convient de réunir dès maintenant les signatures nécessaires. On peut participer à la collecte en se renseignant auprès de *Contratom, case postale 65, 1211 Genève 8, tél : 022 781 48 44.*

AUTOROUTE RADIOACTIVE

On savait déjà que les autoroutes servaient — en sous-sol — à entreposer des quantités énormes de mâchefers provenant des usines d'incinération. Ces mâchefers, riches en métaux lourds toxiques, consti-

tuent une bombe à retardement. On sait maintenant, grâce au dernier rapport de l'ANDRA, que l'autoroute A87 a servi à l'entreposage en sous-sol de déchets radioactifs provenant de l'usi-

ne du Bouchet et de la société nouvelle du Radium de Gif-sur-Yvette. Le sous-réseau de l'autoroute restera-t-il étanche des milliers d'années ? Roulez jeunesse !

ENQUETES PUBLIQUES POUR L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS

L'ANDRA a lancé ce printemps les procédures d'enquête publique pour l'ouverture des futurs laboratoires souterrains qui conduiront inévitablement au stockage souterrain des déchets radioactifs. Dans la Vienne, l'enquête a commencé le 3 février, dans le Gard le 17 février, dans la Meuse début mars. Ces enquêtes se termineront deux mois plus tard et permettront, quel qu'en soit le résultat, au gouvernement de signer des déclarations d'utilité publique en vue du démarrage des travaux. Etant donné le calendrier électoral (législatives en mars 1998), on peut penser que le lancement des travaux n'aura lieu qu'après les élections. Raison de plus pour se mobiliser autour de la campagne de cartes postales lancée depuis février pour demander aux députés de prendre position sur un certain nombre de sujets dont le renoncement à l'enfouissement des déchets.

Contacts :

- *Gard : Collectif rhodanien contre l'enfouissement des déchets radioactifs, BP 143, 30200 Bagnols sur Cèze, tél : 04 66 90 71 46.*
- *Meuse : Coordination contre l'enfouissement des déchets, 3 chemin de Vaix le Comte, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 77 13 85.*
- *Vienne : AVENIR, BP 61, 86400 Civray, tél : 05 49 87 67 63.*



LES MAITRES DU MONDE

Dans les cent premières économies du monde, plus de la moitié ne sont pas des Etats, mais des entreprises. General Motors pèse autant que le Danemark, Ford que l'Afrique du Sud, Toyota que la Norvège... Le chiffre d'affaires des 200 plus grandes entreprises représente un quart de l'activité économique globale mais elles emploient très peu de monde : 0,75 % de la main d'œuvre mondiale (soit 18,8 millions de personnes). Ces hauts revenus pour un coût salarial faible a une conséquence : une accumulation sans précédent des richesses. Le bénéfice de ces 200 sociétés a augmenté de 75 % entre 1990 et 1995. Ce n'est donc pas la crise pour elles ! Leur chiffre d'affaires cumulé est supérieur aux 182 pays les plus pauvres, soit le revenu des 80 % de la population mondiale la plus pauvre. Souvenons-nous de ces chiffres quand les responsables des gouvernements nous disent qu'ils n'ont plus d'argent pour les services sociaux ou quand le FMI impose aux Etats des

plans d'ajustement structurel qui mettent en l'air ces services sociaux. (source : Sarah Anderson et John Kavanagh de l'Institut américain des études politiques, article paru dans le Baltimore Sun et repris dans le Courrier International du 5 décembre 1996)

L'ARGENT DE NOS RETRAITES

Nous sommes nombreux à cotiser à des caisses complémentaires de retraites sans trop savoir comment est utilisé l'argent qui y fructifie. Ainsi, la presse britannique s'est récemment régalée en révélant que la caisse de retraite à laquelle cotisent les salariés de Greenpeace place son argent dans des actions de Shell... alors que Greenpeace appelait au boycott du pétrolier.

Les sommes en jeu sont colossales et ces caisses de retraite jouent à fond le jeu boursier : SICAV, FCP, obligations... Une association de la région lyonnaise ayant soulevé le problème, nous vous invitons, pour ceux qui ont une caisse de retraite

complémentaire, à écrire à celle-ci pour lui demander comment elle gère votre argent, en particulier dans quelles entreprises elle a investi. Si vous obtenez des réponses précises, merci de nous les communiquer. De même, si vous avez entendu parler de caisse de retraite revendiquant une démarche éthique, merci de nous le signaler.

POUR UNE ALTERNATIVE AU CAPITALISME

Remettant en cause le traditionnel discours des syndicalistes impliqués dans les luttes contre le chômage, des associations libertaires souhaitent que la lutte contre la pauvreté soit une remise en cause du capitalisme et non une simple revendication d'intervention de l'Etat-providence. Sont visés les organisateurs des marches comme AC ! collectif qui fédère de nombreuses organisations fondamentalement étatistes. Dans le cadre de la mobilisation, qui doit se terminer à Amsterdam les 16 et 17 juin prochain, par un contre-G7, ces associations lancent une *Initiative pour une alternative au capitalisme* et espèrent mener des actions concrètes le 1er mai et pendant les différentes manifestations. Pour en savoir plus : IAC c/o Le Local, 16 rue Sanlecque, 44000 Nantes.

HAUTE-LOIRE : GREVE DE LA FAIM (SUITE)

Au 7 mars, jour de clôture de ce numéro, Dominique Laurain est toujours en grève de la faim (voir les deux numéros précédents). Nous en sommes à 73 jours ! Entre temps, les caisses d'allocations familiales, à l'origine du conflit ont reconnu avoir été abusées par les élus locaux et ont versé 15 000 F d'arriérés. L'association "Les enfants d'abord" qui regroupe les parents d'enfants déscolarisés a apporté son soutien. L'OIP, observatoire international des prisons et la Ligue des Droits de l'Homme ont demandé la mise en liberté conditionnelle de Dominique Laurain. Après avoir été incarcéré au Puy puis à Lyon, il a été transféré au

LA FIN DU TRAVAIL SALARIÉ

En 1831, on travaillait 3041 heures par an. En 1911, on n'en est plus qu'à 2701 heures. En 1931, 2202 heures. En 1961, 2063 heures. En 1970, 1962 heures. En 1995, 1631 heures. En 1970, on travaillait en moyenne de 18,3 ans à 62,4 ans soit au total 86 000 heures représentant 14 % de la durée moyenne d'une vie. En 1995, on travaille en moyenne de 21,6 ans à 59 ans, soit au total 61 000 heures représentant 9,3 % de la durée moyenne d'une vie (qui s'est allongée). On notera qu'en 1995, on ne travaille donc de sa naissance à sa mort que 2,2 heures par jour... ce qui nous rapproche des propositions du fameux livre "travailler deux heures par jour" jugé complètement utopique il y a une vingtaine d'années.

Puy du 13 au 27 février, puis de nouveau à Lyon. Le dimanche 2 mars, il a été pris d'une syncope alors qu'il était debout et s'est blessé à la tête en tombant. Transporté au service pénitentiaire de l'hôpital Jules Courmont, sa blessure a nécessité 9 points de suture. Pesant 90 kg au départ le 25 décembre, il pèse début mars moins de 60 kg. L'hôpital l'a obligé à prendre des jus de fruits vitaminés mais il refuse toujours toute nourriture solide. Le 27 février, l'instruction a été close et le dossier transmis au tribunal correctionnel du Puy qui doit juger l'affaire dans les deux mois (donc avant fin avril).

Pour le soutenir : *Comité contre l'arbitraire, Fay, 43370 Bains, tél : 04 71 57 51 49.*

PETITES PHRASES

"Le contraire du chômage n'est pas le travail. Le travail n'est le contraire de rien. C'est une richesse en soi, même quand il n'est pas rétribué. C'est un bonheur. Quelque chose que l'homme fait pour lui, même si c'est un autre qui en tire profit. Il ne faut pas confondre travail et emploi. Les emplois sont rares. Le travail est partout où l'homme s'accomplit, réalise, bâtit, laisse une trace. Il ne faut pas éliminer des gens qui disent qu'ils vont créer de l'emploi. Ce sont des menteurs. Il faut réhabiliter le travail, le sortir de ses horaires, de sa tyrannique équation : production, rétribution, consommation. Il faut le sortir du salariat. Et on gagnera sa vie comment ? Je n'en sais rien. On ne la gagnera pas. On la vivra. Je rêve ? Rêvez aussi, ça presse"
Pierre Foglia,
dans le quotidien québécois La Presse du 10 juin 1995.

Les Journées cinématographiques de Soleure offrent chaque année aux férus de documentaires de quoi étancher leur soif de découvertes, de connaissances, d'émerveillement. La 32ème édition, du 20 au 26 janvier 1997, a confirmé la vitalité de nombreux réalisateurs, en particulier alémaniques.

L'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach, qui passa sept ans et demi dans les geôles de l'apartheid (août 1975 à début décembre 1982), et son épouse Yolande avaient accepté d'effectuer, en compagnie de Richard Dindo et de sa petite équipe technique, un nouveau périple dans leur pays, répétition de trois voyages précédents (1973, 1975 et 1991) et de quatre brefs séjours entre 1986 et 1989. Le cinéaste zurichois en a retenu cent douze minutes intitulées *Une saison au paradis*. Au-delà de la dénonciation de l'abominable régime qui avall instauré en 1948 "le développement séparé", le remarquable long métrage aborde, à travers les textes de Breyten Breytenbach (1), des thèmes aussi universels que l'amour, la mort, la famille, l'enfermement, l'exil... En août 1975, le dissident, lequel avait créé trois ans auparavant le mouvement clandestin Okhela, fut arrêté après qu'il eut pénétré illégalement sur le territoire pour nouer des liens avec la base et aider à la restructuration de syndicats noirs. Il ignore qui l'avait dénoncé aux autorités. Le procès se déroula à Pretoria dans un bâtiment aujourd'hui désaffecté, qui servit naguère de synagogue ; la sentence tomba le 25 novembre 1975 ; neuf années d'incarcération. Breyten Breytenbach demeura près de deux ans dans une cellule large de 1,80 mètre dans le quartier de haute sécurité qu'il quitta le 10 juillet 1977 pour rejoindre le pénitencier de Pollsmoor au Cap. Parmi les séquences d'une rare intensité : l'évocation de ses parents, les derniers instants avec son père en 1988, le transport de l'urne contenant les cendres de celui-ci, la visite de la maison Grevilleas à Wellington, la ville de l'enfance et de l'adolescence. Au début du film, Breyten Breytenbach, levant le poing gauche et tenant un verre de vin rouge dans la main

CINEMA : LES MOTS ET LE SILENCE



Breyten Breytenbach dans "Une saison au Paradis" de Richard Dindo, 1996.

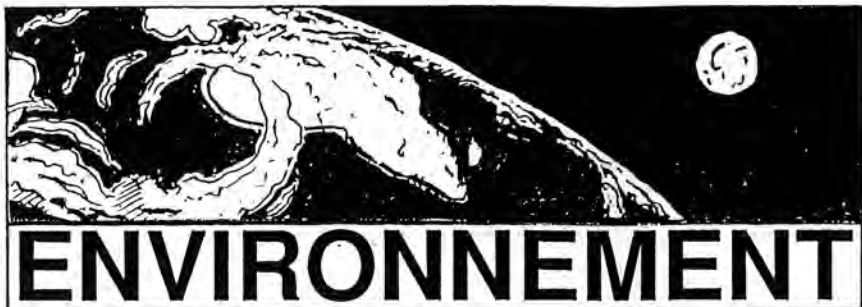
droite, fredonne l'hymne national, chant de lutte et d'espoir "Nkosi sikelel'i Afrika"... repris off à la fin sur l'image arrêtée de cet éminent penseur courant, pieds nus, vers l'océan. Lorsqu'Arte le diffusera en juin, ne le ratez pas ! Parmi les 173 films, tous genres, formats et catégories confondus, les organisateurs consacreront une rétrospective à Reni Mertens (79 ans) et Walter Marti (74 ans), deux pionniers du documentaire. *Im Schatten des Wohlstandes* (A l'ombre du bien-être) de 1961 aborde en parallèle les frustrations de l'adulte au coeur des villes et celles, non encore formulées en mots intelligibles mais par des pleurs incessants, symptomatiques de graves perturbations, des tout-petits dans des homes. L'éducateur Johann-Heinrich Pestalozzi (1746-1827) avait conçu des méthodes d'enseignement laissant une large part à la responsabilité des bambins. Les villages d'enfants portant son nom accueillent des orphelins de guerre de différentes nationalités. "La détresse psychique et la solitude existent surtout dans les pays ayant un haut standard de vie". Figurant au générique, la psychiatre Maria Meierhofer eut maille à partir avec les autorités cantonales zurichoises, qui interdirent un temps le film. Stèles, caveaux, sarcophages, tombes, mausolées, champs de croix alignés, nécropoles, ossuaires... *Requiem*. En 1992, Reni Mertens et Walter Marti

effectuèrent un hallucinant périple qui les conduisit dans vingt-cinq lieux du souvenir, du repos éternel sur le continent européen. La paix des cimetières. 120 millions de morts durant les deux derniers conflits mondiaux. Les noms résonnent comme un glas : Montecassino, Aquileia (Italie), Mauthausen, Rankweil (Autriche), Halbe, Sachsenhausen (Allemagne), Ypres (Belgique), Hugues sur Mer (France)... Pas une parole, seule la musique du bassiste lausannois Léon Francioli accompagne "la réflexion sur l'absurdité des guerres passées", oriente notre pensée sur la non moins démentielle horreur "de celles d'aujourd'hui..." avant-coureuses des tueries de demain, ailleurs ou... ici ! Bernard-Henri Lévy sabota en février 1993 à Berlin la projection de *Requiem*, Prix de la critique internationale/Fipresci à Locarno en août 1992. Le lobby strasbourgeois refusa sans la moindre explication de programmer ces 80 minutes si impressionnantes. Le 8 juin 1995, les cloches de la cathédrale de Lausanne annoncèrent la projection dans la cité lémanique. Entre mai et octobre 1940, l'armée confédérale effectua des essais avec du brouillard de camouflage, en particulier dans le canton d'Uri. Elle y utilisa quatre tonnes de grenades contenant un mélange chimique jamais testé auparavant. Des années plus tard, l'on apprit qu'il s'agissait d'hexachloronaphtaline déga-

geant de la dioxine. Plus de 15 000 mammifères périrent ou durent être abattus, car inguérissables. Une grande quantité de viande se retrouva sur les assiettes des... cantines militaires, le reste entra dans la composition des saucisses... Le gouvernement dédommagea des centaines de paysans à hauteur de 7,6 millions de F.S., sans endosser toutefois la responsabilité de cette "catastrophe imprévisible", la première à affecter dans cette proportion les écosystèmes suisses... Après moult hésitations, 75 tonnes de substances résiduelles hautement toxiques furent acheminées aux Pays-Bas et englouties en Mer du Nord, le 9 novembre 1946, Thomas Buomberger prouve avec *Giftnebel über Uri* qu'un bon documentaire commandé par une chaîne de télévision, en l'occurrence la SF-DRS, ne pâlit pas sur grand écran. *Sennen-Ballade* d'Erich Langjahr conte sans texte off, ni musique, quasiment sans dialogue, les saisons de la famille paysanne Meile. Les images en 16 et 35 mm suggèrent la réalité d'un labeur socialement utile, absolument non conforme aux directives bruxelloises, tant il se situe en harmonie optimale avec la nature et refuse le productivisme. Le metteur en scène zougois enregistre les bruits familiers, le silence sur les hauts de l'Appenzell, capte la lenteur des gestes et la méticulosité investie dans chaque tâche. Demain, la pellicule mémoire témoignera de l'étiollement de l'essentiel que les citadins consommateurs ne perçoivent pas encore. *Sennen-Ballade* illustre aussi la conservation de certaines valeurs ancestrales, une notion généralement décriée par les dogmatiques "de gauche", aussi ignares qu'obtus. Elle ne me semble absolument pas réactionnaire en soi, lorsqu'elle s'inscrit dans une pratique sociale aux antipodes du modernisme high tech, de la pensée unique nivelleuse qui professe un "progrès" factice dont nous mesurons chaque jour davantage les dégâts irréparables.

René HAMM

(1) *Confession véridique d'un terroriste albinos* (Stock - 1984), *Une saison au paradis* (Seuil - 1986) et *Retour au paradis* (Grasset et Fasquelle - 1993 et en Livre de poche).



ENVIRONNEMENT

ANTARCTIQUE : GREENPEACE OUVRE LA VOIE

Un des navires de Greenpeace, l'Arctic Sunrise, en mission dans l'Antarctique, a ouvert une nouvelle voie maritime en réalisant, le 4 février dernier, pour la première fois le tour de l'île James Ross. Cette première est malheureusement une mauvaise nouvelle : si cette voie n'avait jamais été franchie c'est que jusqu'alors l'île était reliée au continent par une épaisse couche de glace. Greenpeace voulait ainsi montrer la réalité du réchauffement climatique qui se traduit déjà par une rapide fonte des glaces polaires.

BOLIVIE : INONDATION DE METAUX LOURDS

Le 29 août 1996, un barrage contenant les déchets d'une exploitation minière située sur l'Altiplano, en Bolivie, a cédé, libérant 400 000 tonnes de boues fortement chargées en métaux lourds divers et provoquant la plus grande pollution de l'eau jamais obser-

vée en Amérique du Sud. La présence de cyanure a totalement détruit les organismes vivants sur 300 kilomètres de cours d'eau. La mine de zinc, plomb et argent, à l'origine du désastre, appartient à une société dont les actionnaires principaux sont le gouvernement bolivien (62 %), la multinationale RTZ (siège en Grande-Bretagne, 33 %) et la Banque Mondiale (5%). La rivière polluée Pillaya a privé d'eau plus de 50 000 paysans et les infiltrations ont pollué également les pâturages sur de grandes superficies. (source : Courrier International du 5 décembre 1996)

INCINERATEURS : LES VERTS REJOignent LA COORDINATION

La "coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets" animée par Greenpeace, regroupait déjà 124 associations et fédérations d'associations françaises. Début février, les instances des Verts ont décidé d'inclure la charte de

la coordination dans leur programme et d'inciter leurs groupes locaux à adhérer pour soutenir l'idée d'un moratoire de cinq ans sur la construction de nouveaux incinérateurs. Il est en effet désormais acquis pour les scientifiques que l'incinération ne résout en rien le problème des déchets, mais qu'au contraire, l'incinération pollue sérieusement son environnement par la libération de dioxines, d'hydrocarbures aromatiques, etc. La solution pour les déchets, c'est d'abord d'en diminuer la production puis de n'accepter que ceux qui sont recyclables. Pour en savoir plus : *Coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets, c/o Greenpeace, 21 rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél : 01 53 43 85 85.*

SAONE-ET-LOIRE : PNEUS BRULÉS

L'association Senevé s'est trouvée confrontée à un chantier de remembrement où les trois entreprises concernées avaient prévu

3 MAI : APPEL D'AIR

L'association **Jour de la Terre** a mis en place un collectif "Appel d'air" pour préparer une journée de manifestations dans toutes les villes qui le souhaitent le samedi 3 mai. Il s'agit de descendre dans la rue, à pied, en vélo, en rollers... pour demander la mise en place d'une politique de la ville permettant une diminution de la pollution de l'air. Pour participer : *Jour de la Terre, 3 rue du Buisson Saint-Louis, 75010 Paris, tél : 01 42 05 93.*

de faire brûler le bois vert arraché en activant le feu par des pneus et des huiles de vidange. Il a fallu l'intervention des gendarmes pour faire cesser la pollution. L'association rappelle à ceux qui seraient confrontés au même problème que la loi 75-633 relative à l'élimination des déchets, interdit ce genre de combustion en plein air : les pneus et les huiles usagées doivent impérativement être brûlées en fourneaux spécialement équipés pour dépasser les 1300°C, soit une température suffisante pour éviter la formation de gaz contenant des dioxines ou des furanes. Contact : *Le Senevé, Visargent, 71330 Sens-sur-Selle.*

La remorque
LEGGERO®
La remorque la plus populaire en Europe



Documentation et commandes :

VéloBoutique

15 rue Dachstein
F - 67300 Schiltigheim
Téléphone : 03 88 18 98 04
Télécopieur : 03 88 83 75 72

POUR UN RÉSEAU DE VÉLOROUTES

Une véloroute est un itinéraire fléché donnant à un cycliste de pouvoir se déplacer en sécurité : pistes cyclables ou rues mixtes avec piétons pour la ville, rue à vitesse limitée (zone 30), chemin de halage, aménagement d'anciennes voies ferrées, routes calmes...

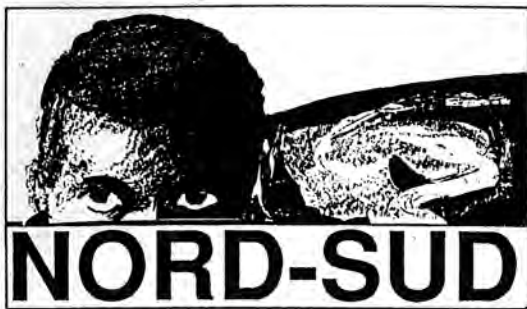
Des associations se sont constituées pour proposer un plan national de véloroutes permettant la pratique du vélo non seulement en ville, mais également entre les villes comme cela se fait de plus en plus en Europe : principalement en Hollande, Allemagne, Danemark, Suède

pour le moment. Des projets sont en cours en Grande-Bretagne, en Finlande et en Suisse.

En France, un projet prévoit un itinéraire entre Saint-Brieuc (Bretagne) et Biarritz. Cet itinéraire fait partie d'une véloroute allant de l'Écosse à Gibraltar. D'autres voies sont à l'étude principalement en Alsace, dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie. Une transversale Nantes - vallée de la Loire - canal du Centre - vallée du Doubs - Bâle est à l'étude. De même une liaison Bordeaux-Méditerranée longeant la Gironde puis le canal du midi semble facilement réalisable.

Contacts :

- Association pour le développement des véloroutes, 21200 Sainte-Marie-La Blanche.
- Cyclo Trans-Europe, 114 rue du Château, 75014 Paris.
- Fédération française de cyclotourisme, 8 rue Jean-Marie Jégo, 75013 Paris.
- Provélo, 114, rue du Château, 75014 Paris, tél : 01 43 20 32 85.
- Sustrans, Westman, 53 rue de la Devisse, 33000 Bordeaux.
- Sustrans, Coupy, 4 rue Colette, 76620 Le Havre.
- Vélo, 9 rue Bourdon, 31200 Toulouse, tél : 05 61 11 87 09.
- Jens Erik Larsen, NY Adelgade 5A, DK 1104 Copenhague, Danemark (coordination européenne).



NORD-SUD

BIRMANIE : BOYCOTT AMERICAIN

Une importante campagne de boycott se développe actuellement aux USA pour demander le retrait de la compagnie pétrolière Unocal du chantier d'exploita-

tion du gaz birman. La compagnie américaine est associée sur place avec Total, firme française. Le 12 février dernier, le président de Total, toujours aussi cynique, a répondu au Financial Times que si la firme américaine se retirait, il trouverait d'autres partenaires. (pour en savoir plus : Silence, n°201, janvier 1996)

EMMA BONINO

Emma Bonino est l'actuelle commissaire européen chargée de l'aide humanitaire. C'est elle qui supervise le financement de nombreuses ONG, avec le programme ECHO (voir Silence n°211). C'est encore elle qui déclarait que si une force d'intervention n'était pas mise en place, il y aurait "un million de morts avant Noël". C'est encore elle qui affirmait (Le Monde du 6 novembre) : "Nous n'avons pas l'impression que les réfugiés veulent être rapatriés au Rwanda et aucune loi ne peut les obliger à rentrer, ce serait une déportation"... 15 jours après, au moins 500 000 réfugiés ont choisi le retour au Rwanda. Elue de la liste du Parti radical italien dont le leader est Marco Panella, elle ne doit sa place européenne qu'aux accords passés entre son parti et celui de Berlusconi. Le Parti radical, longtemps animateur de campagnes proches des écolos (appel des Nobel pour une meilleure coopération avec le Sud dans les années 80, grève de la faim de Panella pour la dépénalisation des drogues...), se revendiquait comme héritier des idées de Gandhi... Aujourd'hui, il flirte avec la droite de Berlusconi et l'extrême-droite de Fini. Une évolution plutôt surprenante.

ZAIRE : RÉFUGIÉS FANTOMES

En décembre, on nous annonçait "un million de morts avant Noël".

En janvier, "500 000 réfugiés sont égarés dans les forêts". En février, "160 000 réfugiés fuient la zone de combat".

Début mars, "des dizaines de milliers de réfugiés marchent vers Kisangani".

Et en avril, on nous dit la vérité ?

ZAIRE : ROLE DE LA FRANCE

Au moins 500 militaires français du 13ème régiment de dragons parachutistes et des Commandos de recherche et d'action en profondeur sont sur le front zaïrois, officiellement pour des missions de renseignements. Selon une enquête du quotidien belge "Le Soir" (3 février), ces militaires sont "déguisés" en mercenaires. La France fournit des armes au régime de Mobutu, mais comme elle ne veut pas que l'on retrouve sur place des armes françaises, elle les achète ailleurs. Ainsi, le Antonov 124 en provenance de Biélorussie a fait escale à Marseille avec 200 tonnes d'armes à son bord. Vers les mêmes dates, des observateurs ont signalé le passage d'armes lybiennes par Faya-Largeau, au Tchad, sous le contrôle de l'armée française. (source : Billet d'Afrique, mars 1997).

GUYANE : UN BIJOU A CONSERVER

La revue écologiste de Guyane "Le Pou d'Agouti" a lancé une pétition pour demander l'interdiction de la recherche minière sur la montagne de Kaw et le classement du site en parc naturel. On peut se procurer cette pétition auprès de : Le Pou d'Agouti, BP 194, 97320 Saint-Laurent-du-Maroni, tél : 05 94 34 20 97.

GUYANE : APPEL FINANCIER

Du 10 au 23 novembre prochain, se tiendra à Washington une rencontre internationale sur les droits des peuples autochtones vivant

en Amazonie. Afin de pouvoir y présenter les positions des trois peuples qui vivent en Guyane française (Wayana, Emerillon, Wayapi), l'association France-Amazone cherche des aides financières pour payer les déplacements. Si vous pouvez aider, envoyer un chèque à : France-Amazone, 3 impasse de Normandie, 31700 Blagnac, tél : 05 61 71 37 24.

LOIRE : ARTISANS DU MONDE

L'adresse d'Artisans du Monde indiquée dans le numéro de décembre est erronée. Il fallait lire : 17 rue Michel-Servet, 42000 Saint-Etienne.

CENTRAFRIQUE : LA FRANCE CONTROLE

Les 1800 militaires présents à Bangui, la capitale de Centrafrique, ne sont pas là pour faire de l'ingérence intérieure : Charles Millon et Jacques Chirac ne cessent de nous le répéter ! Ils sont là pour — selon les jours — "éviter le pire", "protéger les ressortissants français", etc. En gros, c'est comme quand on envoie les CRS dans une manif : ce n'est pas contre la manif qu'on en veut, mais il faut bien assurer la circulation ! Et les firs de mitraillettes ? Les hélicoptères de combat ? Les morts ? Non, non, c'est juste une grosse rigolade !

05/06
JANV.
1997

**BANGUI DIX
CENTRAFRICAINS
TUÉS CAR DEUX
SOLDATS FRANÇAIS
FLINGUÉS**



**ET JE NE TUE PAS A
L'ARME BLANCHE**

CYRIL

BOMBES ÉCOLOGIQUES A RETARDEMENT

Pendant dix ans, la peuplade Kenyah du Sarawak sur l'île de Bornéo, le plus vaste (124 449 km²) des treize Etats malais, avait tenté d'empêcher l'érection, sur le fleuve Balui, du Bakun, un barrage

facture estimée à 32 milliards de francs. La Malaisie, désireuse de devenir une nation vraiment industrialisée, nécessite une capacité électrique de 35 000 mégawatts. Datuk Leo Moggi, le ministre de l'Energie, précise les enjeux :

tion, ne connaît ni égards, ni pitié", commente Patricia Schlesinger dans le magazine de politique étrangère Miroir du monde sur l'ARD, la première chaîne allemande (1). Différentes espèces de poissons ne survivront pas dans le périmètre du lac artificiel et l'autorégulation naturelle subira de graves perturbations. Des algues et d'autres plantes aquatiques, générées par eutrophisation (2), répandront des germes nocifs ; des épidémies de typhus, de dysenterie et de jaunisse risquent de frapper les populations avoisinantes. Certains experts redoutent surtout la bilharziose, une maladie jusqu'ici inconnue dans cette région. Le calao, le léopard, l'ours brun et le gibbon sont menacés d'extinction. Datuk Seri Mahathir bin Mohammad, le Premier ministre, accuse les écologistes de vouloir "contrarier la compétitivité de la Malaisie vis-à-vis de l'Occident". Une antienne que Greenpeace, Robin des Bois and Co entendent régulièrement sous toutes les latitudes... L'autocrate "Docteur M." dirige son pays d'une main de fer depuis le 16 juillet 1981. Si globalement la pauvreté a chuté de 50 à 14 %, beaucoup de citoyens végètent dans les bidonvilles, comme celui aux abords de la capitale Kuala Lumpur, cité de tous les superlatifs. Avec une longueur de 2,4 kilomètres, le nouveau centre commercial en construction possèdera la plus longue façade au monde, un nouveau record après les deux plus hautes tours de bureaux qui se

Les idéologues néo-libéraux évaluent avec une crainte mêlée d'admiration les "prodigieuses avancées" des "tigres" du Sud-Est asiatique. Un méga-projet de barrage ainsi que la dévastation des forêts pluviales en Malaisie illustrent surtout les conséquences, souvent irréversibles, d'un mode de développement insoutenable.

(1) Le 5 janvier 1997.

(2) La pullulation de micro-organismes provoque une carence en oxygène, l'accumulation de vases et une opacification de l'eau.

haut de 205 mètres. D'ici 2003, 70 000 hectares de jungle et de terres arables seront sacrifiés. Trois tunnels creusés à la dynamite dans la roche dérivent le cours des flots. Même les décideurs de la Banque mondiale, exprimant leurs "préoccupations socioculturelles, et écologiques", se retirèrent de l'affaire. Le gouvernement avait commandé plusieurs expertises. Pourquoi n'en a-t-il publié aucune ? Profitant d'un boom économique, le pays paiera à lui seul la

"Comme le nucléaire n'est pas une alternative pour nous, nous devons nous concentrer sur d'autres sources, en premier lieu la puissance hydraulique", d'autant que la Malaisie demeure encore dépendante à 85 % du pétrole.

10 000 membres des Kenyahs et des Kayans seront déportés. Lorsque des opposants osent manifester, les forces de l'ordre les dispersent avec les gaz lacrymogènes. *"Le délire de la modernisation ne tolère aucune contradic-*



dressent vers le ciel, telles des fusées sur leur rampe de lancement. Début janvier, Megat Junid, le vice-ministre de l'Intérieur, a décidé de renvoyer la moitié des deux millions de travailleurs étrangers, lesquels ont contribué sur les chantiers, dans les plantations, les fabriques de textiles, les stations service... à la prospérité nationale, souvent pour des émoluments de misère.

Les autorités profèrent des menaces sans ambiguïté : "la transmission d'informations erronées à des médias étrangers peut être considérée comme une trahison". Peine encourue : le châtiement suprême. Le 19 octobre 1996, la police arrêta sept indigènes ibans qui avaient protesté contre l'invasion de leur territoire par la firme Samling Timber, dont les bulldozers avaient laminé quelques semaines auparavant les champs autour du village de Long Ajeng (Ulu Baram). "Dans les forêts malaises vivent 300 000 personnes dont les droits sont foulés aux pieds au nom de la croissance", affirme, à Hambourg, Suzan-

ne Breilkopf, du mouvement *Sauvez la forêt vierge* (3). Avec la complicité de certains reporters, du *World Wide Fund for Nature* allemand, d'Angela Merkel, ministre fédérale de l'Environnement (4), le *Malaysian Timber Council*, le lobby de la branche, tente d'accréditer la thèse selon laquelle les industriels exploitent la forêt en usant systématiquement de méthodes respectueuses des écosystèmes. Comment ignorer, poursuit Susanne Breilkopf, que "99 % des troncs proviennent toujours du pillage des espaces ?... Des groupes de défenseurs de la nature soutiennent des initiatives écologiquement viables, par exemple en Papouasie-Nouvelle Guinée où des communes gèrent elles-mêmes leurs plantations pour les défendre contre l'intrusion d'entrepreneurs malais". D'ici le début du prochain millénaire, la selva aura probablement disparu en Malaisie, actuellement première productrice de bois précieux. Des aires où vivent les Penans, les Kenyahs, les Ibans... seront intégralement saccagées. Régulièrement, la Société

pour les peuples menacés de Göttingen (Basse-Saxe) attire l'attention sur leur sort comme sur celui des autres minorités dans le monde. "Le modèle de développement s'accommode du pillage des ressources, d'une consommation énergétique excessive, de l'utilisation d'une technologie nuisible à l'environnement. Le pouvoir se moque des valeurs éthiques, telles l'harmonie avec la nature...", dénonce le politologue Chandra Muzaffa.

En 1996, 17 millions d'hectares de mahagonis, de merantis, de bankirais, d'irokos, de limbas... ont été détruits sur la planète. "Le paradis doit-il mourir ?", se demande avec angoisse l'ethnologue bâlois Bruno Manser, qui avait vécu de 1984 à 1990 avec les indigènes penans, dans son superbe ouvrage *Voix de la forêt pluviale - Témoignages d'un peuple menacé* (5).

René HAMM

(3) Quotidien berlinois *Die Tageszeitung* des 2 et 3 novembre 1996.

(4) Cf. article *Allemagne : Septième art et écologie* dans *Silence* de janvier 1997.

(5) Traduction française chez *Georg Éditeur* à Genève, 1994, 316 pages.



PETITES PHRASES

"Les extrémismes que nous refusons ne sont possibles que par les orthodoxies que nous acceptons. L'idéologie nationaliste qui enseigne le mépris de l'étranger prend appui sur le culte de la patrie qui exalte l'identité nationale des peuples. L'Etat totalitaire prétend fonder sa légitimité sur la doctrine de la démocratie qui attribue à l'Etat le monopole de la violence légitime."

Jean-Marie Muller,
"Le principe de non-violence"
Ed. Desclée de Brouwer.

"Le suffrage universel ne fait pas plus les hommes libres que la loterie ne les fait riches. Ce qui fait les peuples libres, c'est l'esprit de liberté"

Georges Bernanos,
"Le chemin de la Croix-des-Ames",
Ed. Gallimard.

"Plus bêtes que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit"

Octave Mirabeau,
"La grève des électeurs",
1888.

POURQUOI ILS SONT POUR L'ETAT

Ne nous étonnons pas si certains mouvements politiques sont très discrets sur le rôle de l'Etat. On ne crache pas dans la soupe. La nouvelle loi sur le financement des partis permet en effet d'acheter le silence de bon nombre d'organisations politiques. Les sommes versées dépendent des résultats électoraux, du nombre d'élus... Ainsi, pour 1995, 262 partis ou club ou associations politiques ont touché de l'argent. Quelques exemples :

- FN 3 560 794 F
- CNI 3 338 211 F
- RPR 162 031 142 F
- PC 36 246 139 F
- Verts 11 669 366 F
- LO 6 327 962 F

Le PS, l'UDF, le PR et le CDS ne touchent rien par ce biais... mais ils touchent via leurs élus selon une autre méthode.

Pour comprendre l'apparition de partis sortis du néant au moment des élections, il faut comprendre que si vous êtes malins cela peut être rentable. Ainsi, ces trois là qui sont venus jeter la confusion chez les écolos auront touché respectivement :

- Parti de la loi naturelle 293 274 F
- Nouveaux écologistes 1 816 251 F
- Parti de défense des animaux 460 275 F

A signaler que le MEI d'Antoine Waechter qui n'a pas réuni assez de signatures pour les élections présidentielles ne touche rien... même si de nombreux adhérents étaient des élus Verts quand le calcul financier a été fait. Génération Ecologie, très présente aux élections régionales, continue à toucher environ 11 millions de francs par an pour un mouvement qui ne compte plus que quelques centaines de membres.

"Il est manifeste qu'un seul homme en apparence désarmé mais qui ose crier tout haut une parole véridique, qui soutient cette parole de toute sa personne et de toute sa vie, et qui est prêt à la payer très cher, détient, aussi étonnant que cela puisse paraître, et bien qu'il soit formellement sans droits, un plus grand pouvoir que celui dont disposent dans d'autres conditions des milliers d'électeurs anonymes"

Vačlav Havel,
"Essais politiques",
Ed. Calmann-Lévy, 1989.

"L'idéal, c'est quand on peut mourir pour ses idées ; la politique, c'est quand on peut en vivre"

Charles Péguy.

"Je me suicide chaque fois que je consens à obéir à des hommes et à des lois qui m'oppriment. Je me suicide lorsque je porte à un individu par le geste du vote le droit de me gouverner pendant quatre ans... Soyons désireux de connaître toutes les jouissances, tous les bonheurs, toutes les sensations"

Albert Libertad,
"La joie de vivre", 1907.

"Tous les arts ont produit des merveilles, l'art de gouverner n'a produit que des monstres"

Saint-Just.

"Le pouvoir aura triomphé une fois de plus. L'éternel Pouvoir qui jamais ne meurt, qui ne tombe que pour renaitre de ses cendres, on croit l'avoir abattu avec une révolution ou une de ces boucheries que l'on baptise révolution, au contraire le revollà ; intact, n'ayant changé que de couleur, noir ici, rouge là, ou jaune, ou vert ou violet, tandis que le peuple s'incline, subit ou s'adapte"

Oriana Fallaci,
"Un homme",
1979.

"La politique, c'est un numéro de clowns : l'en a un qui épluche les oignons et l'autre qui pleure. On croit qu'ils ne sont pas d'accord, mais c'est des histoires tout ça !"

Coluche.

CLAUDE ALLEGRE L'ANTI-ÉCOLOGISTE

Claude Allègre est l'un des responsables de géochimie à Jussieu. Fin septembre, il dénonçait dans un article paru dans Le Point, le "terrorisme intellectuel" et la "psychose collective" des opposants à l'amiante. Étonnant, non ? Pas vraiment, c'est le même Claude Allègre qui apparaissait le 12 juin 1992 dans les signataires de l'Appel de Heidelberg, un appel qui, au moment du sommet de Rio dénonçait l'écologie comme "une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel". Un appel mis au point par un groupe d'industriels qui siège... à la même adresse que le lobby amiante (10 avenue Messine, dans le 8^e à Paris).

Mais le portrait du personnage ne s'arrête pas là. Car s'il est payé par l'Éducation nationale, il émarge aussi comme géologue auprès de l'ANDRA, l'agence nationale chargée de la gestion des déchets radioactifs.

Enfin, il faut rajouter que Claude Allègre a des engagements politiques : il est conseiller scientifique auprès du Parti socialiste sur les questions d'écologie. Et à ce titre il a publié "Écologie des villes, écologie des champs" "Economiser la planète". Bref, un parfait écolo de façade au service des pires industriels.

Au fait, c'est avec qui qu'essaient de négocier les Verts en ce moment ?

DÉMOGRAPHIE ET ÉCOLOGIE

L'espèce humaine est sans contexte celle qui prend le plus de place dans l'écosystème planétaire. A raison d'une moyenne de 30 kg par individu, l'espèce humaine représente 150 millions de tonnes de biomasse. A titre de comparaison, les éléphants ne représentent que deux millièmes de ce poids, les baleines bleues un demi-millième. Ajoutez à cela ce que l'homme contrôle pour assurer ses besoins : bétail, céréales, poissons... L'homme ne laisse que des miettes aux autres espèces.

L'association *Démographie et Ecologie* s'est constituée pour faire prendre conscience que le poids démographique de l'espèce humaine est directement lié à la crise écologique actuelle. Elle invite à réfléchir sur les problèmes démographiques, à faire circuler l'information sur le sujet, à contrecarrer les discours natalistes, à promouvoir une maîtrise de la fonction reproductrice de l'espèce. Elle agit donc en faveur des mouvements qui militent pour une éducation sexuelle sans tabou, pour la reconnaissance du droit des femmes à la maîtrise de leur fonction procréatrice, elle dénonce les hypocrisies racistes et nationalistes qui accompagnent les politiques anti-immigrés.

Pour en savoir plus : *Démographie et Ecologie*, c/o Jean Brière, 3 rue de Prévieux, 69500 Bron, tél : 04 78 26 86 32.

RETOURNEMENT DE VESTE

Qui a signé en juin 1989 dans "Globe" un article intitulé "33 raisons de ne pas voter vert" ? Réponse : Guy Konopnicki, aujourd'hui conseiller régional... des Verts. Le recyclage, c'est une spécialité des écologistes.

SAONE-ET-LOIRE : CINÉMA ET DROITS DE L'HOMME

Les 7èmes rencontres cinéma et droits de l'homme se tiendront du 28 mars au 6 avril au cinéma "La Palette" de Tournus avec au programme un hommage au réalisateur palestinien Michel Khleifi dont 5 films seront à l'affiche. Seront au programme : la Géorgie ("Brigands, chapitre 7" d'Otar Iosseliani), la Bosnie ("For ever Mozart" de Jean-Luc Godard), les immigrés portugais ("Les gens des baraques" de Robert Bozzi), les camps d'extermination ("la mémoire est-elle soluble dans l'eau ?" de Charles Najman), la guerre ("promenade avec l'amour et la mort" de John Huston), la Roumanie ("Trop tard" de Lucian Pintillé). La prison fera l'objet d'une attention spéciale avec 7 films et un débat le samedi 5 avril à 15 h avec l'Observatoire international des prisons. Renseignements : *Cinéma la Palette*, 03 85 51 08 25.

LYON : UNE LIBRAIRIE ANARCHISTE BRULE

La librairie de la fédération anarchiste à Lyon "La Plume Noire" a été incendiée le dimanche 16 février vers 4 heures du matin. 40 000 F de livres sont partis en fumée, 60 000 F de travaux pour effacer les traces de l'incendie et en plus une grosse frayeur pour les habitants de l'immeuble : le feu s'étant propagé dans le couloir d'entrée. Cet incendie est intervenu au lendemain d'une table de presse dans les rues piétonnes de la ville pour soutenir la revue "Le Monde libertaire" attaquée en justice pour insulte à Le Pen à la suite de la publication d'un dessin de... Lasserpe (c'est bien le même !). Le 22 février une manifestation de soutien a réuni environ 2000 personnes... (soit le double de la manif organisée par la gauche contre les lois Debré deux jours après !). La solidarité a permis la réouverture de la librairie dès le 5 mars. Contact et soutien : *La Plume Noire*, 19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 94 10.

SCHIZOPHÉNIE ?

Voici ce qu'écrivait le 12 avril 1995, dans *Charlie-Hebdo*, une certaine Dominique Voynet en réponse à un texte de Philippe Val :

"Je combats les marchands d'illusions, les obscurantistes, les riches, ce que tu appelles la droite. Sans me laisser abuser par une "gauche" qui parle de justice sociale, d'honnêteté, de démocratie, et

fait l'inverse depuis quatorze ans... Des hypocrites, que Molière eût dénoncés mieux encore que Charlie et moi.

Ce sont des gens de "gauche" qui ont cyniquement joué avec la montée de Le Pen, qui ont organisé de toutes pièces l'affaire des Irlandais de Vincennes, qui ont engagé la France dans la guerre du Golfe, qui ont continué, avec l'appui des syndicats ouvriers, à vendre des armes dans les pays du tiers-monde. (...)

Tu me dis que (être de gauche) c'est être pour la culture, le savoir partagé, l'égalité des chances, la laïcité... Et qu'être de droite, c'est être pour le libéralisme économique, l'agrandissement du fossé entre riches et pauvres, l'Apartheid. Comme si l'échelle des salaires ne s'était pas étendue au cours des deux derniers septennats. Comme si la politique de Mitterrand était, ne serait-ce qu'un peu, différente de celle de Giscard. Comme si on avait construit sous la gauche moins d'immobilier de bureau, d'autoroutes et de centrales nucléaires.

Et le mythe de l'argent-roi ? Les fortunes en quelques heures ou quelques jours ? La spéculation boursière ? L'explosion des jeux d'argent ? Etc. Tout ce qui fait qu'il n'y a guère que le fric qui intéresse tout le monde, y compris (et surtout) les jeunes ?

Mais de quelle gauche s'agit-il ? Celle qui refuse avec obstination de reconnaître que la planète n'est pas très grande, et que ses richesses appartiennent à tous ses habitants ? Celle qui compte de façon irraisonnée sur les progrès de la science et de la technologie pour résoudre tous les problèmes (la faim dans le monde, les déchets nucléaires, l'épuisement des ressources en eau et en énergie...) ? Celle qui se résigne au triomphe du marché, et propose de relancer la croissance et la consommation, en espérant que quelques miettes reviendront aux plus pauvres ? Celle qui défend un état fort, mais nie les langues et les cultures régionales ? (...)

Je ne suis pas une candidate électoraliste. Je ne perds pas mon temps à commenter les sondages frais du jour. Je préfère obtenir 5 % sur mes positions que 10 % sur des banalités molles ou ambiguës".

Domage que cette Dominique Voynet n'ait pas adhéré aux Verts avant que ceux-ci ne passent un accord avec le PS !



DES OBEISSANCE CIVILE ?

Le projet de loi Debré qui prévoyait une modification de l'attribution des certificats d'hébergement pour les personnes étrangères en visite en France a soulevé la colère de nombreuses personnes. Le mouvement a débuté par un appel à la désobéissance civile lancé par 59 cinéastes paru dans le Monde, le

Le certificat d'hébergement

Tout commence par une loi datant de juillet 1982 (donc votée sous le premier gouvernement socialiste, celui de Mauroy). Cette loi accompagnait la régularisation de 130 000 personnes en

de salaires de la personne qui veut accueillir, son livret de famille, sa facture de téléphone, ses quittances de loyer ou même n'accepter que les demandes des personnes propriétaires de leur appartement, etc... Le dernier obstacle possible est de mettre en doute votre capacité d'accueil. La mairie peut alors demander à l'OMI une enquête. Vous devez alors payer un timbre fiscal à 100 F. L'OMI demandera à visiter votre logement pour vérifier que vous disposez bien d'une chambre d'amis pour héberger un simple touriste.

Une fois le certificat d'hébergement obtenu — et si la date de la visite n'est pas déjà dépassée — vous pourrez envoyer ce bout de papier à l'ami qui veut vous rendre visite qui commencera de son côté les démarches auprès de l'ambassade de France de son pays pour obtenir un visa... L'ambassade pouvant encore multiplier les obstacles.

La modification proposée par Debré actuellement n'est donc qu'un tout petit emmerdement de plus dans un processus déjà fort restrictif.

La désobéissance civile

Cet appel à la désobéissance civile est un acte extrêmement important. Juppé ne s'y est pas trompé qui a immédiatement accusé, le 17 février, à l'Assemblée nationale, les personnalités de vouloir "désintégrer la République". Rappelons-en l'histoire et les vertus.

C'est l'Américain Henri David Thoreau qui a inventé ce terme en publiant en 1849 un petit

Le durcissement de la loi sur l'accueil des étrangers a provoqué un phénomène rare en France : des centaines de personnalités ont appelé publiquement à la désobéissance civile... Sans arrière-pensées ?

12 février. Cet appel dit entre autres "Nous sommes coupables, chacun d'entre nous, d'avoir hébergé des étrangers en situation irrégulière (...) Nous appelons nos concitoyens à désobéir pour ne pas se soumettre à des lois inhumaines". Cet appel a été suivi de nombreux autres comme celui des "personnalités ayant un nom difficile à prononcer" rendu public le 15 février. Une cinquantaine de dessinateurs se sont manifestés à leur tour contre le projet dans quatre pages publiées par Libération le 17 février, quotidien qui a ensuite largement ouvert ses colonnes pour publier de longues listes de signataires par profession, le sommet étant atteint le mardi 25 février : 55 000 noms sur 48 pages !

situation irrégulière. Elle instaurait des certificats d'hébergement pour les étrangers venant d'en dehors de la Communauté européenne. Cette loi a été modifiée par un décret du gouvernement Rocard (donc toujours les socialistes) en 1991 (décret 91.829 du 30 août 1991), autorisant les maires à faire une vérification chez l'hôte par le biais des agents de l'office des migrations internationales (OMI).

Pour faire la demande d'un certificat d'hébergement, l'hôte doit transmettre une photocopie du passeport de la personne, indiquer la date d'arrivée et — si la loi Debré le modifie — la date de départ... Les maires réticents peuvent multiplier les obstacles en demandant des pièces administratives comme les derniers bulletins

ouvrage intitulé "La désobéissance civile" (1). Il y explique la nécessité de l'objection morale à la loi lorsque celle-ci heurte notre conscience. Il s'inspire d'un texte plus ancien "Le discours de la servitude volontaire" écrit par Etienne de la Boétie qui écrit à propos de l'Etat : "Je ne veux pas que vous le poussiez ou l'ébranliez, mais seulement que vous ne le soutenez plus". Car la force d'un Etat réside essentiellement dans la coopération volontaire ou involontaire de la plus grande partie de la population. Gandhi disait : "Le gouvernement n'a aucun pouvoir en dehors de la coopération volontaire ou forcée du peuple. La force qu'il exerce, c'est notre peuple qui la lui donne entièrement" (2). La désobéissance civile prend toute sa force dans sa revendication publique collective, c'est ce qu'ont fait les cinéastes et bien d'autres depuis.

La désobéissance civile a été officiellement reconnue lors du procès de Nuremberg, à la fin de la guerre lorsque des officiers allemands ont été condamnés pour avoir obéi aveuglément aux lois du gouvernement nazi. Elle s'appuie sur un principe simple : "Ce n'est pas la loi qui doit dicter ce qui est juste, c'est ce qui est juste qui doit dicter la loi" (3).

Une logique d'affrontement

Les appels de personnalités ont provoqué de nombreuses réactions. Ainsi le comité anti-délation de Paris (4) a lancé une pétition à adresser à sa mairie qui dit "citoyen de la commune, je m'oppose à l'instauration de cette déclaration-délation et demande aux parlementaires de rejeter cette disposition dans son intégralité. Je demande à mon conseil municipal de refuser la mise en œuvre d'une telle mesure dans notre commune si cet article de loi venait à être adopté". A priori, nous devrions donc être enthousiastes pour ce mouvement... Et pourtant. Loin de mettre en doute la bonne volonté des associations et des signataires, interrogeons-nous sur un certain nombre de faits.



Tout d'abord, comme nous l'avons souligné, le certificat d'hébergement remonte à 1982 et Debré n'ajoute qu'un élément à cette pratique. De plus, cette proposition a été débattue une première fois devant l'assemblée nationale du 17 au 19 décembre 1996. A l'époque, les protestations des organisations antiracistes contre l'ensemble des lois Debré n'avaient eu qu'un faible écho. La gauche n'était représentée dans l'hémicycle que par un député socialiste (Julien Dray, fondateur de SOS Racisme) et par un député communiste (André Gérin, maire de Vénissieux) (5). Pourquoi ces appels interviennent-ils maintenant et non il y a quelques mois ? Qu'est-ce qui a changé ?

Autre élément spectaculaire : le fait que *Libération* relaie un acte illégal : s'il le désire le gouvernement peut tenter un procès au quotidien et le faire condamner à une lourde peine (pouvant aller jusqu'à l'interdiction du titre pour atteinte à la sûreté de l'Etat). Comment se fait-il que *Libération* publie gratuitement des pleines listes de noms... alors qu'il refuse, par exemple, des publicités payantes des groupes antinucléaires ? (6)

La réponse à la première question est certainement *Vitrolles*. La réponse à la seconde question est probablement l'influence du *Parti Socialiste* dans les médias. Car si le Front National joue sur la peur des étrangers, le Parti Socialiste a depuis longtemps adopté une stratégie de peur du Front National. Rappelons qu'à l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, les groupes d'extrême-droite ne font pas 1 % aux élections. Mitterrand intervient alors auprès des chaînes publiques pour leur demander de faire de la place à l'extrême-droite : après deux passages à 1' "Heure de vérité" - émission animée par François-Henri de Virieu, maire socialiste - Le Pen commence sa montée dans l'opinion publique. Le Parti socialiste peut alors jouer la carte de l'ultime recours.

Cette technique de polarisation n'est pas nouvelle : que l'on se souvienne des communistes "le couteau entre les dents" mis en avant par la droite au début du siècle. La guerre froide entre l'URSS et les USA a également été un moyen de simplifier la politique internationale pendant 45 ans.

(1) Ce texte est diffusé par nos soins, voir notre rayon librairie.
 (2) Gandhi, "La Jeune Inde", 1948.
 (3) Jean-Marie Muller, "Stratégie de l'action non-violente", 1981.
 (4) Comité anti-délation, c/o GISTI, 3 villa Marcès, 75011 Paris.
 (5) Voir *Silence* n°214, février 1997.
 (6) En 1994, *Libération* a refusé de publier un appel signé par 150 scientifiques dont 3 Prix Nobel, contre le redoublement de Superphénix. Raison invoquée : *Libération* ne publie pas des publicités à caractère politique !



Toute tentative allant vers un dialogue devient alors extrêmement difficile : il faut choisir son camp. Dans la logique des blocs, les mouvements pacifistes ont toujours été suspectés de faire le jeu de l'"autre". Lorsque les écologistes refusent de rentrer dans le giron du Parti socialiste dans les années 80, ils sont accusés d'être flous par rapport au FN lors de campagnes de presse menées par des médias et des écrivains proches du PS (7).

Une telle politique manichéenne, malheureusement traditionnelle, conduit à une haine de plus en plus grande en coupant en deux la population et se place donc dans une logique d'affrontement.

Pour une alternative non-violente

Disons-le tout de suite, nous n'avons pas de solution miracle : s'il était facile pour le "Docteur" Mitterrand de rendre la société malade, il est ensuite beaucoup plus difficile de la guérir. On peut néanmoins donner des pistes.

Le point de départ est de bien distinguer les dirigeants du Front National et ses électeurs. Les premiers sont des arrivistes prêts à tout pour la conquête du pouvoir, les seconds sont des gens ayant des peurs. Un sondage paru mi-février — après Vitrolles — indique que si 48 % se reconnaissent dans une partie du discours du FN seuls 2 % se sentent en accord avec la totalité du discours... Cela fait 46 % de gens avec qui dialoguer. Ces personnes ont des peurs — légitimes ou non — et c'est par la reconnaissance de ces peurs et par la recherche de solutions que l'on peut stopper la montée de la haine actuellement attisée aussi bien par le FN que par le "front républicain" qui organise les manifestations contre le FN.

Il serait souhaitable que des mouvements non-violents organisent des stages et des rencontres sur cette possibilité de "renouer le dialogue", seule méthode qui permettrait de dégager véritablement l'horizon. Le "dialogue" (dont le sens est la "comparaison de deux logiques")

étant rétabli, on peut alors envisager d'aller vers "une résolution non-violente du conflit", c'est-à-dire vers une solution à bénéfice réciproque. Ce bénéfice est sans doute à chercher dans l'enrichissement de l'échange entre cultures ; cela peut passer par des lieux de rencontres, des fêtes de quartier, des spectacles... C'est sans doute plus difficile que de crier au loup, mais c'est aussi la base d'un "développement durable".

Michel BERNARD

LE SOLEIL BRILLE !

Passez à la pratique, grâce au nouvel ouvrage de Roger BERNARD



Construisez votre cuisinière solaire

44 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

Une brochure technique qui vous permettra de construire une véritable cuisinière solaire... avec des performances élevées.

Et toujours à l'écran :

- Le soleil à votre table
170 pages 15 x 21 cm - 89 F
- Un cuiseur solaire facile à faire
26 pages 21 x 29,7 cm - 20 F
- Cuiseurs solaires pliables
22 pages 21 x 29,7 cm - 20 F

Bon de commande page 39.

(7) Relire le n°158 de Silence "Écologie et extrême-droite"



CANADA : RETRAIT DE L'OTAN ?

Le ministre des affaires étrangères du Canada a annoncé que son gouvernement étudiait la possibilité de revoir son engagement au sein de l'OTAN, conséquence directe du rapport de la Cour internationale sur l'illégalité des armes nucléaires. Le Canada qui ne possède pas d'armes atomiques entretient toutefois la force de l'OTAN. Le Canada espère, semble-t-il, non pas quitter l'OTAN mais plutôt obliger ses partenaires à s'engager plus rapidement dans la voie du désarmement. (source : Stop Essais, décembre 1996).

SYNDROME DE LA GUERRE DU GOLFE

De nombreux soldats américains et britanniques se plaignent de maux divers depuis la guerre du Golfe, en 1991. Le nombre d'enfants anormaux chez ces militaires est particulièrement élevé. A la fin de l'été, un rapport du ministère de la défense britannique reconnaît que cette maladie a été provoquée par une exposition des militaires à un produit chimique organophosphoré utilisé pour traiter les vêtements des combattants contre des insectes parasitaires. Cette maladie donne des troubles nerveux et plus de 750 "vétérans" suivent des soins en Grande-Bretagne actuellement. Après la bidasse folle, le bidasse fou. Merci aux grandes firmes chimiques qui nous préparent un monde meilleur.

SABOTAGES : RELAXÉES !

En Janvier 1996, quatre femmes se sont introduites dans des hangars de la base de Warrington en Angle-

terre. A coups de marteau, elles ont détruit plusieurs avions qui devaient être livrés au gouvernement indonésien pour bombarder Timor-Est. Lors de leur procès, elles plaident qu'elles n'avaient commis aucun crime mais que par contre elles avaient sauvé de nombreuses vies. La cour de Liverpool leur a donné raison : elles ont été relaxées le 30 juillet dernier.

BELGIQUE : FORMATION NON-VIOLENTE

L'Université de paix de Namur propose des formations sur la non-violence : "le pouvoir de la conscience" (26 avril), "introduction à la communication non-violente" (3-4 mai), "Introduction à la résolution des conflits" (24-25 mai), "communication non-violente et médiation" (31 mai et 1er juin), "le jeu du labyrinthe" (7 et 8 juin), "aller plus loin dans la

communication non-violente" (1er au 3 juillet).

Programme complet : Université de Paix, 4 Bd du Nord, 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.

ARMÉE : PROFESSIONNELS

1997 marque le début de la professionnalisation de l'armée. Cela devrait se traduire par une hausse lente du nombre de militaires de carrière (qui passeront de 300 000 aujourd'hui à 330 000 en 2002) et par une baisse rapide des appelés (200 000 en 1996, 170 000 en 1997, 20 000 volontaires en 2002) auxquels il convient d'ajouter les civils travaillant pour l'armée (100 000 aujourd'hui, 83 000 prévus en 2002). Globalement, l'armée qui emploie 600 000 personnes aujourd'hui, n'en emploiera plus que 440 000 en 2002. Les économies de budget sur les salaires (environ 24 %) serviront intégrale-

ment à augmenter les dépenses de fonctionnement selon les prévisions actuelles. Les dividendes de la paix ne sont pas pour demain : depuis la fin de la course aux armements, le budget de la défense n'a presque pas baissé : de 282 milliards en 1993, il est aujourd'hui — tout compris — encore de 279 milliards. (source : Damoclès, 4e trimestre 1996)

MÉDIATION SCOLAIRE

Le MIR, mouvement international de la réconciliation, organise du 2 au 4 juillet 1997 à Bonnetombe (Aveyron), un atelier de formation sur la "gestion des conflits et la médiation scolaire". Il s'adresse plus particulièrement aux enseignants qui peuvent demander à bénéficier d'une formation professionnelle.

Pour en savoir plus : MIR, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél : 01 47 53 84 05.

ANNONCES

EMPLOI - OFFRE

- Un groupe de producteurs de moyenne montagne, dans la Drôme (Confédération paysanne) propose une installation agricole pour un jeune couple, avec activité équestre (diplôme ATE indispensable). Accueil en gîte d'alpage et agriculture ou petit élevage diversifiés.

Contact : Jean-Paul Berthouze, Borne, 26410 Glandage, tél : 04 75 21 10 65 ou Christine Rouquier, tél : 04 75 21 17 99.

- L'équipe du Centre permanent d'initiation à la forêt provençale recherche deux personnes motivées, autonomes, coopératives pour l'ouverture au public, en mai 97 de son centre d'hébergement (bâtiment alternatif en pleine forêt) : préparation des repas, ménage, accueil, maintenance — 33 lits — logement sur place et jardin possibles. Contrat CES, éventualité CEC ensuite. Ecrire à : CPIFP, Le Loubatas, BP 16, 13860 Peyrolles, tél : 04 42 67 06 70 (Maurice Wellhoff)

EMPLOI - DEMANDE

- JF cherche emploi sur région parisienne, en documentation, travail rédactionnel et administratif, accueil. Solide formation (DESS d'informatique documen-

taire, maîtrise littéraire), expérience, intérêt pour les thèmes abordés par Silence (non-violence, environnement, etc...) et connaissance du milieu associatif (ATD Quart-Monde, Resta du Cœur, Espace Emploi). Pratique de l'anglais et de l'espagnol. Ecrire ou téléphoner à : Isabelle Demeurie, 108 rue de la Folle Méricourt, 75011 Paris, tél : 01 43 57 53 60.

OBJECTEURS

- La CIEPAD, carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement, Le Triol, chemin Pailhas, 34380 Viols le Fort, tél : 04 67 55 07 97 cherche un objecteur pour le secteur agricole de l'association : soins aux animaux (cheval, cochons, poules, chèvres), prise en charge du poulailleur, maraîchage. Expérience agricole et travail en équipe souhaités, connaissance traction animale appréciée ! Poste à pourvoir au 15 mai. Envoyer CV et lettre de motivation.

RENCONTRES

- Deux fermes communautaires libres, en agriculture bio, 4 à 10 adultes sur chaque + enfants, tendance écologie et non-violence, dans le Jura-Suisse, proposent à personnes expérimentées de vivre et travailler avec eux : élevage (moutons, va-

ches), fromagerie, agriculture (céréales, jardin), construction. Possibilité de démarrer en mi-temps : boulangerie, apiculture, accueil de personnes en difficulté. Proposent aussi places d'apprentissage (élevage, fromagerie). Contact : association Epiclaire, tél : 0041 (0) 32 9551337.

RECHERCHE

- Souhaite renseignements sur expériences d'instruction et de socialisation différentes et néanmoins épanouissantes pour enfants et en particulier trisomiques 21. Tél : 04 67 96 47 72.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence.

Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



PETITES PHRASES

"Vienne le temps où chaque individu, rejetant l'apathie dont tire sa force le pouvoir léthargique qui l'opprime, se change en guerrier sans armure et sans autre arme qu'une invincible envie de vivre"

Raoul Vaneigem

"Nous qui désirons sans fin",

ARGENTINE : DES SYSTEMES D'ÉCHANGES LOCAUX

La "société en sablier" qui entraîne les classes moyennes vers la pauvreté fonctionne aussi en Argentine. Pour remédier à cela, des clubs de trocs se sont mis en place, utilisant comme dans les SEL de chez-nous une monnaie-troc. Le premier Club a vu le jour le 1er mai 1995 à Bernal avec 25 personnes. Un an et demi après, le club compte 5000 membres. Une vingtaine d'autres clubs ont vu le jour dans les autres grandes villes. Le club organise de gigantesques marchés dans des salles paroissiales où tout s'échange sans recours à la monnaie légale. Les initiateurs du projet sont issus, comme chez nous, de la mouvance écologiste.

Avant le club, il existait dans la ville des ateliers de culture biologique, de recyclage des déchets. C'est au niveau de ces activités que l'on a commencé à s'interroger sur la nécessité d'une monnaie virtuelle pour favoriser l'autogestion locale. Des entreprises se sont constituées autour de ce club (un dans le bâtiment, une dans les produits d'hygiène) qui acceptent d'être payées en "bon-troc". L'entreprise de bâtiment, par exemple, recrute des personnes sans emploi et les paie en "bon-troc" collectés par celui qui fait faire les travaux. (source : Courrier International, 9 janvier 1997).

GRANDE-BRETAGNE : PROCES RECORD CONTRE MAC DO

Lorsque les dirigeants de Mac Donald's ont attaqué en justice les auteurs d'un tract intitulé "qu'est-ce qui ne va pas à Mac Donald's", (voir le contenu du tract dans Silence n°206/207), ils ne se doutaient pas qu'ils allaient battre un record : le procès le plus long de l'histoire du pays ! C'est chose faite depuis le 5 novembre avec déjà plus de 292 jours de débats ! Les auteurs du tracts ont réussi à trouver de multiples preuves pour soutenir les arguments et se battent mot à mot contre la multinationale. Le 16 octobre dernier, des actions de soutien se sont déroulées simultanément dans plus de 20 pays. Rien qu'en Grande-Bretagne, le célèbre tract a été distribué dans 250 fast-food souvent avec le soutien des employés. A Londres, une quarantaine de

millitants ont investi le siège de Mac Donald's. Un des manifestants habillé comme un employé de Mac Donald's était enchaîné à un hamburger géant symbolisant le mépris des lois sociales de l'entreprise. Les autres manifestants ont déversé une multitude de sacs à l'effigie de Mac Do contenant des emballages vides récoltés dans les rues autour des magasins de la firme et dénonçant le gaspillage de ces emballages. Aux Etats-Unis, des actions ont eu lieu dans une trentaine de villes. En France, une action a eu lieu devant le Mac Do des Halles : 25 manifestants se sont installés sur les tables en terrasse et ont sorti un vrai repas de leur sac. Pendant le repas, quatre des employés sont venus les soutenir et de nombreuses réactions positives sont venues du public. Contact : *McLibel Support Campaign, 5 Caledonian Road, London, N1 9DX, UK, tél : 44 171 713 1269.*



FOURMI VERTE

La revue "Fourmi Verte" avait cessé sa parution après 8 numéros d'une haute tenue. Mais financièrement indépendante, l'équipe gestionnaire n'a pas eu les moyens d'aller plus loin. Une société a alors été créée pour réunir des fonds, et des parts de 500 F ont été proposées. Depuis, cela a permis de collecter 60 000 F permettant, début mars, de lancer une nouvelle formule mensuelle. Mais il faudrait encore 90 000 F pour assurer la survie de la revue. On peut donc les aider soit en prenant des parts sociales (500 F) soit en s'abonnant (200 F), soit en achetant 5 anciens numéros (50 F). Contact : *Fourmi Verte, BP 54, 63202 Riom Cédex.*

ILE-DE-FRANCE : LES BISTROTS DE PHILOSOPHIE

C'est la mode en région parisienne où l'on vient discuter dans un lieu public autour de questions philosophiques (pour les non-fumeurs, disons-le tout de suite, c'est infréquentable !). Voici quelques rendez-vous possibles :

Paris 1er :	"Le Pont 9"	27 rue du Pont Neuf	vendredi à 17h30
Paris 4ème :	"Le café des phares"	7 place de la Bastille	dimanche à 11 h
	"Le cavalier bleu"	163 rue Rambuteau	3ème mercredi à 19 h
Paris 5ème :	"Le Relais Jussieu"	37 rue Linné	vendredi à 17 h
	"Le relais des Arts"	100 rue monge	samedi à 10 h
	"Le tarazoute"	18 rue Cardinal Lemoine	samedi à 16 h
	"Le royal Jussieu"	angle rue Ecoles, rue Lemoine	samedi à 16 h
	"L'escolier"	3 place de la Sorbonne	mardi à 18 h
Paris 6ème :	"Le Relais Odéon"	132 Bd Saint-Germain	samedi à 16 h
	"Le Bucy"	52 rue Dauphine	lundi à 19 h
	"Le Cluny"	20 Bd Saint-Michel	mercredi à 18h30
	"Le Luxembourg"	58 Bd Saint-Michel	dimanche à 11 h
	"Le Select Montparnasse"	99 Bd Montparnasse	jeudi à 18h30
Paris 11ème :	"Le Rond point"	67 bd de Ménilmontant	vendredi à 18h30
Paris 12ème :	"La Bastille"	8 place de la Bastille	dimanche à 11 h
Paris 16ème :	"La rotonde de la Muette"	ch. de la Muette	1er et 3ème mercredi à 19h
Paris 17ème :	"Le Paris-Rome"	62 Bd des Batignolles	dernier samedi à 19h30
Paris 19ème :	"Le Carrefour"	31 rue Secrétan	jeudi à 19 h
Elancourt :	"Le café de la Villedieu"	3 av. Paul Cézanne	2ème samedi à 17h30
	"Le Col Vert"	C, commercial des 7 mares	1er samedi à 17h30
Boulogne :	"Le Palace"	156 Bd Jean Jaurès	3ème samedi à 15h
Montreuil :	"East Side Café"	rue Parmentier	2ème et 4ème dimanche à 10h30

AGRICULTURE BIODYNAMIQUE

L'agriculture biodynamique est une forme d'agriculture biologique qui par une approche astrale cherche à donner un sens à l'agriculture. Une brochure intitulée "Agriculture bio-dynamique, l'autre culture" présentant ses fondements vient de paraître. On peut l'obtenir (contre 50 F + 11,50 F de port) en en faisant la demande à : *Syndicat d'Agriculture bio-dynamique, 1 route de Limoges, 19510 Masseret, tél : 05 55 97 90 95.*



ARDECHE : L'ATELIER MALADROIT

L'association "L'atelier maladroit" organise de nombreuses activités : greffage d'oliviers (le 1er mai), greffage en écusson (6 juillet), apiculture solaire (12 et 13 avril puis 8 mai), cuisine maghrébine (18 mai)... Programme complet : *L'Atelier maladroit, 07460 Berrias, tél : 04 75 39 31 74.*

PARIS : MICROCLIMAT 89.4 MHZ

L'émission "Microclimat" se tient les jeudis de 20h30 à 22 h sur Radio-Libertaire, 89.4 MHz. Au programme :

- 3 avril : Jacky Bonnemains de l'association Robin des Bois présentera les conséquences des rejets liquides du nucléaire.
- 10 avril : Denis Baupin viendra présenter la nouvelle association qu'il est en train de mettre en place : "Agir pour l'environnement".
- 17 avril : Thierry Meyssan, du Réseau Voltaire, commentera l'actualité des atteintes aux libertés individuelles et à la laïcité.
- 24 avril : entretien avec François Brune, auteur de

"Les médias pensent comme moi"

• 1er mai : Didier Anger, du Cirilan, nous dit tout sur la Hague, le retraitement, les contrats avec l'étranger, les déchets radioactifs...
Contact : *Microclimat, Radio-Libertaire, 145 rue Amélot, 75011 Paris, tél : 01 48 05 34 08.*

LYON : ECOLE STEINER

L'école Rudolf Steiner de Saint-Genis-Laval, à côté de

Lyon, organise une journée portes ouvertes le samedi 5 avril, de 15 h à 18h30 avec à 15 h une visite commentée des jardins d'enfants, à 15h45, un spectacle de marionnettes, à 16h15, un goûter, à 17 h, une conférence du Dr Durteste, pédiatre sur "la violence, quelles alternatives ?".

Renseignements : *Ecole Rudolf Steiner, 5 chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 50 77 45.*

SEINE-SAINT-DENIS : LA FETE CHEZ THERESE

"La fête chez Thérèse" est un atelier de philosophie qui se tient le deuxième samedi du mois. Il est animé en alternance par un homme ou une femme. Le programme se fait de manière conviviale. La discussion sur un thème se fait entre 18 h et 20 h puis dans un resto.
Renseignement : *Thérèse, 01 48 58 80 53.*

16^e Foire Européenne du Pain, Vin et Fromage éco-biologiques

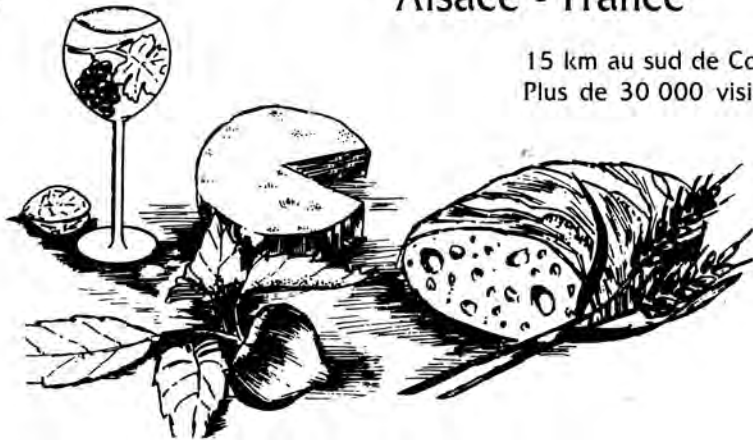
du 8 au 12 mai 1997

Week-end de l'Ascension



ROUFFACH Alsace - France

15 km au sud de Colmar
Plus de 30 000 visiteurs



**300 Exposants : agriculteurs bio,
viticulteurs bio, artisans,
associations...**

**50 Conférences - Musique
Animations enfants**

Tél. 03 89 78 53 15

ENTRE ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET ÉCONOMIE DE DON

La pluralité des motivations à adhérer et échanger dans le SEL "Cocagne" de Toulouse est à considérer comme une richesse. Certes la diversité des horizons socio-professionnels représentés, des âges, des statuts familiaux... y est pour quelque chose dans la variété des attentes de chacun. Et nous devons nous réjouir de voir les échanges augmenter surtout à la

Tant que la confrontation de ces différences ne nuit pas à la qualité des échanges dont la majorité ne se seraient jamais réalisés dans le cadre classique du marché, tant que ces différences alimentent un débat animé lors des rencontres (nos sages élus par l'assemblée générale en savent quelque chose). Tant que "ça marche", pourquoi se poser des questions ?

l'extérieur dans un registre déjà connu en France et à l'étranger et ainsi le codifier. Avec ce qu'a déjà écrit la presse sur nous, nous avons déjà une large palette d'identification. Cet effort de classement sera sans doute aussi la tentation de notre environnement institutionnel qui par nature et par culture craint toute forme d'innovation sociale, même si elle la sollicite abondamment par le discours. Un tel cadrage arriverait à mon sens trop tôt. Car nous avons encore du chemin à faire pour identifier le meilleur de toutes nos démarches, en mutualisant nos intelligences collectives, pour stabiliser une forme sociale nouvelle acceptée et reconnue par tous.

Mon propos d'expérimentateur dans le SEL Cocagne de Toulouse pour alimenter la réflexion collective veut situer **deux pôles** (ou balises) entre lesquels nous avons à naviguer pour trouver notre chemin en marchant. Si nous déplaçons la source de notre regard de chacune de ces deux balises, la réalité du SEL prend un relief différent. Car chacun des deux pôles a sa cohérence et son système de valeurs qui le sous-tend :

- le premier est celui de l'économie de marché,

- le deuxième, celui de l'économie non monétaire de don et de réciprocité qui nous est, nous le verrons, moins familier.

Le pôle de l'économie de marché

La création d'un SEL se fait à une **distance critique** de l'économie de marché qui dans la situation actuelle rend les riches encore

François Plassard, agronome et animateur d'un SEL sur Toulouse, s'interroge ici sur les possibilités de faire évoluer les SEL vers une économie qui retrouve les potentialités du don et de la réciprocité.

suite de bourses d'échanges ou de réunions conviviales où chacun apporte à boire et à manger.

Entre l'échange motivé par la nécessité de survivre parce que l'on n'a plus de revenu et l'échange motivé par le désir de rencontrer et connaître de nouvelles personnes dans un environnement citadin anonyme, il y a toutes les combinaisons possibles.

Entre ceux qui perçoivent le SEL comme un simple outil fonctionnel de mise en relation et d'échanges hors fiscalité, car hors marché, et ceux qui l'investissent comme un réseau (une école ?) de solidarité, il y a tous les degrés intermédiaires et évolutions dans le temps possibles.

Mon sentiment est qu'à ce stade de notre expérimentation, une fois passé le temps de grâce de la naissance, l'effet d'enthousiasme du démarrage largement appuyé par les supports médiatiques (radio, presse, télévision), nous ne pourrions pas nous passer d'un aller et retour dialectique entre action et réflexion. Ceci nécessite des temps de dialogue et mise en commun entre SEL pour "mutualiser" nos intelligences collectives dans le respect des options prises par chaque groupe local considéré comme un laboratoire d'expérimentation original.

Comme toute innovation sociale, le SEL a un caractère hybride, source d'incompréhension pour ceux qui voudraient le "classer" de



plus riches et les pauvres encore plus pauvres... avec la peur des "inclus" de devenir à leur tour des "exclus" des échanges de marché (1). Evoquons pour mémoire les multiples causes qui nourrissent cette dualisation en réaction de laquelle s'est inventé le SEL :

- la mutation technologique avec pour conséquence : le découplage de la croissance et de l'emploi. *"En vingt ans, deux fois plus de richesses ont été produites avec un tiers de travail en moins"* (INSEE) ;

- l'échange économique transformé en "guerre économique" mondialisée. L'expression utilisée par le Centre national des jeunes dirigeants est significative à cet égard : *"l'entreprise pour gagner fait perdre la société"* (2) ;

- le marché aveugle sur le long terme, incapable de répondre aux grands défis écologiques de la planète que nous léguons à nos enfants ;

- la force de travail humaine broyée par le rendement du capital. Comme le dit Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire des conjonctures économiques : comme si les revenus non salariaux (l'intérêt du capital) s'étaient partagés les

salaires des chômeurs et avaient perçu à la place des salariés, les augmentations de salaires auxquels ceux-ci renonçaient au nom de la désinflation compétitive (3) ;

- les flux d'échanges monétaires cinquante fois plus rapides que les échanges de biens et de services. Nous avons procédé à une curieuse inversion de nos représentations vis-à-vis de l'argent. Inventé pour être un outil facilitateur de l'échange, le voilà devenu finalité ("l'argent-roi"). Ainsi l'enrichissement par simple spéculation l'emporte sur celui du travail et de la production.

La naissance des SEL se fait dans ce contexte d'implosion (4) et d'incapacité de l'Etat et du politique à trouver de nouvelles régulations dans le partage des richesses et à enrayer la croissance structurelle du chômage depuis vingt ans par confusion entre crise et mutation. Sans ce contexte d'effondrement d'une cohérence (mode d'organisation, système de valeur, mode de pensée, vision du monde) née avec la philosophie des Lumières, des tentatives nouvelles d'émergences n'auraient jamais vu le jour dans les périphéries de la société. Ainsi des pratiques de développement local (vite récupérées) sont nées

dans des régions rurales marginalisées par la croissance du marché, la création des SEL se situe dans leur prolongement logique en osant réinventer (ressourcer dans ses fondements) l'usage de la monnaie.

Pour mieux le faire comprendre, voici des situations d'échanges que j'ai vécues récemment : si Olivier, berger des Pyrénées, a pu se faire aider pour reconstruire sa bergerie d'alpage par des adhérents de Cocagne, c'est parce que cinq autres adhérents depuis un an à Toulouse lui prennent chaque mois un agneau réglé en unité de compte "cocagne". Et si ces derniers, malgré leur faible revenu ont pu s'offrir de la viande d'agneau, c'est parce que eux aussi rendent des services ponctuels à d'autres membres de l'association. L'un d'entre eux est venu réaliser une aquarelle de mon jardin que j'ai pu m'offrir parce que je prête ma voiture à la journée et donne des cours d'accordéon. Nathalie, immigrée à Toulouse depuis dix-sept ans, grâce à ma voiture est allée à la découverte de la région qu'elle ne connaissait pas, et Guillaume avec la même voiture a pu rendre service à sa mère. Quant à Guillaume, il propose des travaux de jardin, etc.

(1) voir "La société en sable" d'Alain Lipietz, Ed. La Découverte, 1996.

(2) "L'entreprise du XXIe siècle", CJD, Ed. Flammarion.

(3) "Le débat interdit", Ed. Opéra, 1995.

(4) voir "La grande implosion" de P. Thuillier.

Dans cette "chaîne de personne à personne" adhérents de Cocagne, aucun de ces échanges ne se seraient réalisés sans unités de compte cocagne comme autrefois à la campagne dans les chantiers d'entraide entre agriculteurs. Car aucun des partenaires n'avait l'argent nécessaire pour demander (s'offrir) ces services ponctuels et aucune banque n'aurait accepté de faire crédit. Le langage populaire traduit bien la réalité : "on ne prête qu'aux riches" et "il pleut toujours (de l'argent) là où c'est mouillé !".

Sans argent, sans banque, nous avons pourtant produit de la société, des liens nouveaux prometteurs d'autres échanges. Dans les régions marginalisées par la croissance et les flux de marché, les SEL recréent les conditions d'un échange local où l'effort de l'un est valorisé par l'autre, à l'abri de la compétition mondiale où les gains de productivité sont toujours calculés sectoriellement et jamais globalement.

En créant une unité de compte d'échange local non convertible en argent, non thésaurisable (pas d'intérêt), le SEL remet en circulation sur un même territoire de proximité ou "bassin de vie" des biens, des services, des savoirs déclassés (artisanats) exclus des échanges du marché mondialisé. Ces échanges locaux redevenus possibles permettent l'expression de nouvelles qualités (ou complexités). En langage économique, on peut dire qu'ils rendent possible par le protectionnisme que permet la non convertibilité des unités de compte locaux en argent (chaque acteur est captif de l'autre), une relance locale aut centrée de type keynésienne. Des "plus" de biens, de services et de savoirs s'échangent contre d'autres "plus" sans évocation ou transferts à un autre point de la planète. En théorie des jeux, il s'agit bien de "jeux à sommes positives" alors que dans l'économie de marché sans frontières, il y a souvent un gagnant pour beaucoup de perdants.

En intensifiant les échanges en "circuits courts" de personne à personne, de nouvelles richesses se créent et se tissent, de nouvelles qualités (ou complexités) s'inventent qui n'auraient pas pu naître dans le cadre d'un marché ouvert à toute concurrence extérieure. John Keynes, auteur de "La théorie générale sur les échanges et la monnaie" (1926) s'il était encore

vivant n'aurait pas désavoué les SEL. En effet, il avait été publiquement partisan des expériences de monnaies locales ou "monnaies franches" menées par l'ingénieur Sylvio Gesell, en 1916 en Allemagne avec succès et reprises à Wörgl en Autriche en 1945, puis à Nice, à Monaco, à Lignière-en-Berry (5) ... toutes stoppées par l'Etat au nom de la défense de la religion du marché unique sans frontières réduisant toute chose à de l'argent inféodé au dollar, que l'Amérique crée à sa guise pour régler ses dettes et fasciner par son "modèle" la planète.

Dans les SEL, comme dans les LETS anglais, canadiens, australiens, tout se passe comme si chacun ouvrait un crédit sans intérêt à son voisin pour lui permettre sans argent de rentrer dans l'échange. Comme le dit avec humour François Terris, un des pionniers des SEL en Ariège : "nous n'avons plus besoin de la banque, car chacun devient le banquier de l'autre"... avec en prime la transparence dans les échanges !

Souhaitons que n'ayant pas de solution à la grande implosion sociale, l'Etat tolère encore un temps l'expérimentation des SEL pour revivifier les échanges locaux. En effet, ils pourraient s'avérer, au-delà du "cachet d'aspirine" pour la pauvreté (la fuite fiscale évoquée par certains, est dérisoire au regard des liens nouveaux créés), être un outil en germe original de dynamisation d'une société à dominante de services et de temps libre mobilisant l'intelligence collective sur des principes qui nous sont chers en Europe : la démocratie. Nous ne devons pas oublier que le fondement de la démocratie, son existence propre est d'être animée par le dialogue de deux logiques : participative et représentative ou délégative comme tout processus lié à la vie.

"Quelle dialectique créer entre le SEL et l'économie de marché ?" est une première piste de recherche-action féconde à mener au cours des prochaines années car nous aurons toujours besoin d'économie de marché.

Cette recherche-action renvoie à celle de la nouvelle dialectique à imaginer entre les circuits courts d'échange et les circuits longs d'échange sans laquelle tout discours politique sur le développement "soutenable", "durable", respectueux de l'environnement, etc, serait non avenu.

Mais plus encore, je fais le pari que la création des SEL relance, sous un regard différent, le nécessaire débat d'une nouvelle dialectique à instaurer entre le temps de travail économiquement nécessaire qui se réduit (et donc est accaparé par une minorité : ce qui est rare est cher !) et un temps libre de plus en plus important que nous devons transformer en activité de création, d'épanouissement et de connaissance dont la régulation réclame d'autres règles que celles réductrices de l'économie de marché et du profit. Pour l'instant, nous n'avons pas su faire du temps libéré par les robots autre chose qu'un **temps libre subi** en culpabilisant ceux qui s'y retrouvent à plein temps (voir l'obsession de l'insertion et du retour à l'économique). Or, le vrai débat des prochaines années sur la nécessaire réduction du temps de travail (dévié sur la réduction des impôts et le désengagement de l'Etat !) est d'instaurer une nouvelle dialectique entre **un temps de travail mieux réparti et un temps libre devenu choisi**. Ce dernier, riche d'échanges de proximité, d'épanouissement et de créativité, permettra à chacun d'être autre chose qu'un simple travailleur, un auteur de soi-même, un citoyen. C'était l'objet de l'expérimentation que j'ai menée en Rhône-Alpes pendant deux ans avec l'**université du temps choisi**, malheureusement arrêtée sans explication par la direction du travail et dans l'indifférence des médias et du politique.

Nous avons pourtant su montrer avec dix salariés volontaires combien chacun pouvait trouver un intérêt positif à mélanger pendant certains moments de son existence, ces deux modes de vie que sont le travail et le temps choisi. Le "chèque de temps choisi" (3500 F net pour un mi-temps) provenait d'un transfert vers l'activité choisie de l'argent passif du chômage (économie réalisée par la société sur un chômeur trouvant ainsi un vrai emploi à mi-temps) préfigurant ce que pourrait être plus tard le chèque de citoyenneté.

Dans le prolongement de cette expérimentation, je fais ainsi le pari qu'une synergie pourrait être trouvée entre SEL et le "temps choisi" pour inventer un **nouveau temps social** animé par d'autres valeurs que le profit et le rendement du capital. Cela me paraît la seule issue pour inventer une société à dominante de

(5) Ces expériences ont été relatées dans Silence n°194.

services, non "duale" comme les USA, en avance sur l'Europe engagée dans cette voie, comme nous en montre la triste et violente réalité quotidienne. Laquelle réalité est "contre productive" au regard d'une économie de l'être et de l'avoir que certains Européens se risquent à nommer société cognitive. Dans ces nouveaux rapports à inventer entre le temps, le travail et la vie (dont dépend en grande partie l'avenir de nos territoires) se situe tout le débat de la redistribution des richesses créées par les robots (la solvabilité du plus grand nombre) soit le débat émergent depuis quinze ans sur le "revenu de la citoyenneté" qu'aucun parti politique n'a eu encore le courage d'aborder publiquement.

SEL et temps choisis sont encore deux réalités à inventer à l'écart de l'économie de marché pour promouvoir d'autres valeurs qui réintègrent l'humain dans les échanges et qui retrouvent leur place dans les fondements de nos valeurs démocratiques (6).

La dialectique SEL Economie de don et de réciprocité

"Il n'y a plus grande misère que celle de ne plus rien pouvoir donner, car on n'attend plus rien de vous".

La complémentarité dans la différence SEL-Marché est le premier "écart créateur" qui permet notre navigation pour positionner le SEL. Mais il est une autre balise toute aussi importante pour orienter notre expérimentation : c'est l'économie non monétaire de don et de réciprocité.

C'est cette deuxième balise qui va plaider pour le caractère local et de proximité du SEL, pour valoriser le contact humain de personne à personne.

Car si nous ne tenons compte que de la référence au marché citée précédemment, rien ne s'opposerait après nos expérimentations à l'échelle locale de transférer les mêmes principes de fonctionnement à la Région puis à l'Europe (SEL régionaux et SEL européens) déconnectés du dollar dans l'espoir d'une relance de type keynésienne telle que nous l'avons évoquée.

C'est la réflexion sur la cohérence de l'économie non monétaire de don et de réciprocité qui nous éclaire sur les dangers possibles

d'un changement d'échelle, d'une extrapolation trop rapide de réussites locales à l'échelon régional.

Cette deuxième piste sur l'économie de don nous est moins familière et déconcertera sans doute les esprits cartésiens concrets soucieux d'opérationnalité immédiate. Jacques T. Godbout, réactualisant "L'essai sur le don" de Marcel Mauss, en 1936, va jusqu'à parler de "l'idée mystérieuse du don, un vertige qui échappe à la raison".

Est-ce parce qu'au siècle des Lumières, dominé par la déesse Raison, nous avons fondé et associé l'idée de Progrès et de Modernité au développement du marché et de l'Etat, au détriment de cette économie non monétaire qui fonde l'essentiel des sociétés dites traditionnelles ou archaïques ?

Est-ce parce que nous avons relégué ce type d'échanges (qui fait partie de notre mémoire collective) à l'espace de plus en plus étroit de la famille ?

L'idée de "don" nous fait peur car nous l'associons très vite à l'idée de "charité" véhiculée par les religions. La psychanalyse et le sociologue Pierre Bourdieu n'ont cessé de nier l'idée de don en disant "qu'il doit bien y avoir intérêt caché égoïste à vouloir être altruiste"... et que dans un monde dominé par la barbarie et l'égoïsme "le don n'existe pas".

Pourtant, en observant ce qui se passe au sein du SEL Coca-

gne, j'ai du mal à croire que tout ce que nous vivons se résume au troc à plusieurs, à une nouvelle fonctionnalité de l'échange par crédit individuel fait à l'autre telle une autre conception de la monnaie décrite en première partie.

Il y a dans certains échanges plus que cela, quelque chose de l'ordre d'un mouvement vers l'autre, d'un "mouvement de l'âme (?)" qui échappe à la raison. "On le fait parce qu'on le ressent" et non uniquement par calcul crédit-débit. Preuve en est qu'une fois que des personnes ont fait largement connaissance grâce à Cocagne, elles n'éprouvent plus le besoin de signer des bons d'échanges, tout devient cadeau. Le SEL servirait-il d'étape pédagogique à l'apprentissage et à la redécouverte du don ? S'il n'y a plus d'enregistrement de compte, autant de travail en moins pour Dominique qui actualise le compte de chacun !

Si dans l'économie de marché domine l'idée de rendre pour annuler la dette (c'est notre comptabilité débit-credit), dans le don l'idée est différente : "on ne rend pas, on donne à son tour", la nuance est riche de sens.

Tout se passerait alors comme si au lieu d'être une monnaie de crédit, Cocagne se transformerait dans certains cas particuliers en systèmes de dettes mutuelles réciproquement entretenues où chacun a le sentiment de "recevoir plus que de

SEL, MODE D'EMPLOI

Pour aider ceux et celles qui se lancent dans l'animation des Systèmes d'échanges locaux (SEL), un guide a été réalisé à partir des contributions de plusieurs SEL. En 68 pages, les origines des SEL, des fiches pratiques sur le fonctionnement de groupe, la répartition des tâches, les règles de fonctionnement, les cotisations, la comptabilité, les modes d'échanges, la communication, le juridique... De multiples exemples concrets, la liste des 200 premiers SEL et la reprise de quelques articles de Silence.

Le tout peut être commandé contre 50 F au SEL Lyon-Croix-Rousse, BP 1092, 69001 Lyon cédex, tél : 04 78 27 29 82 (jeudi de 18 h à 20 h).



(6) voir "Le temps choisi pour partager le travail" de François Plassard, Ed. du Vide fertile, préface d'Albert Jacquard.

donner". N'est-ce pas dans les couples où chacun des partenaires a le sentiment de recevoir plus qu'il ne donne ("je lui dois tant !") que l'alchimie de la création du lien est la plus forte ? Ainsi le don oblige, fidélise, maintient la mémoire de la relation signifiant que "le lien est plus important que le bien" (en langue canaque, un même mot désigne la dette et la vie). C'est cette "asymétrie" et l'incertitude dans l'échange et l'écart dans le temps du retour possible mais non nécessaire du cadeau de l'autre qui crée la notion de lien. N'est-ce pas l'"écart à l'équilibre" qui produit du sens nous dit le prix Nobel de physique I. Prigogine ? Et le philosophe Michel Serres d'ajouter que "le monde serait né d'un écart à l'équilibre".

Si nous concevons cette forme asymétrique de l'échange de don aisément dans la relation parents-enfants — l'éducation réussie est quand le don sans attente de retour fait à mon enfant l'incite à donner à son tour plus tard pour continuer la chaîne de la vie —, cette forme de l'échange est plus difficile dans un réseau de sociabilité secondaire qu'est un SEL, surtout au-delà de deux cent cinquante personnes (les relations amicales cèdent la place à l'anonymat). Nous avons alors besoin d'unités de compte pour nous rassurer sur la probabilité forte du retour du don dans la nouvelle chaîne de solidarité (de fraternité ?) constituée.

Dans les sociétés traditionnelles où rien n'est produit mais tout est donné par la nature, le monde social comme le cosmos ne peut s'engendrer et s'organiser qu'à partir de dons que se font des personnes, des principes vitaux. L'obligation de donner à son tour, c'est prendre part à cette circulation vitale, car les sociétés archaïques ne vivent pas dans l'obsession de la rareté matérielle. Ce n'est pas leur souci primordial. Ainsi, nous parle après Marcel Mauss, dans "L'esprit du don", Jacques T. Godbout.

Dans le même sens, le "bien commun" au sein d'une communauté ne peut être obtenu que si chacun abdique de la méfiance de l'autre et accepte de renoncer à son intérêt immédiat et personnel, en sachant que les autres feront de même. Ceci n'est possible dans les sociétés traditionnelles que parce que, comme l'a montré Marcel Mauss, intervient l'idée du "hau", l'esprit de la chose donnée. Ce

hau est le souffle : condition de toute fécondité. Le hau intervient dans une chaîne d'échange, si la chaîne est rompue, le hau tue ; il cristallise la haine à cause de l'interruption de la chaîne de générosité, il ensorcelle. C'est la face cachée du don, son négatif, conséquence de l'interruption du don. Est-ce pour cette raison que dans la langue germanique le mot "gift" désigne cette ambivalence du don : à la fois "cadeau" et "poison" ?

Si la vertu du don peut s'inverser en poison, sachons le manier avec précaution. Car comme l'exprime bien son étymologie grec "dosis" tout est dans la dose ! Mais y aurait-il possibilité de création s'il n'y avait pas à un moment donné cette sorte de pari et d'incertitude qu'est le don ? Dans une relation d'échange fondée sur la notion de service et de savoirs partagés, pourrait-il y avoir co-invention si une part de l'échange ne procédait pas de la logique du don et de l'incertitude qui lui est liée ? Curieux retour au cœur même de la modernité des principes du don alors que nous l'avons éliminé au nom de l'optimisation des échanges matériels de biens !

Rien ne nous empêche d'explorer comme l'ont fait de nombreux anthropologues, ce système de cohérence que fût longtemps pour les hommes l'économie du don, bien avant l'arrivée des religions monothéiques. Non pas à réinventer le "Hau" ou "l'esprit du don", mais avec une distance critique pour inventer "l'esprit du SEL".

Pour cela, il nous faut du temps pour découvrir et s'approprier à ce jeu d'obligation et de liberté mêlées qu'est le système d'échange de don que je n'ai fait qu'évoquer brièvement.

Du temps, il y en a de plus en plus libéré par la productivité des robots, seulement il est de plus en plus mal réparti ! Et le renard du petit prince de Saint-Exupéry nous l'avait bien dit : "Les hommes n'ont plus le temps pour s'approprier et créer des liens" et "c'est parce qu'ils manquent de temps qu'ils achètent des choses toutes faites chez le marchand".

Faut-il croire que c'est parce qu'ils ont tant peur de s'approprier qu'ils accumulent tant de choses ? Faut-il croire que c'est parce qu'ils ont peur d'eux-mêmes qu'ils courent derrière le temps ?

C'est aussi en déplaçant la source de son regard sur une autre facette de la réalité des échanges, du "lien aussi important que le bien" que doit s'inventer le SEL. Pour certains, ce sera le moyen de revivifier la valeur fraternité dans le système de valeur ternaire que nous avons attribué à la démocratie : liberté, égalité, fraternité. Si le marché nous a délivrés des rapports de domination du roi, des seigneurs, et du clergé au point que nous lui avons donné l'habit de la liberté, si nous avons inventé l'Etat par souci de plus d'égalité et d'équité, sachons rééquilibrer ces deux précédentes valeurs par celle de la fraternité à laquelle nous apprivoise l'idée de don. Le génie de la démocratie est de nous apprendre qu'aucune de ces valeurs ne peut exister sans la régulation des deux autres, chacune contenant en elle-même sa propre violence destructrice.

Pour d'autres "économistes" ce sera l'occasion d'introduire dans le vieux débat binaire de Karl Marx et des libéraux opposant la valeur d'usage (d'utilité) et la valeur d'échange (le prix), une tierce valeur : la valeur du lien qu'apporte la logique du don.

Un exemple loin de chez nous dans un pays pourtant capitaliste pourrait être médité. Au Japon, aujourd'hui, 270 000 associations autonomes, indépendantes de l'Etat, regroupent chacune de 180 à 400 foyers. Ces "yichikri" qui fournissent à leurs membres toutes sortes de services, aidant les personnes ayant des problèmes d'argent, de logement ou de santé, fournissent des matériaux pour construire sa maison en chantier d'entraide, combattent les projets immobiliers indésirables et font pression pour protéger l'environnement. N'est-ce pas sur ce même terrain de l'initiative, de la proximité, du territoire, de la solidarité, de la conscience des enjeux globaux inscrits dans le local que s'investissent les SEL ? Ce qui est possible au pays de Confucius est-il inconcevable au pays de Descartes ?

François PLASSARD

François Plassard est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment sur la mobilité. On signalera tout particulièrement : "Le temps choisi pour partager le travail" Ed. du Vide fertile, 1996 et "L'autonomie au quotidien", Ed. Chronique Sociale, 1984 dont un résumé a été publié dans les Silences n°61 et 62.



PETITES PHRASES

"La prolifération des professionnels de la santé n'est pas seulement malsaine parce que les médecins produisent des lésions organiques ou des troubles fonctionnels : elle l'est surtout parce qu'ils produisent une dépendance"

Ivan Illich,
"Némésis médicale".

ALLIANCE VEGETARIENNE

Suite à l'article paru dans le numéro de février 1997, nous vous signalons que l'auteur de l'article peut être joint via son association : *Alliance végétarienne, Beauregard, 85240 Saint-Hilaire-des-Loges.*

AMIANTE : ORGANISATION DES VICTIMES

Début février, dix associations locales se sont mises en place pour le suivi des victimes professionnelles de l'amiante : Caper-Auvergne (anciens des usines d'Amisol et de Franconit à St-Eloy-les-Mines), à Saint-Nazaire, Cherbourg et Dunkerque (chantiers navals), à Thiant, Albi, Triel, Paray-le-Monial, Dammarie-les-Lys (usines Eternit et Everit) et Andanette (usines Everitube, Sud'isol ex-Dalamie). Toutes ces associations sont fédérées au sein de l'association nationale de défense des victimes de l'amiante dont l'adresse exacte est :

ANDEVA, 3 rue Sainte Felicité, 75015 Paris, tél : 01 48 28 76 72.

(et non **25** comme indiqué par erreur dans le n°214).

AMIANTE : REFUS DES INTÉRIMAIRES

L'ANDEVA a multiplié les pressions sur le gouverne-

ment afin d'interdire l'emploi de personnes en contrat à durée déterminée sur les chantiers de défilage de l'amiante, ceci afin d'éviter de reproduire ce qui se passe déjà — et encore — sur les chantiers de décontamination nucléaire, à savoir l'absence de suivi médical des personnes après la fin de leur contrat.

Ceci a été concrétisé par un arrêté paru le 4 avril 1996.

Devant la multiplication des entreprises qui se sont créées pour répondre aux appels d'offre actuels, on peut toutefois se demander si le décret va être appliqué ; l'ANDEVA est déjà intervenu pour dénoncer des embauches "pour la durée du chantier" lors du défilage du centre hospitalier de Clermont-Ferrand.

HEPATITE B

• **DES MEDECINS PRENNENT DU RECUL** Les médecins scolaires de l'Académie de Grenoble ont écrit aux parents d'élèves pour les informer des risques éventuels de complications par le vaccin contre l'hépatite B. Rappelant que ce risque est particulièrement élevé pour les enfants ayant dans leur famille des parents victimes de la sclérose en plaque, ils demandent aux parents de les autoriser à vacciner. Une attitude qui les honore.

• **80 CAS RECENSÉS PAR L'IMPATIENT** Alors que les autorités ne reconnaissent que 106 cas de complications liées au vaccin contre l'hépatite B, nos collègues de l'Impatient, qui ne touche pourtant qu'une petite partie de la population, ont déjà recueilli, fin février, le témoignage de 80 personnes... ce qui laisse supposer que le chiffre officiel est très largement sous-estimé.

• **RÉSEAU D'AIDE AUX VICTIMES** Le REVAHB, réseau vaccin hépatite B, s'est constitué pour venir en aide aux victimes du vaccin de l'hépatite B (voir Silence n°215). Son siège est : 9 rue Corentin-Ollier, 93360 Neuilly-Plaisance, tél : 01 43 08 06 83. Des antennes régionales se mettent en place : Ouest : Mme Maréchal, 02 98 87 74 04.; Centre : Robert Janiak, 04 77 51 72 85 ; Est : Mme Jeanpert, 03 87 97 86 85 ; Sud : Mme Colonna, 04 95 70 40 26.

LYON : RESEAU SANTE

Le Réseau-Santé développe ses activités en essayant de lier questions de santé et questions sociales. Il organise des ateliers autour de questions comme la santé des femmes, la sophrologie, vivre sa santé, la spiritualité... mais organise égale-

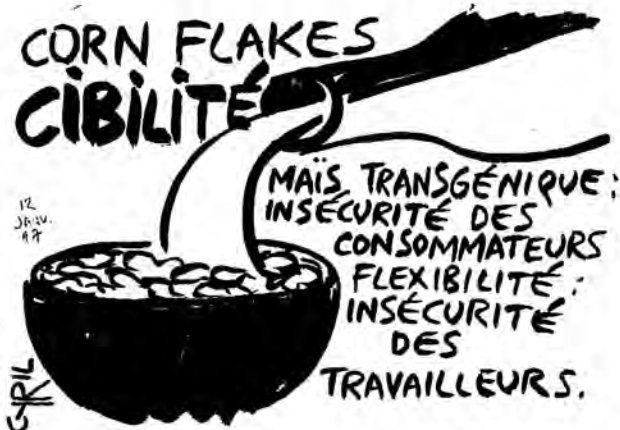
ment des balades, des baïgnades, des soirées contes ou magie, etc. Le point fort reste le Resto Santé les mardi et jeudi à 12 h 15, lieu d'échanges privilégié pour se tenir au courant. Programme complet : Réseau Santé, 15 rue Jean-Baptiste-Say, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 17 16.

ARRIVÉE DU MAIS TRANSGENIQUE

Le 6 février, l'Autriche a interdit l'entrée sur son territoire du maïs transgénique faisant jouer un article de la réglementation européenne qui permet une mesure unilatérale lorsque "la santé ou l'environnement" peuvent être menacés sur son territoire. Le gouvernement autrichien estime que les risques ne sont pas correctement évalués actuellement et qu'il est urgent d'attendre.

Le Luxembourg interdit à son tour l'importation de céréales génétiquement modifiées.

La France a, le 4 février, interdit la culture du maïs transgénique mais pas son importation (hypocrisie !). Casino s'est engagé à ne pas acheter de produits contenant des aliments transgéniques, mais cela pose la difficile question du contrôle.



Afin de faire pression sur les distributeurs alimentaires suisses et demander qu'ils s'engagent à ne pas commercialiser de produits contenant des organismes génétiquement modifiés, les Verts suisses ont décidé d'appeler, début février 1997, au boycott du plus gros distributeur : Nestlé.

Contacts :

• **Les Verts,**
88 rue de Saint-Jean,
1201 Genève,
tél : 022 731 79 64.

• **Arnaud Apoteker,**
Greenpeace,
21 rue Godot de Mauroy,
75009 Paris,
tél : 01 53 43 85 85.



LIVRES

LES BOURREAUX VOLONTAIRES DE HITLER

Les Allemands ordinaires
et l'Holocauste

de Daniel Jonah Goldhagen
Ed. du Seuil
1997 - 570 p. - 160 F.

L'imposant ouvrage du polltologue américain avait suscité des remous outre-Atlantique et déclenché une controverse enflammée en Allemagne, où il se range toujours parmi les best-sellers (175 000 exemplaires vendus depuis août 1996). A elle seule, la somme considérable de notes réunies sur 94 pages atteste le labeur auquel l'auteur s'était astreint durant quinze années. La thèse centrale, à savoir " *qu'un antisémitisme démonologique, dans sa variante violemment raciste, était le modèle culturel des agents de l'Holocauste et de la société allemande en général* ", résulte-t-elle de ses innombrables recherches ou lui servit-elle de postulat initial ferme et non modulable ? Bien que l'impressionnante collecte de documents force le respect, l'on pencherait plutôt pour la théorie de l'a priori idéologique. Il ne s'agirait point alors du moindre grief formulé à l'encontre de cet intellectuel de 37 ans devenu en quelques mois une star médiatique à laquelle maints contradicteurs retourneront le reproche " *d'arrogance* " que lui-même avait énoncé en mentionnant certains travaux de prédécesseurs. Désireux d'entamer " *une révision radicale de ce qui a été écrit à ce jour* ", l'enseignant à l'Université de Harvard passe au crible la gamme intégrale des forfaits qu'endurèrent les Juifs et étudie le contexte social, politique, institutionnel, afin de rendre " *intelligible la volonté des acteurs d'obéir aux ordres* ". Goldhagen re-

lève même que des résistants farouches, tels le pasteur Martin Niemöller, le théologien Karl Barth, dirigeant de l'Eglise confessante, ou l'écrivain Thomas Mann partageaient avec Adolf Hitler et ses paladins, l'aversion des Juifs, catalogués de " *foncièrement mauvais* ".

Si l'ampleur du terrifiant programme d'extermination ne souffre aucune contestation, en revanche, l'on s'étonne du flou dans lequel baigne l'évaluation du nombre " *d'Allemands ordinaires* " intégrés à ce " *vaste système de domination* ", " *Plusieurs millions* ", énonce l'enseignant ; quant aux " *agents de l'Holocauste* ", il se contente d'une fourchette entre 100 000 et 500 000, ce qui n'altère certes pas l'abominable " *originalité* " de ce génocide-là, mais invalide sérieusement la portée d'une argumentation par trop généralisatrice. Pour Michal Bodemann, professeur de sociologie à l'université de Toronto, " *aucune autre étude de ce type n'épale à ce point la pornographie de l'horreur : les descriptions détaillées des plus indescriptibles atrocités... Il s'agit là d'un livre éminemment américain sorti de l'âge du conservatisme* " (*Die Tageszeitung* du 7 août 1996). Quant aux assertions redondantes, elles " *apparaissent, au vu d'analyses plus poussées, comme le contraire de la science, une tautologie* ", affirme Hannes Heer dans le même quotidien en date du 4 septembre 1996. RH.

LA FACE CACHÉE DE GREENPEACE

d'Olivier Vermont
Ed. Albin Michel
1997 - 350 p. - 130 F

Le sous-titre donne le ton : " *infiltration au sein de l'internationale écologiste* ". Dans le ton d'un roman d'espion-

nage, l'auteur essaie de nous faire croire que l'organisation écologiste est un groupe fermé et qu'il est extrêmement difficile d'y collecter des renseignements. D'où son grand mérite - croit-il - d'y être - très partiellement - arrivé.

Autant vous dire qu'à Silence, le livre ne nous a pas appris grand chose si ce n'est des indiscretions déplacées sur la vie des permanents. Nous connaissons bien les défauts de Greenpeace : son fonctionnement en entreprise qui entraîne à la fois efficacité des luttes mais aussi choix d'un nombre limité de thèmes et absence de convivialité avec les donateurs... Pas besoin de faire de l'espionnage pour cela. Les arguments fallacieux ne manquent pas. Ainsi, l'auteur s'étonne de la précision de certaines informations sur les sous-marins nucléaires français. Il déclare que pour obtenir cela il a fallu que Greenpeace possède tout un réseau d'informateurs (p.19) mais lui tout seul (p.21) vérifie que ces infos sont exactes : il fait donc mieux que les 1000 salariés et 9 millions de donateurs de l'organisation ! Bonjour James Bond ! Et comme ce dernier, il tombe les bénévoles comme des mouches. Autre grosse ficelle : comme Greenpeace s'appuie sur des études scientifiques du CNRS (17 000 chercheurs payés par l'Etat), il cite deux chercheurs qui ont dit des conneries pour en conclure que les études de Greenpeace ne sont pas crédibles !

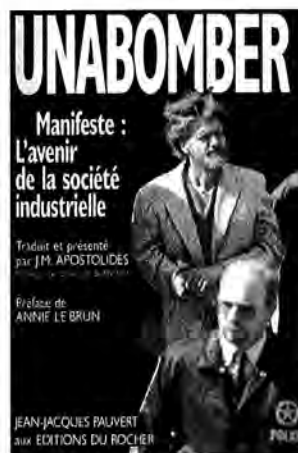
Piètre analyste économique, il conclut que 6 % seulement de l'argent collecté va aux actions, étant bien

entendu que les 60 % consacrés au salaire des permanents ne servent absolument pas à préparer ces actions. A Silence, c'est pire : tout votre argent sert à payer les salariés et l'imprimeur et 0 % va aux actions ! Nous sommes encore plus escrocs que Greenpeace ! Bref, un livre à réserver aux amateurs de photos floues publiées dans la presse à scandale. MB.

MANIFESTE : L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

de Unabomber
Ed. Jean-Jacques Pauvert/Du Rocher
1996 - 216 p. - 89 F

Pendant 18 ans des lettres piégées ont tué trois personnes et en ont mutilé vingt-trois autres. La signature de ces envois : Unabomber. Quand le FBI a enfin pu mettre la main sur l'auteur, celui-ci venait de faire publier sous la menace ce



manifeste dans deux quotidiens américains (à 850 000 exemplaires). L'auteur, au départ un brillant mathématicien, se présente comme anarchiste. Lors de son arrestation, Théodore Kaczynski, 53 ans, vivait dans une cabane auto-construite et cultivait un potager, se chauffait au bois, vivait de la manière la plus simple qui soit. Son manifeste s'attaque à la gauche comme faisant partie du système actuel, analyse ce qu'est le désir de pouvoir et d'autonomie, distingue les activités nécessaires à la vie et les activités " *compensatoires* ", classant dans ces dernières la recherche scientifique et technologique : la soif de

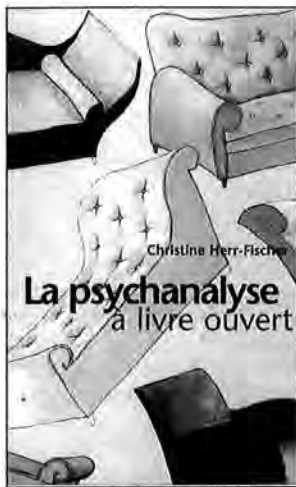


connaissances résulte de la recherche sans cesse renouvelée de lutter contre l'ennui ou d'acquiescer du pouvoir ; le "bien de l'humanité" n'est alors qu'un prétexte. Il essaie de montrer ensuite que des réformes ne peuvent pas changer la société, seule une rupture profonde, une révolution (pas forcément armée dit-il) peut permettre de changer en profondeur la société. L'analyse est assez convaincante au départ, mais les appels à la violence contre la société (sans en distinguer les acteurs humains) ne peuvent nous satisfaire. Le prétexte à cette violence : plus la société actuelle s'effondra tard et plus la chute sera brutale, alors autant la faire chuter le plus vite possible. Au-delà de la violence, de quoi s'interroger. MB.

LA PSYCHANALYSE A LIVRE OUVERT

de Christine Herr-Fischer
Ed. Syros
1996 - 116 p. - 75 F

L'auteure, philosophe et psychanalyste décrit en termes simples ce qu'est la psychanalyse ("apprendre



à se connaître soi-même"), le rôle du psychanalyste (aider à cela), les différences entre les psy-quelque chose, comment se passe une séance, la redécouverte du rôle de la sexualité (tout vient de notre recherche du plaisir), les difficultés, comment on sait qu'une analyse est finie et le débat entre les écoles. C'est facile à lire, c'est clair. Raconté ainsi, cela ressemble à de nombreuses méthodes de médecines douces pour apprendre à mieux se connaître et à mieux se diriger dans la vie. MB.

LE MIROIR HUMANITAIRE

d'U. Chifolo
Ed. L'Harmattan
1996 - 200 p. - 120 F

Tout ce qu'on sait de l'auteur, c'est qu'il a passé neuf mois en Somalie dans le cadre d'une mission humanitaire. A partir de là, ce livre maqueté par l'auteur est une suite de bribes de raisonnement sur l'équivoque humanitaire, mélangeant témoignages, images, récits, réflexions, citations, etc. Par-ci, par-là, quelques pages font le tour un peu plus complet d'une question. Essai surréaliste ? Poésie ? Fantasma ? Quelque peu ésotérique. MB.

LA BRETAGNE OU L'ENVIRONNEMENT EGARÉ

Essai sur l'organisation de l'espace en France à partir du cas breton de Jacques Lescoat
Ed. Nature et Bretagne,
29540 Spézet
1996 - 164 p. -

L'auteur fait une dénonciation du manque de planification de l'urbanisme, aussi



bien sur le littoral breton qu'à l'intérieur des terres. Conséquences, le mitage des résidences individuelles dans les campagnes blesse de plus en plus les paysages. Si l'argumentation en faveur d'une plus grande protection du littoral ne peut que nous séduire, on peut être plus circonspect quand le seul argument de décision semble être la valeur d'un paysage. Quand l'auteur argumente (p.97) en disant que finalement on a "une relative maîtrise de l'espace le long des autoroutes", c'est passer un peu vite sur les conséquences d'une telle autoroute. On critiquera aussi un certain manque de courage, l'auteur décrivant des lieux sans les nommer. Cette retenue nuit à l'ouvrage, tout comme le manque d'ouverture à d'autres questions que le paysage, critère subjectif. MB.

LA BELGIQUE NUCLEAIRE

de Guy van den Noortgate
Ed. Luc Pire (Bruxelles)
1996 - 190 p. -

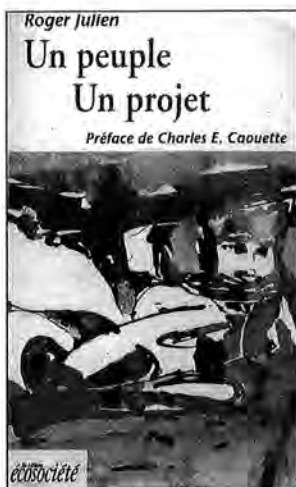
L'auteur, journaliste "indépendant" (on verra l'utilité des guillemets plus loin), trace ici une histoire du nucléaire en Belgique. L'histoire "militaire" est fort intéressante : on y apprend les accords secrets entre Belgique et USA pour le contrôle de l'uranium du Congo belge (aujourd'hui Zaïre). Par contre, lorsque l'on aborde la question du développement de l'énergie nucléaire et du débat qui oppose partisans et opposants de l'atome, le ton devient nettement moins "indépendant". La technique employée par l'auteur est presque toujours la même : lorsqu'il cite une

Le livre du mois

UN PEUPLE, UN PROJET

De Roger Julien
Ed. Ecosociété (Québec)
1996 - 170 p. - 65 F

A l'occasion du récent référendum pour la souveraineté du Québec, le gouvernement québécois a organisé de nombreuses consultations dans les milieux syndicaux, associatifs... Il ressort de la lecture de ces "livres blancs" qu'il n'y a pas d'un côté les partisans du maintien dans le Canada et de l'autre ceux qui sont pour la souveraineté, mais qu'il y a une troisième composante oubliée des politiques — et des observateurs internationaux — : le peuple québécois qui dans sa grande majorité demande à quoi sert ce débat aux relents nationalistes si le futur Québec libre doit continuer la même politique au

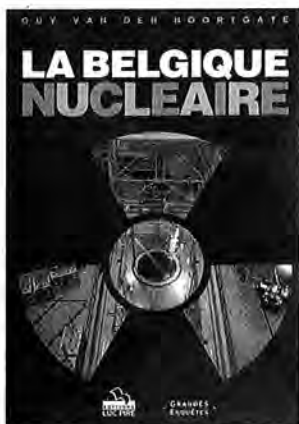


sein de la mondialisation économique. L'auteur a donc ici trié les multiples remarques apparues lors de ces consultations mais

aussi dans les tribunes libres de la presse et montre comment la démocratie représentative d'aujourd'hui conduit à une ignorance totale par les élus des envies de la population. Cette dernière s'intéresse en grand nombre à la paix, à ce que cesse la production d'armement, à la réduction des inégalités sociales. L'auteur, libertaire, rappelle alors ce que peut être un fonctionnement de société démocratique sans délégation, comment peut fonctionner une fédération et appelle, dans un style dynamique, à la réflexion sur un projet de société, avant de discuter d'une quelconque indépendance.

Si le premier quart de l'ouvrage est très québécois, la suite de la réflexion apportée de nombreuses réflexions transposables chez nous : il suffit de remplacer Québec par France et Canada par Europe.

MB.



source officielle, celle-ci est dûment référencée, même fort loin à l'étranger. Par

contre lorsqu'il s'agit d'opinion opposée, il n'y a plus de références (à l'exception d'un unique document de Greenpeace !). Cela discrédite évidemment la parole antinucléaire et ceci de manière très discrète. Ceci permet ainsi à l'auteur d'arriver à la conclusion que "quelles que soient les voies envisagées dans l'avenir pour produire de l'électricité, celui-ci sera nucléaire" (p.97). Les arguments spécieux ne manquent pas, le summum étant cette affirmation : "(l'un des défaut de l'énergie solaire est qu'elle est inégalement répartie dans

l'espace" (p.102). Il est vrai que l'énergie nucléaire concentrée sur deux sites en Belgique est beaucoup mieux répartie dans l'espace ! Pas mieux pour le vent : "on ne peut obliger les gens à vivre sans eau chaude parce qu'il n'y a pas de vent" (p.102). Y a-t-il plus de chance de voir un réacteur nucléaire tomber en panne que 500 éoliennes en même temps ? Soyons un peu sérieux ! Autre mensonge : l'affirmation que c'est Tchernobyl qui a bloqué les programmes nucléaires dans le monde alors que Three Mile Island (TMI) n'aurait eu aucune conséquence

(p.115) : TMI a stoppé net le programme des USA qui était alors le plus important au monde. Mais il vaut mieux faire peur avec Tchernobyl qu'avec TMI qui est le même modèle de centrale que la plupart des centrales de l'Europe de l'Ouest. L'auteur ose affirmer que l'irradiation des aliments est inoffensive. De même pour les faibles doses. Le livre se termine par une ouverture en direction d'Ecolo et d'Agalev (les partis écologistes belges), mais uniquement sur la question des déchets. L'ensemble reste bien une œuvre pro-nucléaire. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

ÉCOLO, LES VERTS EN POLITIQUE

de Pascal Delwitt
et Jean-Michel De Waele
Ed. De Boeck Université
(Bruxelles)
1996 - 292 p. -

"Ecolo" est le nom des Verts en Belgique francophone. Les auteurs, universitaires ont essayé de tirer un premier bilan de l'existence de ce parti né en 1980. On retrouve les mêmes débats que chez les Verts : comment lier travail sur le terrain et représentation institutionnelle (élus) ? quels liens avec la "gauche" ? Les Belges ont un problème spécifique : la question de la langue et donc des rapports avec Agalev, le parti écolo flamand. Autre différence avec la France, les écolos belges ont eu tout de suite des députés et des sénateurs... d'où des tractations plus intenses avec les autres partis. La première moitié de l'ouvrage traite surtout des résultats électoraux, des structures, des conflits. La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse au profil sociologique des adhérents à partir d'une large enquête. On regrettera seulement que le chapitre 6 qui se glisse en milieu d'ouvrage ne soit pas plus creusé : il est consacré aux évolutions des idées au sein d'Ecolo.

ETHNO-PSYCHIATRIE DES INDIENS MOHAVES

de Georges Devereux
Ed. Synthélabo/
Empêcheurs de penser en rond
1996 - 920 p. - 220 FF

Réédition d'un livre paru pour la première fois en 1961. L'étude commencée en 1938 fait le parallèle entre la psychopathologie occidentale et celle pratiquée par les Indiens Mohaves (aux États-Unis). Ces Indiens ont été choisis à l'époque pour leur culture du rêve qui permet de nombreux points de conver-

gence avec la psychanalyse. A réserver aux spécialistes.

MAGIE, MEURTRE ET MÉDECINE

Des plantes et de leurs usages

de John Mann
Ed. Georg
1996 - 256 p. - 139 F

Ce livre scientifique présente les poisons des plantes (meurtre), les propriétés hallucinogènes d'autres, les possibilités de faire de l'alcool (magie) et une histoire des plantes dans la médecine. C'est extrêmement sérieux, écrit par un chimiste, égayé par des anecdotes, surtout tourné vers les propriétés étranges des plantes (abortives par exemple). Rien à voir avec un traité de botanique même si le message sous-jacent est qu'il ne faut pas détruire les espèces de plantes qui peuvent renfermer bien des substances utiles et encore souvent inconnues.

L'ÉDUCATION À LA PAIX

de Maria Montessori
Ed. Desclée de Brouwer
1996 - 160 p. - 120 F

Réédition d'un livre paru pour la première fois en 1949 et écrit dans les années 30, en Italie, en pleine montée des fascistes. Maria Montessori critique la "paix forcée" née de la guerre, avec ce que cela suppose de soumission, de simplification, et prône ici d'ouvrir la recherche sur ce qu'est une éducation à la paix, seul moyen d'éviter l'esprit de compétition. Art, science, culture, la paix est faite de la construction à l'échelle de chacun d'une vision différente de la vie. Le message de Maria Montessori, 60 ans après, reste d'une exceptionnelle actualité.

L'UTOPIE DE LA NATURE

de Sergio Dalla Bernardina
Ed. Imago
1996 - 300 p. - 140 F

Et si les chasseurs, les écologistes et les touristes s'appuyaient

sur un même imaginaire : celui d'être une élite au sein de la nature, avide de la consommer, soit en chassant, soit en la photographiant...

L'auteur, ethnologue, avance cette idée comme quoi les quête de sensations de ces trois catégories sociales ne seraient pas si différentes qu'on peut le penser.

Malheureusement, si le chasseur est analysé sous toutes ses coutures, on cherche en vain l'écologiste qui n'apparaît ici que comme un chasseur d'images.

Mauvaise connaissance du milieu écologiste ou mauvaise foi ?

DU DROIT D'ÊTRE ÉTRANGER

de Stéphane Chauvier
Ed. L'Harmattan
1996 - 220 p. - 130 F

Tenez vous bien, le sous-titre est "essai sur le concept kantien d'un droit cosmopolitique". L'auteur, philosophe, mène de manière dialectique un débat entre les droits des personnes à se déplacer et les droits des nations à vouloir préserver les droits fondamentaux de leurs membres. Une citoyenneté mondiale est-elle compatible avec la division du Monde en États indépendants ? Un texte ardu qui pose de multiples bonnes questions mais qui malheureusement ne cherche pas vraiment à dépasser cette question de l'existence des États.

LA DEFONCE MÉDICAMENTEUSE

de Jean-Luc Mexence
Ed. du rocher
1996 - 290 p. - 119 F

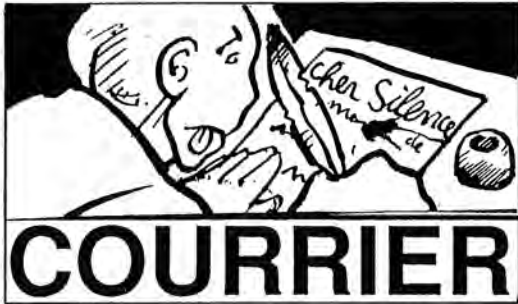
Lutter contre la drogue ? Pourquoi pas, mais alors attaquons-nous aux plus courantes : les antidouleurs et les antidépresseurs, des drogues qui entraînent une dépendance. Mais voilà, les 150 millions de boîtes

de tranquillisants représentent 20 % du chiffre d'affaires des laboratoires. Alors pas touche ! Le lobby pharmaceutique veille. Que l'on se drogoue ainsi ou au cannabis, à l'ecstasy ou à n'importe quoi, traduit toujours une recherche du bonheur dans un monde artificiel. L'auteur, psychanalyste, dirigeant une association d'aide aux toxicomanes, nous invite à chercher à se passer de ces multiples drogues, et cela commence par l'information, la compréhension des mécanismes qui mènent à la dérive. Il dénonce longuement les partisans de la dépendance du haschich en insistant sur l'inutilité de fumer un joint. Il souligne d'ailleurs que c'est un phénomène essentiellement masculin : 93 % des personnes interpellées sont actuellement du sexe emasculin. Le rite du joint est principalement un phénomène de rupture adolescente. A lire.

LE MOUVEMENT FREINET Des origines

aux années quatre-vingt
de Luc Brullard et Gérard Schlemminger
Ed. L'Harmattan
1996 - 294 p. - 150 F

Dans les années 30, Célestin Freinet est militant communiste. C'est donc dans le giron du PCF que se font les débats infatigables sur de nouvelles possibilités pédagogiques s'appuyant sur des techniques nouvelles (l'imprimerie) ou sur d'autres nouvelles à l'école (l'exercice de la démocratie). Après la guerre, Freinet prend du recul par rapport au communisme et un vaste débat provoque de multiples scissions dans le mouvement. Aujourd'hui, l'idéologie s'est estompée pour laisser place à une méthode pédagogique que l'on retrouve dans toutes sortes d'établissements scolaires. Le livre fait la part belle aux polémiques et consacre finalement assez peu de place à la pédagogie.



OUVERTURE, FERMETURE, LE TANGO DIABOLIQUE

D'un côté, le grand cirque est ouvert à tous les vents. La mondialisation des échanges s'amplifie, les délocalisations imposent, par le biais d'un néolibéralisme arrogant, des cadences infernales et des misères sans cesse plus profondes aux quatre coins du globe. Et de l'autre côté, on verrouille, on s'invente des peurs et aussitôt après des lois pour entraver la circulation des personnes, on montre du doigt l'étranger, victime commode de la rage des autres démunis.

Car c'est bien là toute l'ambiguïté de la politique de dérégulation encouragée par les tenants d'une expansion basée sur le seul profit du plus petit nombre. S'ils supportent très bien et sans états d'âme de déplacer leurs lieux de production là où leurs taux d'intérêts les appellent, il est hors de question pour les mêmes de voir "ces gens de là-bas" sur leur trottoir ici.

Alors bien sûr, on surfe sur le Web, on ordonne à distance, on communique en ligne, on licencie une main d'œuvre jugée trop coûteuse et pas assez docile, on distribue des dividendes confortables à ceux qui, sans trop s'interroger sur leur choix et sur leurs conséquences, se contentent de déplacer du capital opportunément anonyme là où le pourcentage assuré est le plus confortable. Ce sont d'ailleurs les mêmes qui se retrouvent sur nos écrans à pérorer sur la reprise tellement imminente, sur les dramatiques mais si nécessaires restructurations ou sur l'impérieuse nécessité qu'il y a à ce que nous, les sans grades et sans budget, nous nous serions la ceinture. Et puis surtout, ils nous disent qu'il faut nous barricader, ils savent même désigner à notre opprobre le responsable qui frappe à la porte de notre royaume étincelant et factice, ils nous le montrent, cet autre, qui fait si peur et dont il vaudrait mieux ne rien savoir.

Les premiers résultats de cette liberté conditionnelle des échanges à distance et dépersonnalisés associés à la diminution de la liberté de déplacement des personnes sont assez dramatiques pour tenter de choisir autre chose, autrement. L'essor des théories de l'exclusion, terreau facile de la peur sur lequel elles prennent racines, et le repli sur soi que la difficulté de vivre provoque sont autant de raisons qui doivent nous pousser à aspirer à une autre approche de l'ensemble des problèmes de la communauté humaine. Un effort essentiel devrait être celui de la **prise en compte des personnes** avant leur seule valeur productive financièrement quantifiable.

Pratiquement au même niveau, il y a la **prise en compte de l'environnement** et de la limite de ses ressources énergétiques et de l'absorption ou de réactions à nos pollutions. Ces deux objectifs qui devraient devenir les seuls critères de choix pour notre futur, si tant est qu'on nous laisse l'espoir de nous en souhaiter un, se retrouvent unis dans la **diversité culturelle** prise au sens le plus large possible du terme.

C'est peut être la chance ultime car enfin, le monde est quand même plus excitant depuis que les cultures de tous les horizons se sont rencontrées, se sont enrichies, à chaque fois que cela était possible en faisant abstraction de la compétitivité ou de l'inscription de tel ou tel sur une échelle de performance. Cette diversité culturelle, c'est celle de tous, celle qui fait découvrir, apprendre et connaître l'Homme, soi-même ou l'autre (ce qui revient au même !). Le découvrir, le respecter et enfin le comprendre, car, comme disait, il y a déjà fort longtemps, Virgile : "On se lasse de tout, sauf de comprendre".

Alain MARQUET
Genève.

MORT AUX VACHES ?

J'ai retiré de mes expériences autoises — bonnes et moins bonnes — la matière de mes deux premiers livres "Plaire aux vaches" et "Un goût d'air libre". Un nouvel épisode m'incite à vous écrire.

Notre président m'a ôté les mots de la bouche avec son allocution sur la justice et le parquet de Carcassonne a promptement confirmé ses dires par son verdict dans mes démêlés avec la mutualité sociale agricole, MSA (ndlr : il s'agit d'une caisse de sécurité sociale pour les agriculteurs). Il y a toutefois un point où je ne suis pas d'accord — mais on ne peut pas être d'accord sur tout, même avec son président — c'est au sujet de la qualité des magistrats. Car le seraient-ils à la hauteur, ces magistrats, capables d'inclure la clause humaine dans le fatras des textes, rien qu'une petite réforme suffirait au système judiciaire. Je me ferais mieux comprendre par un exemple. J'ai porté plainte trois fois. D'abord contre un notaire indélicat. Ensuite contre le propriétaire dont j'étais devenu le fermier, un Nigérian d'origine britannique ou l'inverse, qui a tout fait pour que je parte, me privant d'eau, d'électricité, intimidant mes invités, etc... Enfin contre X pour la disparition de mes biens et effets. Trois fois mes plaintes ont été rejetées. J'aurais peine à le croire si cela ne m'était arrivé personnellement. Contraint et dégoûté, j'ai dû placer mes vaches chez des amis. Cependant, bien que ne pouvant plus exercer, la MSA a continué à me réclamer des comptes. Cette fois, ces messieurs du parquet ont pris parti pour elle.

La collusion du ministère public et d'organismes tels que la MSA m'inquiète. L'arbitraire des plaintes classées sans suite aussi, surtout si les conflits dégénèrent. Mais je trouve l'absence de recours contre les abus de ces gros organismes tracassant. Chacun connaît le cas de leur dysfonctionnement voire de pratiques abusives ; à croire qu'il faille ruser contre la crise au détriment du client ou que des aigrefins les dirigent.

Il s'agit en fait de structures d'un autre âge. Elles ont vu le jour en période de croissance et elles parviennent miraculeusement à se maintenir en bonne santé, du moins en ce qui concerne l'infrastructure et le salaire des cadres, dans un environnement qui s'effrite. Leurs frais de fonctionnement absorbent le tiers de leur budget et elles entendent continuer de profiter d'une situation qui se dégrade quand elles n'y contribuent pas elles-mêmes. Elles sont devenues leur propre finalité. Personne ne s'étonnera donc qu'elles bloquent l'émergence de nouvelles formules, ni que les caciques tiennent autant à leur postes. La mutualité sociale agricole est un modèle du genre. Comme son représentant à la séance du tribunal où j'assistais, le fit remarquer : "on ne peut pas prendre en compte la situation financière d'une personne, pour justifier ses retards de cotisation puisque toutes les entreprises agricoles sont actuellement déficitaires". Voilà qui a le mérite d'être explicite !

Il est temps de dénoncer cet état de fait et je n'en parle pas tant à cause de mes déboires que pour ce qu'ils ont de révélateur.
Michel OTS
Loire.

VIVRE SANS INTERNET

Selon plusieurs courriers de lecteurs allant dans le même sens, Internet serait le téléphone de demain. Admettons que les prix chutent, que la technologie se simplifie et se généralise partout (seulement 87 % des foyers français ont le téléphone, et combien dans le Sahel ?). Reste alors une question : pour discuter avec vos amis, vous préférez le faire par téléphone ou l'un à côté de l'autre (sur un divan, sur la plage, sous un arbre, autour d'un repas, en randonnée...)? Même si le téléphone est un outil qui nous sert de nombreuses heures par mois à Silence, on ne va pas vous en chanter les louanges... Pour ce rendre bien compte du changement de niveau de communication, on pourrait comparer les petits mots que vous glissez gentiment chaque fois que vous nous écrivez avec

les dialogues enflammés que nous avons chaque fois que nous nous rencontrons. Il est clair que les deux ne sont pas comparables.

De même, ceux qui viennent nous voir sont toujours surpris de la "légèreté" de notre structure et découvrent que finalement les gens qui écrivent cette revue ont les mêmes problèmes et les mêmes contradictions qu'eux. En dénonçant Internet, nous ne nous faisons aucune illusion sur sa diffusion future ; comme tout ce qui est pratique et assez facile d'usage, cela va se développer.

Mais comme les Journées n'ont que 24 heures, quels que soient les "progrès" technologiques, nous préférons faire la promotion de la convivialité qui suppose la proximité, plutôt que celle de la mondialisation.
Michel BERNARD
Rhône.

IMAGINAIRE JUIF

A propos de l'article de Maurice Jacoby sur les relations Palestine-Israël, et même si je trouve intéressante son interprétation de la situation en termes de colonisation, je voulais apporter quelques précisions car je le trouve un peu manichéen. La vision d'une "gentille" population arabe de confessions variées colonisée par une poignée de "méchants" Européens apporte un éclairage extrêmement pertinent à mes yeux, mais ne peut à elle seule expliquer la situation d'Israël.

Je me suis toujours considérée comme une "juive laïque" c'est-à-dire me reconnaissant dans une histoire et une culture (et je revendique cette judéité face aux intégristes qui voudraient m'en priver) sans pour autant partager la moindre conviction religieuse. Cette expression de "juive laïque" me semble à elle seule résumer toutes les contradictions du judaïsme, et une part de celles de l'Etat d'Israël. Les Juifs se sont toujours revendiqués comme un peuple, se désignant même avec un orgueil souvent excessif comme le "Peuple élu", et ce n'est pas là une invention du sionisme. Mon arrière-grand-mère, juive algérienne, parlait certes l'arabe et faisait un couscous aussi bon que celui de sa voisine musulmane, mais jamais, au grand jamais, elle n'aurait laissé ses enfants épouser un(e) musulman(e). Les deux communautés cohabitaient sans se mélanger : la meilleure preuve en

est qu'elles étaient bien distinctes lorsque les colonisateurs français sont arrivés, même si les échanges divers les amenaient à adopter un mode de vie finalement assez proche. Les colonisateurs français ont d'ailleurs parfaitement compris tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de cette différence lorsqu'ils ont accordé, par le décret Crémieux, en 1870, la nationalité française aux seuls Juif(ve)s d'Afrique du Nord, en excluant les Musulman(e)s. Et dans cette volonté de rester un peuple à part, le mythe d'Israël tient une place prépondérante. Je devais avoir dix ou douze ans lorsque j'ai entendu pour la première fois la prière de Pâques (qui est la deuxième plus grande fête juive) : "L'an prochain à Jérusalem" y résonne comme un leitmotiv qui m'a particulièrement frappée. C'est donc un vœu rituel prononcé tous les ans depuis plusieurs siècles par tou(te)s les Juif(ve)s croyant(e)s du monde.

S'il est probablement certain que les puissances occidentales ont usé de la notion de peuple juif dont Israël serait la Terre pour servir leurs propres intérêts, on ne peut donc pas en conclure pour autant que cette notion n'a aucune signification réelle et qu'elle a été inventée de toutes pièces : il faut en chercher le sens sinon dans la réalité, au moins dans l'imaginaire transmis de génération en génération depuis 2000 ans. Françoise HATCHUEL Val-de-Marne.

PALESTINE : ETOUFFEMENT !

Enfin dans votre numéro 212-213 de janvier 97 un tableau réaliste de la situation en Palestine. Mais un lecteur ne peut comprendre cette réalité qu'avec une carte sous les yeux. Maurice Jacoby n'a pas assez remonter l'histoire (depuis 1880) pour montrer que le schéma "sioniste" et le schéma "aryen" se ressemblent dans le passé, et dans le présent, ce qui explique leur "collaboration" passé et présente. Vous n'avez pas dit que des lois, pas mal de lois, se basent sur la notion de "race" (de sang, de religion...). Falashas et "Allemands" de Roumanie sont achetés sur un vrai marché d'esclaves et tout cela est bien calculé, rentabilisé sur le marché des capitaux. Les "accords d'Oslo" dont on se garde bien de publier l'extenso, organisent des centaines de villes et

de villages-prisons dont les gardiens intérieurs sont les sbires d'Arafat et les gardiens extérieurs l'armée "américaine" ou presque : plus de voyage possible en Egypte, en Jordanie, en Syrie, au Liban, pas d'accès par la mer ou par les airs. Il ne faut ni sortir, ni entrer, ni acheter, ni vendre, ni importer, ni exporter. Il ne s'agit pas d'"autonomie" mais de Bantoustans, de ghettos arabes surveillés par des arabes sans terre et sans eau. Alors quand les tours opérateurs vous invitent à visiter la "terre sainte", c'est pire que le "tourisme sexuel", c'est le "tourisme raciste". Je ne partage pas le paragraphe d'espoir de Maurice Jacoby. Cessons de parler de processus de paix, parlons plutôt d'étouffement. Etienne LARROQUE Gironde.

RETOUR AUX RACES ?

La notion d'"Arabe de confession juive" me paraît passablement raciste : les Juifs d'Algérie ne sont pas "arabes" mais berbères et cette distinction est sans doute sujette à caution. Réfléchir en terme d'ethnie après l'histoire de la Bosnie (et d'ailleurs) me paraît d'un rétrograde assez effrayant. Quant à la différence entre Freud et un Juif d'Alger, elle est bien mince ! (...) Je suis assez effrayé par les amalgames qui sont faits là. Encore un peu et l'on croirait à l'imminence de la "nation arabe" avec 350 millions d'hommes qui auraient pour raison fondamentale de son union — juifs compris,

chrétiens accessoirement pour faire bonne mesure — la **race** !! On avait appris à ne plus raisonner sur la base du bouc émissaire jusqu'aux années 70, en y substituant la dialectique des conflits de classe. Ce n'est pas parce que ceux-ci sont historiquement transformés (dialectiquement ?) qu'il faut revenir aux conneries précédentes dont Marx lui-même était parti ("La question juive"). Nous voilà avec de nouveaux monstres : c'est la faute aux Ashkénases sionistes. Oh ! oh ! Charles SFAR Loire

INCINERATEURS ET DECHETS

Je suis allée voir une conférence sur les déchets organisée par des étudiants. La conférence en elle-même était très intéressante, bien que trop contre. Comme l'un des conférenciers parlait des incinérateurs, un chimiste a dénoncé les incinérateurs et a parlé de la thermolyse. Ce serait un moyen de réduire les déchets moins polluant que les incinérateurs. Cependant il reste des déchets ultimes et il faut utiliser du charbon pour le faire fonctionner. Je me demandais pourquoi il n'y avait pas plus d'articles sur "les déchets et leur élimination" et en particulier sur la thermolyse. Greenpeace l'a-t-il étudié comme moindre mal que les incinérateurs ? Y a-t-il des choses à faire pour réduire les déchets à la source ? Christelle LE STRAT Ardèche

Silence : *alors que les déchets radioactifs sont indestructibles (il s'agit d'un phénomène physique), les déchets ménagers et industriels sont destructibles (il s'agit d'un phénomène chimique)... mais à quel prix ? La thermolyse permet de neutraliser les produits dangereux en cassant les molécules. EDF a mis au point des torches à plasma, mais le coût de fonctionnement est très élevé. Si l'obligation était faite de brûler les molécules chimiques par thermolyse, nul doute qu'il serait beaucoup moins coûteux alors d'éviter de produire la plupart des déchets. Et c'est possible : Greenpeace diffuse une brochure "sans laisser de trace" qui donne déjà le moyen d'éviter les sources de déchets dans sa vie quotidienne.*

LE PIED !

Suis z'allé voir mon psychologue et lui ai raconté : Une fois par mois, je prends mon pied en "Silence". C'est comme un rituel et j'opère toujours de la même façon avec délectation : d'abord je m'installe à l'horizontale et je l'aborde, le "Silence", par derrière — je veux dire par la fin — et j'épouille systématiquement toutes les brèves qui constituent alors mon hors-d'œuvre et apéritif. Ensuite, je prends à bras-le-corps, mais encore par derrière, les mets de résistance dont je me gave goulûment. Mais pour éviter l'indigestion, c'est en quelques séances gloutonnes que je gobe les divers dossiers proposés. Après quoi, j'éructe quelque peu pour évacuer les nouvelles les plus dégueulasses véhiculées par ce vilain canard et je laisse le far niente me digérer. Et soudainement, de mon hamac-tremplin, je rebondis dans la vie, rasséréné et moins idiotement informé, pour harceler, tel un moustique lucide, les tyrannosaures Ducon qui désertifient la matière et l'esprit.

Ce à quoi mon psy-confesseur répondit : Z'avez tout l'air d'un feignant lubrique à tendance utopiste. Ce n'est pas si pathologique et puisque vous semblez vraiment y prendre votre pied, ne laissez pas trop le Sur-mal de la pensée unique étouffer votre instinct de plaisir socio-naturel. Par contre, évitez de vous enfoncer dans le ghetto irréaliste de l'illusoire Alternative, pour garder l'esprit ouvert et tolérant, je vous conseilerais fortement de vous abonner à n'importe quel journal quotidien et d'ingurgiter avec assiduité les pages financières et sportives, et aussi toutes les pubs. Ces insignifiantes nocivités vous recadreront dans le réel, dont vous avez bien besoin. Car ceci dit entre nous, vous savez... les alternatives, c'est un peu des paradis artificiels qui parfois deviennent infernaux... Mais je n'écouterai plus : mon regard se perdait quelque part derrière lui, dans l'infini. Et je préférerais garder "Silence". André LARIVIERE Québec, Haute-Loire, Allemagne

SEL : ÇA FAIT MAHL

Suite au courrier paru dans le n°206-207 de Silence, nous nous rendons compte que Marcel Mahl ne rate pas une occasion pour escroquer les personnes qui s'adressent à lui. Et il ne nous a pas épargnés ! Nous lui avons confié un livre à imprimer sous contrat. Nous l'avons payé et il a mis plus de 2 ans à nous en livrer une partie : les livres étaient mal collés et perdaient leurs pages. Nous lui avons demandé de les refaire. Il a accepté en nous proposant de les dédoubler et de nous faire payer que les nouvelles couvertures. Puis il nous a sollicité pour un prêt qui lui permettrait d'acheter une grosse offset. L'un d'entre nous lui a prêté 27000 F qu'il devait rembourser sur deux

ans. Depuis, il nous doit 400 livres payés depuis deux ans et le prêt personnel n'est toujours pas remboursé. Nous invitons donc toute personne ayant eu maille avec lui à se joindre à nous pour une action en justice. Douceur et Harmonie El-Faïtq, 66230 Serralongue.

Silence : *suite au premier courrier, nous avons appris l'exclusion du SEL Ariège de Marcel Mahl qui s'est depuis reconverti dans le SEL-31. L'association ci-dessus nous joint un tract signé de l'association "Les Petits Papiers" 66500 Los Masos distribué lors d'un marché du SEL 31 pour dénoncer les magouilles de la même personne. Il semble donc qu'il y ait là un vrai problème.*

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

anciens numéros (franco de port)

- 162 La prison autrement
- 165 Yougoslavie
- 169 Délocalisation, chômage, solidarité
- 170 Racisme et environnement
- 172 Après Rio : un monde à venir
- 173 Mir Sada, ingérence méfiance
- 174 Vallée d'Aspe, alternative ferroviaire
- 175 Eoliennes : le vent en poupe !
- 176 Superphénix : la marche en avant
- 177 Quelle écologie radicale ?
- 178 Comment démilitariser ?
- 181 Energies douces au Sud (1)
- 182 Energies douces au Sud (2)
- 183 Les centres écologiques
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit !
- 187 Prolifération nucléaire (1)
- 188 Prolifération nucléaire (2)
- 189 Autonomie toujours
- 190 Nicaragua face au marché mondial
- 191 Santé et autonomie (1)
- 195 Stop Essais
- 196 Canal Rhin-Rhône
- 197 La défense par actions civiles (1)
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs
- 201 Marée noire sur droits de l'homme
- 202 Soyons Réseau-nables
- 203 Sortir du nucléaire
- 204 G7 : l'argent d'abord
- 205 Radios actives
- 206-207 Face au G7, ouvrons-là !
- 208 Pour des villes sans voitures
- 211 L'équivoque humanitaire
- 212-213 Ecologisme et État
- 214 Organismes génétiquement modifiés
- 215 Des écoles différentes

EXPOLANGUES EN ANGLAIS

J'étais le week-end dernier au salon Expolangues à Paris, vous savez le salon international "des langues vivantes, des cultures et des voyages" ; eh bien, je le recommanderais plutôt "salon de l'anglais, de la culture anglaise et des voyages dans les pays anglophones". J'exagère ? A part quelques stands consacrés à l'apprentissage de l'allemand et de l'espagnol, les autres langues et cultures n'étaient pratiquement pas représentées. Est-ce le résultat de la politique européenne en faveur du multilinguisme ? Ou bien derrière cette politique du tout anglais se cache-t-il quelque soutien politique et économique ? A quel servient les milliards dépensés depuis des dizaines d'années en faveur de l'appren-

tissage de toutes les langues ? A qui profite le marché ? Nos hommes politiques sont censés prendre des choix en faveur des citoyens ? Alors qu'attendent-ils pour réagir et enseigner l'espéranto, langue internationale neutre, économique, à la portée de tous ? (...) Tous ses avantages feraient-ils peur à certains en risquant de leur faire perdre leurs privilèges ? Que le monde communique, cela dérangerait-il par hasard l'oncle Sam ? (...) Heureusement, le stand espéranto, tenu par une dizaine de jeunes, était sans doute l'un des plus dynamiques du salon ! C'est normal, "espéranto", cela veut dire "celui qui espère", espoir d'un monde futur. Laurent VIGNAUD
Maine-et-Loire

FRANCE : TERRE DE FICTIONS INCONSCIENTES ?

Le Monde dans son supplément "Voyages" (du 30 janvier 1997) publie un cahier "Terres de France". Il s'agit là de mots magiques, à forte résonance intime. "Terres", une matérialité rassurante appartenant à un patrimoine commun, "France", un pays objet d'un amour patriotique supposé plus noble, car plus fondé, s'agissant d'une terre de Cocagne. Cela fait quelques temps que l'éloge du terroir, de la séduction du pays sur les voyageurs étrangers, des promesses du tourisme vert, me semblaient basés sur un malentendu car, de toute évidence, c'est à un pays en voie de disparition dans des composantes mythiques telles qu'authenticité des régions, beauté des paysages ordinaires, que l'on se réfère. Un amoureux n'a-t-il pas pu intituler un ouvrage "Derniers voyages en France" ? Porté par les impératifs commerciaux (entre autres ceux, légitimes, de l'industrie touristique et des milieux agricoles en quête de reconversion), cet éloge fonctionne de plus en plus comme un mythe tellement appauvri que ses références apparaissent surannées au regard de la défiguration accélérée des beautés de ce pays. Il se trouve simplement que, comme nous vivons une accélération incroyable de notre univers "espace-temps", notre perception subjective de ce qui appartient au domaine du passé ne correspond plus à ce qu'il englobe. L'accélération et la brutalité des évolutions malmenent notre échelle culturelle du temps moderne dans ses registres subjectifs du futur, du contemporain et du passé. C'est ainsi que Le Monde ouvre son cahier "Terres de France" par une photo d'un paysage de Beauce prise en 1957 ! 40 ans nous séparent du cliché, et pourtant la réalité paysagère de ce coin de France, campagne ordinaire quoique mythique, n'a plus aucune réalité avec celui-ci. Cependant, dans la profusion des propositions des banques d'images, c'est cette épreuve qui a été choisie ! On peut faire de multiples hypothèses, d'autant que nous avons la conviction intime qu'elles

se sont superposées avant de présider à un choix qui a dû être fait en toute inconscience : - ce cahier a une vocation publicitaire, il s'agit donc de l'illustrer avec un cliché supportant le mythe président à la séduction du produit "Voyages en France". Pour ce projet, il se trouve qu'aujourd'hui les situations réelles conduisent à recourir à des images d'archives. - s'il est donc établi qu'il s'agit d'une photo destinée à séduire, on peut s'interroger sur la démarche ; est-elle délibérément fictive comme celles qui relèvent de l'univers publicitaire ? ou, dans ce cas, ce choix a-t-il pris les producteurs de mythes à leur propre jeu, les rendant eux-mêmes joués d'une mythologie (celle d'une France aux paysages ruraux immuables, attractive par essence) ? - ou serait-ce les fondements qui en seraient différents, pas de mensonge, pas de mythe, mais un domaine d'inculture, la méconnaissance des mutations modernes ? - ou plus anodin encore, en dernière analyse, la connaissance de tout cela, mais une nette mésestimation de la chronologie contemporaine réelle, ces décalages étant perçus comme minimes, car ils appartiennent à un passé proche, à une sorte de veille dans la périodicité quotidienne de notre histoire présente, alors qu'objectivement il convient de le rattaché clairement aux périodes anciennes de notre époque. Toujours est-il que publier une magnifique photo de la Beauce en 1957, avec meules d'épis, polycultures, bosquets, haies, pour inviter à visiter la France actuelle, porte un malaise latent et l'absence de réaction à cet anachronisme signe dans les faits assez gravement l'imperception de la réalité du monde par nos contemporains. Dans ce contexte de refoulement comment s'étonner que l'interrogation "Comment peut-on être écologiste ?" continue à tourmenter le grand public... Philippe CARBIENER
Bas-Rhin.

Librairie par correspondance

- Hors-série Silence
- Paris-Dakar : Pas d'accord..... 25 F
 - La menace climatique..... 30 F
 - Radioactivité, les faibles doses..... 30 F
 - Energies renouvelables..... 30 F
 - Les métiers de l'écologie..... 70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale..... 30 F
- Ed. Alternatives (Paris)
- Où va le climat ?..... 40 F
 - Le soleil à votre table..... 89 F
 - La liberté de circuler..... 70 F
 - Nucléaire ? Non merci..... 75 F
 - Le nucléaire détrôné..... 30 F
 - Séphastoché, mon premier cuiseur..... 36 F
 - Superphénix : le dossier..... 30 F
 - Quelle écologie radicale ?..... 70 F
 - Un cuiseur solaire facile à faire..... 20 F
 - Construisez votre cuisinière solaire..... 30 F
 - Cuiseurs solaires pliable..... 20 F
- Ed. Lucien Souny (Lingoges)
- Pour un pays sans armée..... 65 F
 - Pour que demain soit..... 65 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature..... 65 F
 - Moi, ma santé..... 65 F
 - L'écologie politique..... 65 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés..... 95 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait..... 85 F
 - Deux routes, un avenir..... 80 F
 - La belle vie..... 65 F
 - Parce que la paix n'est pas une utopie..... 65 F
 - Des ruines du développement..... 65 F
 - La dignité antinucléaire..... 50 F
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?..... 35 F
 - Sociobiologie ou écologie sociale..... 20 F
 - Pour une écologie de la liberté..... 88 F
 - Ecologie et politique de l'anarchisme..... 38 F
 - Le rêve au quotidien..... 75 F
- Ed. Utiwie (Lundès)
- La désobéissance civile..... 36 F
 - Nous sommes peut-être frères..... 36 F
 - L'homme qui planta des arbres..... 36 F
- Ed. Le catalogue des ressources..... 180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le solaire pour tous..... 90 F
- Ed. Jonveine (Genève)
- Les vraies richesses..... 96 F
 - Dimension spirituelle de l'écologie politique..... 70 F
- Ed. Deleatur (Angers)
- La dictature de la croissance..... 85 F
- Ed. Georg (Lansanne)
- Additifs alimentaires..... 98 F
 - Gestion des déchets..... 98 F
 - Les sols..... 98 F
 - L'eau..... 98 F
 - La radioactivité..... 98 F
 - L'alimentation..... 98 F
 - La diversité biologique..... 98 F
 - L'air..... 98 F
 - Le bruit..... 98 F
- Frais de port
- 1 ouvrage..... 15 F
 - 2 ouvrages..... 28 F
 - 3 ouvrages et plus..... 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE		BELGIQUE	
<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°..... 240 FF	<input type="checkbox"/> Particulier	12 n°..... 1740 FB
<input type="checkbox"/> Institution	12 n°..... 480 FF	<input type="checkbox"/> Institution	12 n°..... 2880 FB
<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°..... 300 FF et +	<input type="checkbox"/> Soutien	12 n°..... 1800 FB et +
<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°..... 420 FF	<input type="checkbox"/> Petit futé	24 n°..... 2520 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°..... 630 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 3 ex	3 x 12 n°..... 3780 FB
<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°..... 950 FF	<input type="checkbox"/> Groupés par 5 ex	5 x 12 n°..... 5700 FB
<input type="checkbox"/> Petit budget France	12 n°..... 190 FF	AUTRES PAYS ET DOM-TOM	
		<input type="checkbox"/> Dom-Tom et étranger	12 n°..... 290 FF

Je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B 1380 Ohain

LE MONDE SE COMPLIQUE, CROISSANCE L'EXPLIQUE



CROISSANCE

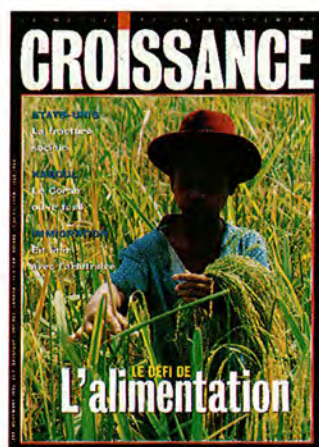
Le mensuel des rapports Nord-Sud et les enjeux planétaires, explique, commente, analyse l'actualité et les enjeux politiques, culturels de notre monde. Croissance aide à voir plus juste dans le flot des événements, à mieux saisir la diversité des cultures et des mentalités.

NOUVELLES COLLECTIONS :

"Les clés de la planète", un document d'actualité sur la question alimentaire (48 F l'ex.)

"Les guides pratiques" (45 F l'ex) :

- Guide "Nord-sud, des associations pour agir"
- Guide "Métiers de la solidarité"
- Guide "Adopter ou parrainer un enfant"



Bon pour un numéro "Découverte"

Renvoyez ce bon à Croissance/Promotion 163 bd Malesherbes 75859 Paris cedex 17
Téléphone pour renseignements : préfixe international + 33.01.48.88.45.04

Je désire recevoir gratuitement un numéro de Croissance et des informations sur l'abonnement et les nouvelles collections.

Nom Prénom.....
Adresse
Code Postal Ville
Pays



SILEN